

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 97 — 1500

[S - C - 97/21115]

14 MARS 1997. — Arrêté royal déterminant le fonctionnement de l'inspection linguistique en matière d'enseignement

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1995 fixant les attributions ministérielles en matière de politique scientifique, de culture et d'enseignement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il est urgent d'arrêter un ensemble de textes réglementaires répondant, d'une part, à la nécessité d'adapter dans les meilleurs délais la situation juridique des carrières particulières au sein des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles aux modifications récentes au statut des agents de l'Etat afin d'assurer le bon fonctionnement de ces services et de régler la situation personnelle d'un certain nombre de membres du personnel, et, d'autre part, à la nécessité de fixer un nouveau statut pour l'inspection linguistique dans l'enseignement, afin de permettre la poursuite de cette inspection légalement prévue;

Considérant en particulier que des mesures doivent être prises sans délai afin d'intégrer cette inspection de façon optimale dans l'administration fédérale et de l'adapter au statut modifié des inspecteurs linguistiques;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'inspection linguistique dans l'enseignement est exercée par quatre inspecteurs linguistiques, deux du rôle linguistique français et deux du rôle linguistique néerlandais.

Art. 2. Les inspecteurs linguistiques sont chargés du contrôle permanent de l'application des dispositions de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.

Art. 3. L'intervention de l'inspection linguistique consiste en la vérification de la première inscription de l'enfant conformément à l'article 17 de la loi précitée.

Art. 4. Aucun inspecteur linguistique ne peut intervenir sans la collaboration d'un inspecteur linguistique de l'autre rôle linguistique.

Art. 5. Pour l'application de l'article 17, alinéa 2, b, de la loi précitée, le chef d'école peut, sur production d'une déclaration linguistique du chef de famille, admettre provisoirement l'enfant à l'enseignement.

La déclaration linguistique est transmise à l'inspection linguistique le jour où l'enfant est admis par le chef d'école.

L'inspection linguistique vise dans les trente jours ouvrables de sa réception la déclaration linguistique du chef de famille.

Le président de la commission visée à l'article 18 de la loi précitée est saisi dans les mêmes délais, par l'entremise du secrétaire général des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, des dossiers au sujet desquels les deux inspecteurs linguistiques qui traitent le dossier ne sont pas d'accord.

Le chef d'école est informé de la saisie de ces dossiers et en avise le chef de famille par lettre recommandée.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 97 — 1500

[S - C - 97/21115]

14 MAART 1997. — Koninklijk besluit houdende werking van de taalinspectie inzake onderwijs

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1995 houdende vaststelling van de ministeriële bevoegdheden inzake wetenschapsbeleid, cultuur en onderwijs;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^o, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat dringend een aantal verordeningsteksten vastgelegd moeten worden die tegemoetkomen, enerzijds, aan de noodzaak om zo spoedig mogelijk de rechtstoestand van de bijzondere loopbanen bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden aan te passen aan de recente wijzigingen in het statuut van het Rijkspersoneel om de goede werking van deze diensten te waarborgen en de persoonlijke toestand van een aantal personeelsleden te regelen en, anderzijds, aan de noodzaak een nieuw statuut vast te stellen voor de taalinspectie in het onderwijs om deze wettelijk voorgeschreven inspectie verder te kunnen laten bestaan;

Overwegende in het bijzonder dat onverwijld maatregelen moeten worden genomen om deze inspectie optimaal te integreren in het federale bestuur en het aan te passen aan het gewijzigde statuut van de taalinspecteurs;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De taalinspectie in het onderwijs wordt uitgeoefend door vier taalinspecteurs, twee van de Nederlandse taalrol en twee van de Franse taalrol.

Art. 2. De taalinspecteurs zijn belast met de doorlopende controle van de toepassing van de bepalingen van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.

Art. 3. Het optreden van de taalinspectie bestaat in het nazicht van de eerste inschrijving van de leerling overeenkomstig artikel 17 van voornoemde wet.

Art. 4. Geen taalinspecteur treedt op zonder de medewerking van een taalinspecteur van de andere taalrol.

Art. 5. Voor de toepassing van artikel 17, tweede lid, b, van voornoemde wet mag het schoolhoofd, tegen overlegging van een taalverklaring van het gezinshoofd, het kind voorlopig toelaten tot het onderwijs.

De taalverklaring wordt op de dag dat het kind aanvaard is, door het schoolhoofd toegezonden aan de taalinspectie.

De taalinspectie viseert binnen dertig werkdagen van haar ontvangst de taalverklaring van het gezinshoofd.

De dossiers waarover de twee taalinspecteurs die het dossier behandelen het niet eens zijn, worden binnen dezelfde termijn, door bemiddeling van de secretaris-generaal van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, aanhangig gemaakt bij de voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 18 van voornoemde wet.

Het schoolhoofd wordt van het aanhangig maken van deze dossiers in kennis gesteld, en verwittigt het gezinshoofd bij aangetekend schrijven.

Art. 6. § 1^{er}. La commission visée à l'article 18 de la loi précitée est composée d'un président, d'un président suppléant, de deux membres et d'autant de membres suppléants, tous nommés par Nous, sur la proposition du (des) Ministre(s) ayant les matières fédérales d'enseignement dans ses (leurs) attributions.

§ 2. Le président et le président suppléant sont choisis parmi les membres bilingues en fonction, émérités ou honoraires des tribunaux de première instance.

Les membres et les membres suppléants sont choisis parmi les fonctionnaires relevant de l'autorité fédérale revêtus d'un grade classé au rang 13 au moins, pour moitié parmi les fonctionnaires du rôle linguistique français et pour moitié parmi les fonctionnaires du rôle linguistique néerlandais qui, conformément à l'article 43, § 3, alinéa 3, ou à l'article 46, § 4, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, ont fourni la preuve d'une connaissance suffisante de la deuxième langue.

§ 3. La commission statue au plus tard dans les trente jours ouvrables après la réception du dossier.

§ 4. La commission communique sa décision motivée au chef d'école et au chef de famille par lettre recommandée.

Art. 7. Le délai d'appel de la décision des inspecteurs linguistiques ou de la commission est fixé à vingt jours ouvrables à partir de la notification de la décision.

Art. 8. § 1^{er}. Le jury visé à l'article 18 de la loi précitée est composé d'un président, d'un président suppléant, de deux membres et d'autant de membres suppléants, tous nommés par Nous, sur la proposition du (des) Ministre(s) ayant les matières fédérales d'enseignement dans ses (leurs) attributions.

Le président et le président suppléant sont choisis parmi les conseillers bilingues en fonction, émérités ou honoraires des cours d'appel.

Les membres et les membres suppléants sont choisis parmi les fonctionnaires relevant de l'autorité fédérale revêtus d'un grade classé au rang 15 au moins, pour moitié parmi les fonctionnaires du rôle linguistique français et pour moitié parmi les fonctionnaires du rôle linguistique néerlandais qui, conformément à l'article 43, § 3, alinéa 3, ou à l'article 46, § 4, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, ont fourni la preuve d'une connaissance suffisante de la deuxième langue.

§ 2. Le jury statue au plus tard dans les trente jours ouvrables après la réception du recours.

§ 3. Le jury communique sa décision motivée au chef d'école et au chef de famille par lettre recommandée.

Art. 9. Les règlements d'ordre intérieur de la commission et du jury sont fixés par arrêté ministériel, sur la proposition des présidents respectifs.

Art. 10. L'arrêté royal du 30 novembre 1966 déterminant le fonctionnement de l'inspection linguistique en matière d'enseignement, modifié par les arrêtés royaux des 15 février 1969 et 30 novembre 1994 est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Nos Ministres ayant les matières fédérales d'enseignement dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Art. 6. § 1. De commissie bedoeld in artikel 18 van voornoemde wet is samengesteld uit een voorzitter, een plaatsvervangend voorzitter, twee leden en evenveel plaatsvervangende leden. Ze worden door Ons benoemd, op de voordracht van de Minister(s) die bevoegd is (zijn) voor de federale aangelegenheden inzake onderwijs.

§ 2. De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter worden gekozen onder de tweetalige in dienst zijnde, emeriti- of ereleden van de rechtbanken van eerste aanleg.

De leden en plaatsvervangende leden worden gekozen onder de ambtenaren van de federale overheid bekleed met een graad van minstens rang 13, voor de helft onder de ambtenaren van de Nederlandse taalrol en voor de andere helft onder de ambtenaren van de Franse taalrol die, overeenkomstig artikel 43, § 3, derde lid of artikel 46, § 4, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, het bewijs hebben geleverd van een voldoende kennis van de tweede taal.

§ 3. De commissie doet uitspraak uiterlijk binnen dertig werkdagen na de ontvangst van het dossier.

§ 4. De commissie deelt haar met redenen omklede beslissing per aangetekende brief mee aan het schoolhoofd en aan het gezinshoofd.

Art. 7. De termijn om tegen de beslissing van de taalinspecteurs of van de commissie beroep aan te tekenen bedraagt twintig werkdagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing.

Art. 8. § 1. De jury bedoeld in artikel 18 van voornoemde wet bestaat uit een voorzitter, een plaatsvervangend voorzitter, twee leden en evenveel plaatsvervangende leden. Ze worden door Ons benoemd, op de voordracht van de Minister(s) die bevoegd is (zijn) voor de federale aangelegenheden inzake onderwijs.

De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter worden gekozen onder de tweetalige in dienst zijnde, emeriti- of ere-raadsheren van de hoven van beroep.

De leden en plaatsvervangende leden worden gekozen onder de ambtenaren van de federale overheid bekleed met een graad van minstens rang 15, voor de helft onder de ambtenaren van de Nederlandse taalrol en voor de andere helft onder de ambtenaren van de Franse taalrol die, overeenkomstig artikel 43, § 3, derde lid, of artikel 46, § 4, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, het bewijs hebben geleverd van een voldoende kennis van de tweede taal.

§ 2. De jury doet uitspraak uiterlijk binnen dertig werkdagen na de ontvangst van het beroepschrift.

§ 3. De jury deelt haar met redenen omklede beslissing per aangetekende brief mee aan het schoolhoofd en aan het gezinshoofd.

Art. 9. Het huishoudelijk reglement van de commissie en van de jury wordt vastgesteld bij ministerieel besluit, op voorstel van de respectieve voorzitters.

Art. 10. Het koninklijk besluit van 30 november 1966 houdende werking van de taalinspectie inzake onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 februari 1969 en 30 november 1994 wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Ministers bevoegd voor de federale aangelegenheden inzake onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

F. 97 — 1501

[S - C - 97/21121]

20 MARS 1997. — Arrêté royal fixant le statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, notamment l'article 18, alinéa 1^{er};Vu la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, notamment l'article 6, 1^o;Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 10, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 février 1997;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 février 1997;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1994 portant intégration des services du Ministère de l'Éducation nationale et du "Ministerie van Onderwijs" dans les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, modifié par l'arrêté royal du 26 avril 1994;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant intégration de l'inspection linguistique en matière d'enseignement dans les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1996 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle au sein des Services du Premier Ministre en ce qui concerne les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 fixant les missions des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Considérant que la législation et la réglementation générale en matière de fonction publique ont été substantiellement modifiées depuis quelques années; que, par ailleurs, les missions dévolues aux Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles ont évolué depuis la création des administrations d'origine;

Considérant que ces changements demandent une adaptation du statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Considérant par ailleurs que, pour les emplois visés dans le présent arrêté, les qualifications particulières exigées nécessitent une connaissance approfondie et actualisée, soit des domaines scientifiques considérés, soit de l'organisation de l'enseignement et que, par là-même, les droits de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968 précitée doivent être exclus pour le recrutement aux dits emplois;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mai 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné les 24 juillet 1996 et 14 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné les 24 juillet 1996 et 14 novembre 1996;

Vu le protocole n° 67/1 du 20 décembre 1996 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur I — Administration générale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il est urgent d'arrêter un ensemble de textes réglementaires répondant, d'une part, à la nécessité d'adapter dans les meilleurs délais la situation juridique des carrières particulières au sein des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles aux modifications récentes au statut des agents de l'Etat afin d'assurer le bon fonctionnement de ces services et de régler la situation personnelle d'un certain nombre de membres du personnel, et, d'autre part, à la nécessité de fixer un nouveau statut pour l'inspection linguistique dans l'enseignement, afin de permettre la poursuite de cette inspection légalement prévue;

N. 97 — 1501

[S - C - 97/21121]

20 MAART 1997. — Koninklijk besluit houdende het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, inzonderheid op artikel 18, eerste lid;

Gelet op de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, inzonderheid op artikel 6, 1^o;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 10, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1994 houdende opname van de diensten van het Ministerie van Onderwijs en het "Ministère de l'Éducation nationale" in de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 houdende opname van de taalinspectie inzake onderwijs in de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1996 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag binnen de Diensten van de Eerste Minister wat betreft de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 tot vaststelling van de opdrachten van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Overwegende dat de wetgeving en de algemene regelgeving inzake ambtenarenzaken sinds enkele jaren substantieel werden gewijzigd; dat, anderzijds, de opdrachten van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden een ontwikkeling hebben doorgemaakt sinds de oprichting van de besturen van herkomst;

Overwegende dat die veranderingen een aanpassing eisen van het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Overwegende overigens dat, voor de betrekkingen bedoeld in dit besluit, de noodzakelijke bijzondere bekwaamheden een grondige en bijgestelde kennis vereisen, hetzij van de beschouwde wetenschapsgebieden, hetzij van de organisatie van het onderwijs en dat, daardoor, de prioriteitsrechten toegekend bij bovengenoemde wet van 26 maart 1968 uitgesloten moeten worden voor de aanwerving in genoemde betrekkingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 mei 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 1996 en 14 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 24 juli 1996 en 14 november 1996;

Gelet op het protocol nr. 67/1 van 20 december 1996 waarin de besluiten zijn opgenomen van de onderhandelingen gevoerd in het Sectorcomité I — Algemeen bestuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^o, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat dringend een aantal verordeningsteksten vastgelegd moeten worden die tegemoetkomen, enerzijds, aan de noodzaak om zo spoedig mogelijk de rechtstoestand van de bijzondere loopbanen bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden aan te passen aan de recente wijzigingen in het statuut van het Rijkspersoneel om de goede werking van deze diensten te waarborgen en de persoonlijke toestand van een aantal personeelsleden te regelen en, anderzijds, aan de noodzaak een nieuw statuut vast te stellen voor de taalinspectie in het onderwijs om deze wettelijk voorgeschreven inspectie verder te kunnen laten bestaan;

Considérant en particulier, que la régularisation de la situation juridique individuelle d'un certain nombre des membres du personnel nécessite également des mesures urgentes et que celles-ci ne peuvent pas être prises sans un statut de base pour les grades particuliers des Services;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable au secrétaire général et aux membres suivants du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, dénommés ci-après les Services :

- 1° le secrétaire général adjoint;
- 2° les conseillers aux affaires scientifiques;
- 3° les inspecteurs linguistiques.

CHAPITRE II. — *Du secrétaire général des Services*

Art. 2. Le secrétaire général des Services, dénommé ci-après le secrétaire général, dirige le personnel et les activités des Services.

L'article 1er de l'arrêté royal du 6 septembre 1993 relatif aux attributions des fonctionnaires généraux des ministères lui est applicable.

Art. 3. Le secrétaire général est nommé par Nous, sur la proposition de Notre Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions et de l'avis de Nos Ministres qui en auront délibéré en Conseil.

Les dispositions de l'article 16, 1° à 4° de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant sur le statut des agents de l'Etat sont d'application pour cette nomination.

Les dispositions des articles 20bis à 20quater de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat sont d'application pour cette nomination.

L'emploi de secrétaire général est exclu des droits de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions du présent statut, le secrétaire général est soumis aux prescriptions qui, pour les agents de l'Etat, régissent :

- 1° les droits et les devoirs;
- 2° les incompatibilités;
- 3° la responsabilité personnelle;
- 4° les positions administratives;
- 5° la suspension dans l'intérêt du service;
- 6° le régime disciplinaire;
- 7° le contrôle des aptitudes physiques;
- 8° la cessation des fonctions;
- 9° l'évaluation.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions statutaires établies par la loi, les arrêtés suivants, tels qu'ils ont été modifiés à ce jour, sont applicables au secrétaire général :

1° arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères;

2° arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

3° arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères;

4° arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

5° arrêté royal du 13 avril 1965 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence des membres du personnel des ministères;

Overwegende in het bijzonder dat de regeling van de individuele rechtstoestand van een aantal personeelsleden eveneens dringende maatregelen vereist en dat deze niet kunnen genomen worden zonder een basisstatuut voor de bijzondere graden van de Diensten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsfeer*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de secretaris-generaal en op de volgende personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, hierna te noemen de Diensten :

- 1° de adjunct-secretaris-generaal;
- 2° de adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden;
- 3° de taalinspecteurs.

HOOFDSTUK II. — *De secretaris-generaal van de Diensten*

Art. 2. De secretaris-generaal van de Diensten, hierna te noemen de secretaris-generaal, leidt het personeel en de activiteiten van de Diensten.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot het bepalen van de bevoegdheden van de opperamtenaren van de ministeries is op hem van toepassing.

Art. 3. De secretaris-generaal wordt door Ons benoemd, op de voordracht van Onze Minister die bevoegd is voor het Wetenschapsbeleid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers.

De bepalingen van artikel 16, 1° tot 4°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel zijn van toepassing voor die benoeming.

De bepalingen van artikelen 20bis tot 20quater van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel zijn van toepassing voor die benoeming.

De betrekking van secretaris-generaal is uitgesloten van de voorkeuren toegekend bij de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen van dit statuut, is de secretaris-generaal onderworpen aan de voorschriften die, voor het Rijkspersoneel, het volgende regelen :

- 1° de rechten en de plichten;
- 2° de onverenigbaarheden;
- 3° de persoonlijke aansprakelijkheid;
- 4° de administratieve standen;
- 5° de schorsing in het belang van de dienst;
- 6° de tuchtregeling;
- 7° de controle op de lichamelijke geschiktheid;
- 8° de definitieve ambtsneerlegging;
- 9° de evaluatie.

Art. 5. § 1. Onverminderd de bij de wet vastgestelde statutaire bepalingen, zijn de volgende besluiten, zoals die tot op heden zijn gewijzigd, van toepassing op de secretaris-generaal :

1° koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries;

2° koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

3° koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries;

4° koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel;

5° koninklijk besluit van 13 april 1965 tot regeling van de bijdrage van de Staat in de kosten wegens standplaatsverandering van de leden van het personeel der ministeries;

6° arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères;

7° arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères;

8° arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume;

9° arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public;

10° arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat;

11° arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel.

§ 2. Les dispositions qui modifieraient, complèteraient ou remplaceraient les arrêtés énumérés ci-dessus sont applicables de plein droit au secrétaire général des Services.

CHAPITRE III. — *Du secrétaire général adjoint*

Art. 6. Le secrétaire général adjoint assiste le secrétaire général.

Art. 7. Le secrétaire général adjoint est nommé par Nous, sur la proposition de Notre Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions.

Les dispositions de l'article 37 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat sont d'application pour cette nomination.

Le secrétaire général adjoint ne peut appartenir au même rôle linguistique que le secrétaire général des Services.

L'emploi de secrétaire général adjoint est exclu des droits de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

Art. 8. Le secrétaire général adjoint est soumis au statut des agents de l'Etat, ainsi qu'aux arrêtés complémentaires de celui-ci, sous réserve des dérogations qui y sont apportées par le présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Des conseillers aux affaires scientifiques*

Art. 9. Les conseillers aux affaires scientifiques sont chargés :

— de pourvoir les Services de l'expertise scientifique interne permanente nécessaire à l'exercice de leurs missions;

— d'accomplir toute tâche en rapport avec une des missions des Services.

Art. 10. Les conseillers aux affaires scientifiques sont soumis au statut des agents de l'Etat, ainsi qu'aux arrêtés complémentaires de celui-ci, sous réserve des dérogations qui y sont apportées par l'arrêté royal du 20 mars 1997 réglant la carrière des conseillers aux affaires scientifiques.

CHAPITRE V. — *Des inspecteurs linguistiques*

Art. 11. Les inspecteurs linguistiques sont chargés des tâches prévues par la législation et la réglementation ayant trait à l'inspection linguistique en matière d'enseignement.

Art. 12. Les inspecteurs linguistiques sont soumis au statut des agents de l'Etat, ainsi qu'aux arrêtés complémentaires de celui-ci, sous réserve des dérogations qui y sont apportées par l'arrêté royal du 20 mars 1997 réglant la carrière des inspecteurs linguistiques.

CHAPITRE VI. — *Dispositions générales*

Art. 13. Les échelles de traitement du secrétaire général et des membres du personnel des Services visés à l'article 1^{er}, 1° à 3°, du présent arrêté sont fixées par Nous.

Art. 14. Les attributions qui, dans un ministère, sont confiées au Conseil de direction sont exercées au sein des Services par un Conseil de direction composé des membres du personnel titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15.

6° koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafenis kosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries;

7° koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries;

8° koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur;

9° koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

10° koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Rijksbesturen;

11° koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerkosten van de personeelsleden.

§ 2. De bepalingen ter wijziging, aanvulling of vervanging van de bovenvermelde besluiten zijn van rechtswege van toepassing op de secretaris-generaal van de Diensten.

HOOFDSTUK III. — *De adjunct-secretaris-generaal*

Art. 6. De adjunct-secretaris-generaal staat de secretaris-generaal bij.

Art. 7. De adjunct-secretaris-generaal wordt door Ons benoemd, op de voordracht van Onze Minister die bevoegd is voor het Wetenschapsbeleid.

De bepalingen van artikel 37 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel zijn van toepassing voor die benoeming.

De adjunct-secretaris-generaal mag niet tot dezelfde taalrol behoren als de secretaris-generaal van de Diensten.

De betrekking van adjunct-secretaris-generaal is uitgesloten van de voorkeurrechten toegekend bij de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd.

Art. 8. De adjunct-secretaris-generaal is onderworpen aan het statuut van het Rijkspersoneel, alsook aan de aanvullende besluiten ervan, onder voorbehoud van de afwijkingen ervan waarin dit besluit voorziet.

HOOFDSTUK IV. — *De adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden*

Art. 9. De adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden zijn belast met :

— het verlenen aan de Diensten van de permanente interne wetenschappelijke expertise die nodig is voor de uitoefening van hun opdrachten;

— het uitvoeren van elke taak die verband houdt met een van de opdrachten van de Diensten.

Art. 10. De adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden zijn onderworpen aan het statuut van het Rijkspersoneel, alsook aan de aanvullende besluiten ervan, onder voorbehoud van de afwijkingen ervan waarin wordt voorzien in het koninklijk besluit van 20 maart 1997 tot regeling van de loopbaan van de adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden.

HOOFDSTUK V. — *De taalinspecteurs*

Art. 11. De taalinspecteurs zijn belast met de taken die zijn vastgelegd in de wetgeving en de regelgeving met betrekking tot de taalinspectie inzake onderwijs.

Art. 12. De taalinspecteurs zijn onderworpen aan het statuut van het Rijkspersoneel, alsook aan de aanvullende besluiten ervan, onder voorbehoud van de afwijkingen ervan waarin wordt voorzien in het koninklijk besluit van 20 maart 1997 tot regeling van de loopbaan van de taalinspecteurs.

HOOFDSTUK VI. — *Algemene bepalingen*

Art. 13. De weddeschalen van de secretaris-generaal en van de in artikel 1, 1° tot 3°, van dit besluit bedoelde personeelsleden van de Diensten worden door Ons vastgesteld.

Art. 14. De bevoegdheden die, in een ministerie, zijn toegekend aan de Directieraad, worden binnen de Diensten uitgeoefend door een Directieraad die is samengesteld uit de personeelsleden die titularis zijn van een graad ingedeeld in rangen 17, 16 of 15.

Art. 15. Pour les matières soumises à la concertation avec les organisations syndicales représentatives, il est créé un Comité de concertation de base compétent pour les Services.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 16. Sont abrogés :

1° l'article 31, alinéas 1^{er} et 3, et les articles 32, 35 et 37 de l'arrêté royal du 16 septembre 1959 relatif à l'organisation de la Politique scientifique, modifié par les arrêtés royaux du 28 juin 1961, 17 avril 1963, 25 août 1965, 12 avril 1966, 11 mai 1966, 27 décembre 1967, 14 août 1968, 23 septembre 1968, 6 février 1969, 4 mars 1971, 1^{er} mars 1972, 7 novembre 1983 et 26 avril 1994;

2° les articles 11 à 40 de l'arrêté royal du 16 septembre 1959 fixant le statut du président du Conseil national de la Politique scientifique, du secrétaire général et du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, modifié par les arrêtés royaux des 23 septembre 1968, 12 août 1981, 26 novembre 1991, 30 mars 1993, 26 avril 1994 et 23 décembre 1994;

3° l'arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant le statut de l'inspection linguistique en matière d'enseignement.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 3, alinéa 3, et de l'article 7, alinéa 2, qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 1998.

Art. 18. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Art. 15. Voor de aangelegenheden die zijn onderworpen aan het overleg met de representatieve vakbondsorganisaties, wordt een voor de Diensten bevoegd Basisoverlegcomité opgericht.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 16. Opgeheven worden :

1° het artikel 31, eerste en derde lid, en de artikelen 32, 35 en 37 van het koninklijk besluit van 16 september 1959 betreffende de organisatie van het Wetenschapsbeleid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 juni 1961, 17 april 1963, 25 augustus 1965, 12 april 1966, 11 mei 1966, 27 december 1967, 14 augustus 1968, 23 september 1968, 6 februari 1969, 4 maart 1971, 1 maart 1972, 7 november 1983 en 26 april 1994;

2° de artikelen 11 tot 40 van het koninklijk besluit van 16 september 1959 houdende statuut van de voorzitter van de Nationale Raad voor Wetenschapsbeleid, van de secretaris-generaal en van het personeel van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 september 1968, 12 augustus 1981, 26 november 1991, 30 maart 1993, 26 april 1994 en 23 december 1994;

3° het koninklijk besluit van 30 november 1966 houdende het statuut van de taalinspectie inzake onderwijs.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 3, derde lid, en artikel 7, tweede lid, die op 1 juni 1998 in werking treden.

Art. 18. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

F. 97 — 1502

[S - C - 97/21120]

20 MARS 1997

Arrêté royal réglant la carrière des conseillers aux affaires scientifiques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, notamment l'article 6, 1°;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 février 1997;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 février 1997;

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1996 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle au sein des Services du Premier Ministre en ce qui concerne les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 fixant le statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Considérant que, pour les emplois visés dans le présent arrêté, les qualifications particulières exigées nécessitent une connaissance approfondie et actualisée des domaines scientifiques considérés, et que, par là-même, les droits de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968 précitée doivent être exclus pour le recrutement aux dits emplois;

Vu l'avis du Secrétaire permanent au recrutement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mai 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 14 novembre 1996;

N. 97 — 1502

[S - C - 97/21120]

20 MAART 1997

Koninklijk besluit tot regeling van de loopbaan van de adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, inzonderheid op artikel 6, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1996 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag binnen de Diensten van de Eerste Minister wat betreft de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 houdende het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Overwegende overigens dat, voor de betrekkingen bedoeld in dit besluit, de noodzakelijke bijzondere bekwaamheden een grondige en bijgestelde kennis vereisen van de beschouwde wetenschapsgebieden en dat, daardoor, de prioriteitsrechten toegekend bij bovengenoemde wet van 26 maart 1968 uitgesloten moeten worden voor de aanwerving in genoemde betrekkingen;

Gelet op het advies van de Vast Wervingssecretaris;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 mei 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 november 1996;

Vu le protocole n° 67/2 du 20 décembre 1996 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur I — Administration générale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il est urgent d'arrêter un ensemble de textes réglementaires répondant, d'une part, à la nécessité d'adapter dans les meilleurs délais la situation juridique des carrières particulières au sein des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles aux modifications récentes au statut des agents de l'Etat afin d'assurer le bon fonctionnement de ces services et de régler la situation personnelle d'un certain nombre de membres du personnel, et, d'autre part, à la nécessité de fixer un nouveau statut pour l'inspection linguistique dans l'enseignement, afin de permettre la poursuite de cette inspection légalement prévue;

Considérant en particulier qu'il est impératif de définir dans les plus brefs délais les modalités de recrutement et de carrière des conseillers aux affaires scientifiques pour permettre d'exécuter immédiatement le nouveau statut dont ils ont été dotés et de recruter dans les plus brefs délais des agents appelés à remplir les fonctions vacantes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Des conseillers aux affaires scientifiques

Article 1^{er}. Une carrière de conseiller aux affaires scientifiques est créée au sein des Services du Premier Ministre - Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, ci-après dénommés les Services, avec les grades suivants :

- 1° grade de recrutement : conseiller aux affaires scientifiques;
- 2° grade de promotion : conseiller général aux affaires scientifiques.

CHAPITRE II

Du recrutement des conseillers aux affaires scientifiques

Art. 2. Les emplois de conseiller aux affaires scientifiques sont conférés à la suite d'un concours de recrutement, dont l'avis est publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Les règles de recrutement des agents de l'Etat, notamment celles qui concernent l'organisation des concours de recrutement, sont applicables au recrutement aux emplois de conseiller aux affaires scientifiques, sous réserve des dérogations qui y sont apportées par le présent arrêté.

Art. 4. Les emplois de conseiller aux affaires scientifiques sont exclus des droits de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

Art. 5. Pour pouvoir participer au concours de recrutement, le candidat doit :

- 1° être belge;
- 2° ne pas avoir dépassé l'âge de 35 ans;
- 3° être porteur d'un diplôme de docteur, d'ingénieur civil, d'ingénieur agronome, d'ingénieur chimiste et des industries agricoles, d'ingénieur commercial, de pharmacien, de "bio-ingénieur", "arts" ou "dierenarts" ou du certificat délivré à ceux qui ont terminé avec fruit les études à la section polytechnique de l'Ecole royale militaire et qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil;

4° posséder une expérience scientifique ou professionnelle d'au moins cinq ans en rapport avec la recherche-développement acquise dans le secteur public, privé ou international.

Lors de l'organisation d'un concours de recrutement, le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions peut, avec l'accord du Secrétaire permanent au recrutement, restreindre la liste des diplômes visés à l'article 5, 3°, et/ou préciser l'expérience visée à l'article 5, 4°. Cette décision est dûment motivée.

Gelet op het protocol nr. 67/2 van 20 december 1996 waarin de besluiten opgenomen zijn van de onderhandelingen gevoerd in het Sectorcomité I — Algemeen bestuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2°, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat dringend een aantal verordeningsteksten vastgelegd moeten worden die tegemoetkomen, enerzijds, aan de noodzaak om zo spoedig mogelijk de rechtstoestand van de bijzondere loopbanen bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden aan te passen aan de recente wijzigingen in het statuut van het Rijkspersoneel om de goede werking van deze diensten te waarborgen en de persoonlijke toestand van een aantal personeelsleden te regelen en, anderzijds, aan de noodzaak een nieuw statuut vast te stellen voor de taalinspectie in het onderwijs om deze wettelijk voorgeschreven inspectie verder te kunnen laten bestaan;

Overwegende in het bijzonder dat zo snel mogelijk de regelingen omschreven moeten worden voor de werving en de loopbaan van de adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden om het nieuwe statuut dat voor hen uitgewerkt werd onmiddellijk in toepassing te kunnen brengen en zo snel mogelijk de personeelsleden voor het invullen van deze vacante betrekkingen te kunnen aanwerven;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — De adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden

Artikel 1. Binnen de Diensten van de Eerste Minister - Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, hierna te noemen de Diensten, wordt een loopbaan ingesteld van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden met de volgende graden :

- 1° wervingsgraad : adviseur voor wetenschapsaangelegenheden;
- 2° bevorderingsgraad : adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden.

HOOFDSTUK II.

De aanwerving van de adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden

Art. 2. De betrekkingen van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden worden toegewezen na een vergelijkend wervingsexamen, waarvan het bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 3. De regels voor de aanwerving van het Rijkspersoneel, met name die welke betrekking hebben op de organisatie van de vergelijkende wervingsexamens, zijn van toepassing op de aanwerving voor de betrekkingen van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden, behoudens de afwijkingen ervan waarin dit besluit voorziet.

Art. 4. De betrekkingen van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden zijn uitgesloten van de voorkeurrechten toegekend bij de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden hebben gepresteerd.

Art. 5. Om aan het vergelijkend wervingsexamen te mogen deelnemen, moet de gegadigde :

- 1° Belg zijn;
- 2° de leeftijd van 35 jaar niet bereikt hebben;
- 3° houder zijn van een diploma van doctor, burgerlijk ingenieur, landbouwkundig ingenieur, ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën, handelsingenieur, apotheker, bio-ingenieur, arts of dierenarts of van het getuigschrift uitgereikt aan degenen die met goed gevolg de studies aan de polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School hebben voleindigd en gemachtigd zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur;

4° over een wetenschappelijke of beroepservaring van minstens vijf jaar op het gebied van onderzoek-ontwikkeling beschikken, opgedaan in de openbare, particuliere of internationale sector.

Wanneer een vergelijkend wervingsexamen wordt georganiseerd, kan de Minister die bevoegd is voor het Wetenschapsbeleid, met instemming van de Vast Wervingssecretaris, de lijst beperken van de diploma's bedoeld in artikel 5, 3°, en/of de ervaring nader omschrijven bedoeld in artikel 5, 4°. Deze beslissing wordt met redenen omkleed.

Art. 6. Le jury du concours de recrutement comprend, outre le président désigné conformément à l'article 42, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat :

1° le Secrétaire général des Services ou s'il n'appartient pas au rôle linguistique correspondant au concours de recrutement, un membre du personnel des Services titulaire d'un grade de rang 15 au moins, désigné par le Secrétaire général des Services;

2° le conseiller général aux affaires scientifiques dont l'ancienneté est la plus grande et qui appartient au rôle linguistique correspondant au concours de recrutement;

3° le chef du service des Ressources humaines des Services pour autant qu'il soit titulaire d'un grade de rang 13 au moins ou, s'il n'appartient pas au rôle linguistique correspondant au concours de recrutement, un membre du personnel des Services titulaire d'un grade de rang 13 au moins, désigné par le Secrétaire général des Services;

4° au moins trois professeurs de l'enseignement universitaire désignés conjointement par le Secrétaire permanent au recrutement et le Secrétaire général des Services.

En cas d'absence d'un des membres du jury visés à l'alinéa précédent, 1° à 3°, le Secrétaire général des Services désigne le remplaçant de ce membre parmi le personnel des Services titulaire d'un grade de rang 13 au moins.

Art. 7. Le programme du concours de recrutement est établi par le Secrétaire permanent au recrutement, après concertation avec le Secrétaire général des Services.

Art. 8. Les règles relatives au stage des agents de niveau 1 des administrations de l'Etat sont applicables aux lauréats du concours de recrutement de conseiller aux affaires scientifiques, sous réserve des dérogations y apportées par le présent arrêté.

Art. 9. § 1^{er}. Les lauréats qui se sont classés en ordre utile au concours de recrutement sont admis en stage.

§ 2. Le stage visé au paragraphe précédent, est d'une durée d'un an.

§ 3. Pendant la durée de son stage, le stagiaire est placé sous l'autorité du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions.

§ 4. Sans préjudice des attributions du directeur de la formation, le stage se déroule sous la direction du Secrétaire général des Services.

Art. 10. § 1^{er}. L'admission définitive du stagiaire est prononcée par le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions, sur la proposition du Secrétaire général des Services.

Le licenciement du stagiaire est prononcé par le Ministre précité, sur la proposition du Secrétaire général des Services.

§ 2. Le stagiaire admis à la nomination définitive en application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est nommé par Nous.

§ 3. Par dérogation à l'article 28^{sexies} de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, le stagiaire visé par le présent arrêté qui, en tant qu'agent de l'Etat ou membre du personnel définitif d'un autre service ou organisme public, peut être repris dans son service ou organisme d'origine, est, en cas d'inaptitude professionnelle, licencié sans préavis en sa qualité de stagiaire.

CHAPITRE III

De la promotion des conseillers aux affaires scientifiques

Art. 11. Le grade de conseiller général aux affaires scientifiques est réservé aux titulaires du grade de conseiller aux affaires scientifiques qui ont une ancienneté de grade de neuf ans au moins.

Il est conféré selon les règles de la promotion par avancement de grade.

L'article 60, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, est applicable à cette promotion.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 12. Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires du grade de chargé de recherches sont nommés d'office dans le grade de conseiller général aux affaires scientifiques.

Art. 6. De examencommissie voor het vergelijkend wervingsexamen bestaat, behalve de voorzitter aangewezen conform artikel 42, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, uit :

1° de Secretaris-generaal van de Diensten of indien hij niet behoort tot de taalrol van het vergelijkend wervingsexamen, een personeelslid van de Diensten dat titularis is van een graad van minstens rang 15, aangewezen door de Secretaris-generaal van de Diensten;

2° de adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden met de hoogste anciënniteit en die behoort tot de taalrol van het vergelijkend wervingsexamen;

3° het hoofd van de dienst Human resources van de Diensten, voor zover hij titularis is van een graad van minstens rang 13 of, indien hij niet behoort tot de taalrol van het vergelijkend wervingsexamen, een personeelslid van de Diensten dat titularis is van een graad van minstens rang 13, aangewezen door de Secretaris-generaal van de Diensten;

4° minstens drie professoren uit het academisch onderwijs die gezamenlijk aangewezen worden door de Vast Wervingssecretaris en de Secretaris-generaal van de Diensten.

Bij afwezigheid van een van de examencommissieleden bedoeld in de voorgaande alinea, 1° tot 3°, wijst de Secretaris-generaal van de Diensten de vervanger van dit lid aan onder het personeel van de Diensten dat titularis is van een graad van minstens rang 13.

Art. 7. Het programma van het vergelijkend wervingsexamen wordt opgesteld door de Vast Wervingssecretaris, na ruggespraak met de Secretaris-generaal van de Diensten.

Art. 8. De regels met betrekking tot de stage van de ambtenaren van niveau 1 van de Rijksbesturen zijn van toepassing op de geslaagden voor het vergelijkend wervingsexamen voor adviseur voor wetenschapsaangelegenheden, behoudens de afwijkingen ervan waarin dit besluit voorziet.

Art. 9. § 1. De batig gerangschikte geslaagden voor het vergelijkend wervingsexamen worden toegelaten tot de stage.

§ 2. De stage bedoeld in de vorige paragraaf duurt één jaar.

§ 3. Gedurende zijn stage, staat de stagiair onder het gezag van de Minister die bevoegd is voor het Wetenschapsbeleid.

§ 4. Onverminderd de bevoegdheden van de vormingsdirecteur, vindt de stage plaats onder leiding van de Secretaris-generaal van de Diensten.

Art. 10. § 1. De definitieve aanstelling van de stagiair wordt uitgesproken door de Minister die bevoegd is voor het Wetenschapsbeleid, op de voordracht van de Secretaris-generaal van de Diensten.

De afdanking van de stagiair wordt uitgesproken door voornoemd Minister, op de voordracht van de Secretaris-generaal van de Diensten.

§ 2. De stagiair die aanvaard wordt voor definitieve benoeming overeenkomstig § 1, eerste lid, wordt door Ons benoemd.

§ 3. In afwijking van artikel 28^{sexies} van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, wordt de stagiair bedoeld in dit besluit die, als Rijksambtenaar of vastbenoemd personeelslid van een andere overheidsdienst of -instelling opnieuw in zijn dienst of instelling van herkomst kan worden opgenomen, in geval van beroepsongeschiktheid zonder opzegging in zijn hoedanigheid van stagiair afgedankt.

HOOFDSTUK III

De bevordering van de adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden

Art. 11. De graad van adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden kan alleen toegekend worden aan de titularissen van de graad van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden die een graad-anciënniteit hebben van minstens negen jaar.

Hij wordt toegekend volgens de regels van de bevordering door graadverhoging.

Artikel 60, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, is van toepassing op deze bevordering.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Art. 12. De ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, titularis zijn van de graad van navorser, worden ambtshalve benoemd in de graad van adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden.

Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires du grade d'attaché à titre définitif sont nommés d'office dans le grade de conseiller aux affaires scientifiques.

Par dérogation aux articles 8 à 10 du présent arrêté, les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires du grade d'attaché pour un premier terme de deux ans sont nommés d'office dans le grade de conseiller aux affaires scientifiques pour une durée correspondant au terme initial restant à effectuer. A l'issue de celui-ci, ils peuvent être nommés à titre définitif dans leur grade sur rapport du Secrétaire général des Services.

Les agents nommés en vertu des trois alinéas précédents conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté acquise dans le grade dont ils étaient titulaires. L'ancienneté pécuniaire acquise par ces agents est censée être acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles intégrant les nouvelles carrières liées au niveau 1.

Art. 14. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

De ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, titularis zijn van de graad van vastbenoemd attaché, worden ambtshalve benoemd in de graad van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden.

In afwijking van artikelen 8 tot 10 van dit besluit, worden de ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, titularis zijn van de graad van attaché voor een eerste termijn van twee jaar, ambtshalve benoemd in de graad van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden voor een duur die overeenstemt met de nog resterende eerste termijn. Na deze termijn kunnen zij in vast verband in hun graad benoemd worden op de voordracht van de Secretaris-generaal van de Diensten.

De ambtenaren benoemd krachtens de drie vorige alinea's, behouden in hun nieuwe graad de anciënniteit verworven in de graad waarvan zij titularis waren. De geldelijke anciënniteit verworven door deze ambtenaren, wordt geacht verworven te zijn in de nieuwe weddeschaal.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de datum van de inwerkingtreding van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden die de nieuwe loopbanen integreert welke met niveau 1 verbonden zijn.

Art. 14. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

F. 97 — 1503

[S - C - 97/21119]

**20 MARS 1997. — Arrêté royal
réglant la carrière des inspecteurs linguistiques**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, notamment l'article 18, alinéa 1^{er};

Vu la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, notamment l'article 6, 1^o;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 février 1997;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 février 1997;

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1996 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle au sein des Services du Premier Ministre en ce qui concerne les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 fixant le statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Considérant que, pour les emplois visés dans le présent arrêté, les qualifications particulières exigées nécessitent une connaissance approfondie et actualisée de l'organisation de l'enseignement, et que, par là-même, les droits de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968 précitée doivent être exclus pour le recrutement aux dits emplois;

Vu l'avis du secrétaire permanent au recrutement;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mai 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 14 novembre 1996;

N. 97 — 1503

[S - C - 97/21119]

**20 MAART 1997. — Koninklijk besluit
tot regeling van de loopbaan van de taalinspecteurs**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, inzonderheid op artikel 18, eerste lid;

Gelet op de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, inzonderheid op artikel 6, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1996 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag binnen de Diensten van de Eerste Minister wat betreft de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 houdende het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Overwegende dat, voor de betrekkingen bedoeld in dit besluit, de noodzakelijke bijzondere bekwaamheden een grondige en bijgestelde kennis vereisen van de organisatie van het onderwijs en dat, daardoor, de prioriteitsrechten toegekend bij bovengenoemde wet van 26 maart 1968 uitgesloten moeten worden voor de aanwerving in genoemde betrekkingen;

Gelet op het advies van de Vast Wervingssecretaris;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 mei 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 november 1996;

Vu le protocole n° 67/3 du 20 décembre 1996 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur I - Administration générale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il est urgent d'arrêter un ensemble de textes réglementaires répondant, d'une part, à la nécessité d'adapter dans les meilleurs délais la situation juridique des carrières particulières au sein des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles aux modifications récentes au statut des agents de l'Etat afin d'assurer le bon fonctionnement de ces services et de régler la situation personnelle d'un certain nombre de membres du personnel, et, d'autre part, à la nécessité de fixer un nouveau statut pour l'inspection linguistique dans l'enseignement, afin de permettre la poursuite de cette inspection légalement prévue;

Considérant en particulier que des nouveaux inspecteurs linguistiques doivent être recrutés dans les plus brefs délais en vue d'assurer l'inspection linguistique dans l'enseignement; qu'à cet effet il est nécessaire que le statut de ces inspecteurs en tant que fonctionnaires fédéraux soit fixé;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Des inspecteurs linguistiques*

Article 1^{er}. Une carrière d'inspecteur linguistique est créée au sein des Services du Premier Ministre - Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, ci-après dénommés les Services, avec le grade unique suivant : inspecteur linguistique (rang 13).

CHAPITRE II. — *Du recrutement des inspecteurs linguistiques*

Art. 2. Les emplois d'inspecteur linguistique sont conférés à la suite d'un concours de recrutement, dont l'avis est publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Les règles de recrutement des agents de l'Etat, notamment celles qui concernent l'organisation des concours de recrutement, sont applicables au recrutement aux emplois d'inspecteur linguistique, sous réserve des dérogations qui y sont apportées par le présent arrêté.

Art. 4. Les emplois d'inspecteur linguistique sont exclus des droits de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

Art. 5. Pour pouvoir participer au concours de recrutement, le candidat doit :

1° être Belge;

2° avoir exercé effectivement pendant cinq ans au moins une fonction principale à prestations complètes en qualité d'enseignant dans un ou plusieurs établissements d'enseignement de la Communauté française ou de la Communauté flamande ou dans un ou plusieurs établissements d'enseignement subventionnés ou agréés par elle;

3° remplir les conditions suivantes :

a) pour un emploi du rôle linguistique français :

1° être porteur du diplôme de licencié en philologie germanique ou de licencié en langues et linguistique ou de licencié en lettres ou de docteur dans les orientations précitées ou de licencié traducteur ou de licencié interprète.

Ce diplôme doit sanctionner des études portant sur la connaissance approfondie de la langue néerlandaise.

A l'exception du diplôme précité de docteur, les diplômes du 3e cycle ne seront pas pris en considération.

2° être porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur délivré par la Communauté française;

3° posséder la qualité de membre à titre définitif du personnel de l'enseignement de la Communauté française ou d'un établissement d'enseignement subventionné ou agréé par elle;

b) pour un emploi du rôle linguistique néerlandais :

1° être porteur du diplôme de "licenciaat in de taal- en letterkunde, Romaanse talen" ou de "licenciaat in de Romaanse filologie" ou de "licenciaat in de Romaanse letteren" ou de "doctor" dans les orientations précitées ou de "licenciaat-vertaler" ou de "licenciaat-tolk".

Gelet op het protocol nr. 67/3 van 20 december 1996 waarin de besluiten zijn opgenomen van de onderhandelingen gevoerd in het Sectorcomité I - Algemeen bestuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^o, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat dringend een aantal verordeningsteksten vastgelegd moeten worden die tegemoetkomen, enerzijds, aan de noodzaak om zo spoedig mogelijk de rechtstoestand van de bijzondere loopbanen bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden aan te passen aan de recente wijzigingen in het statuut van het Rijkspersoneel om de goede werking van deze diensten te waarborgen en de persoonlijke toestand van een aantal personeelsleden te regelen en, anderzijds, aan de noodzaak een nieuw statuut vast te stellen voor de taalinspectie in het onderwijs om deze wettelijk voorgeschreven inspectie verder te kunnen laten bestaan;

Overwegende in het bijzonder dat zo snel mogelijk nieuwe taalinspecteurs dienen te worden aangeworven, wil de taalinspectie in het onderwijs gewaarborgd blijven; dat het hiervoor nodig is dat het statuut van deze inspecteurs als federale ambtenaren wordt vastgesteld;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De taalinspecteurs*

Artikel 1. Binnen de Diensten van de Eerste Minister - Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, hierna te noemen de Diensten, wordt een loopbaan ingesteld van taalinspecteur met één graad, nl. taalinspecteur (rang 13).

HOOFDSTUK II. — *De aanwerving van de taalinspecteurs*

Art. 2. De betrekkingen van taalinspecteur worden toegewezen na een vergelijkend wervingsexamen, waarvan het bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 3. De regels voor de aanwerving van het Rijkspersoneel, met name die welke betrekking hebben op de organisatie van de vergelijkende wervingsexamens, zijn van toepassing op de aanwerving voor de betrekkingen van taalinspecteur, behoudens de afwijkingen ervan waarin dit besluit voorziet.

Art. 4. De betrekkingen van taalinspecteur zijn uitgesloten van de voorkeurrechten toegekend bij de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd.

Art. 5. Om aan het vergelijkend wervingsexamen te mogen deelnemen, moet de gegadigde :

1° Belg zijn;

2° gedurende minstens vijf jaar daadwerkelijk een hoofdamt met volledige prestaties als leerkracht hebben uitgeoefend in een of meer onderwijsinstellingen van de Vlaamse Gemeenschap of van de Franse Gemeenschap of in een of meer door haar gesubsidieerde of erkende onderwijsinstellingen;

3° de volgende voorwaarden vervullen :

a) voor een betrekking van de Franse taalrol :

1° houder zijn van het diploma van "licencié en philologie germanique" of van "licencié en langues et linguistique" of van "licencié en lettres" of van "docteur" in de voornoemde richtingen of van "licencié traducteur" of van "licencié interprète".

Dit diploma moet studies bekrachtigen over de grondige kennis van de Nederlandse taal.

Met uitzondering van het voornoemde diploma van doctor, zullen de diploma's van de derde cyclus niet in aanmerking worden genomen;

2° houder zijn van het diploma van "agrégé de l'enseignement secondaire supérieur" uitgereikt door de Franse Gemeenschap;

3° de hoedanigheid bezitten van vastbenoemd personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap of van een door haar gesubsidieerde of erkende onderwijsinstelling;

b) voor een betrekking van de Nederlandse taalrol :

1° houder zijn van het diploma van licenciaat in de taal- en letterkunde, Romaanse talen of van licenciaat in de Romaanse filologie of licenciaat in de Romaanse letteren of van doctor in de voornoemde richtingen of van licenciaat-vertaler of van licenciaat-tolk.

Ce diplôme doit sanctionner des études portant sur la connaissance approfondie de la langue française.

A l'exception du diplôme précité de "doctor", les diplômes du 3e cycle ne seront pas pris en considération.

2° être porteur du diplôme de "geaggregeerde van het Secundair onderwijs (geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs) délivré par la Communauté flamande;

3° posséder la qualité de membre à titre définitif du personnel de l'enseignement de la Communauté flamande ou d'un établissement d'enseignement subventionné ou agréé par elle.

Art. 6. Le jury du concours de recrutement comprend, outre le président désigné conformément à l'article 42, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat :

1° le secrétaire général des Services ou, s'il n'appartient pas au rôle linguistique correspondant au concours de recrutement, un membre du personnel des Services titulaire d'un grade de rang 15 au moins, désigné par le Secrétaire général des Services;

2° le chef du service des Ressources humaines des Services pour autant qu'il soit titulaire d'un grade de rang 13 au moins ou, s'il n'appartient pas au rôle linguistique correspondant au concours de recrutement, un membre du personnel des Services titulaire d'un grade de rang 13 au moins, désigné par le Secrétaire général des Services;

3° deux professeurs de l'enseignement universitaire désignés conjointement par le Secrétaire permanent au recrutement et par le Secrétaire général des Services.

En cas d'absence d'un des membres du jury visés à l'alinéa précédent, 1° et 2°, le Secrétaire général des Services désigne le remplaçant de ce membre parmi le personnel des Services titulaire d'un grade de rang 13 au moins.

Art. 7. Le programme du concours de recrutement est établi par le Secrétaire permanent au recrutement, après concertation avec le Secrétaire général des Services.

Art. 8. Les règles relatives au stage des agents de niveau 1 des administrations de l'Etat sont applicables aux lauréats du concours de recrutement d'inspecteur linguistique, sous réserve des dérogations y apportées par le présent arrêté.

Art. 9. § 1^{er}. Les lauréats qui se sont classés en ordre utile au concours de recrutement sont admis en stage.

§ 2. Le stage visé au paragraphe précédent est d'une durée d'un an.

§ 3. Pendant la durée de son stage, le stagiaire est placé sous l'autorité du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions.

§ 4. Sans préjudice des attributions du directeur de la formation, le stage se déroule sous la direction du Secrétaire général des Services.

Art. 10. § 1^{er}. L'admission définitive du stagiaire est prononcée par le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions, sur la proposition du Secrétaire général des Services.

Le licenciement du stagiaire est prononcé par le Ministre précité, sur la proposition du Secrétaire général des Services.

§ 2. Le stagiaire admis à la nomination définitive en application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est nommé par Nous.

§ 3. Par dérogation à l'article 28sexies de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, le stagiaire visé par le présent arrêté qui, en tant qu'agent de l'Etat ou membre du personnel définitif d'un autre service ou organisme public, peut être repris dans son service ou organisme d'origine, est, en cas d'inaptitude professionnelle, licencié sans préavis en sa qualité de stagiaire.

CHAPITRE III. — *Disposition transitoire*

Art. 11. Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires du grade d'inspecteur principal sont nommés d'office dans le grade d'inspecteur linguistique.

Les agents nommés en vertu de l'alinéa précédent conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté acquise dans le grade dont ils étaient titulaires.

L'ancienneté pécuniaire acquise par ces agents est censée être acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

Dit diploma moet studies bekrachtigen over de grondige kennis van de Franse taal.

Met uitzondering van het voornoemde diploma van doctor, zullen de diploma's van de derde cyclus niet in aanmerking worden genomen;

2° houder zijn van het diploma van geaggregeerde van het secundair onderwijs (geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs) uitgereikt door de Vlaamse Gemeenschap;

3° de hoedanigheid bezitten van vastbenoemd personeelslid van het onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap of van een door haar gesubsidieerde of erkende onderwijsinstelling.

Art. 6. De examencommissie voor het vergelijkend wervingsexamen bestaat, behalve de voorzitter aangewezen conform artikel 42, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, uit :

1° de Secretaris-generaal van de Diensten of indien hij niet behoort tot de taalrol van het vergelijkend wervingsexamen, een personeelslid van de Diensten dat titularis is van een graad van minstens rang 15, aangewezen door de Secretaris-generaal van de Diensten;

2° het hoofd van de dienst Human resources van de Diensten, voor zover hij titularis is van een graad van minstens rang 13 of, indien hij niet behoort tot de taalrol van het vergelijkend wervingsexamen, een personeelslid van de Diensten dat titularis is van een graad van minstens rang 13, aangewezen door de Secretaris-generaal van de Diensten;

3° twee professoren uit het academisch onderwijs die gezamenlijk worden aangewezen door de Vast Wervingssecretaris en de Secretaris-generaal van de Diensten.

Bij afwezigheid van een van de examencommissieleden bedoeld in de voorgaande alinea, 1° en 2°, wijst de Secretaris-generaal van de Diensten de vervanger van dit lid aan onder het personeel van de Diensten dat titularis is van een graad van minstens rang 13.

Art. 7. Het programma van het vergelijkend wervingsexamen wordt opgesteld door de Vast Wervingssecretaris, na ruggespraak met de Secretaris-generaal van de Diensten.

Art. 8. De regels met betrekking tot de stage van de ambtenaren van niveau 1 van de Rijksbesturen zijn van toepassing op de geslaagden voor het vergelijkend wervingsexamen voor taalinspecteur, behoudens de afwijkingen ervan waarin dit besluit voorziet.

Art. 9. § 1. De batig gerangschikte geslaagden voor het vergelijkend wervingsexamen worden toegelaten tot de stage.

§ 2. De stage bedoeld in de vorige paragraaf duurt één jaar.

§ 3. Gedurende zijn stage, staat de stagiair onder het gezag van de Minister die bevoegd is voor het Wetenschapsbeleid.

§ 4. Onverminderd de bevoegdheden van de vormingsdirecteur, vindt de stage plaats onder leiding van de Secretaris-generaal van de Diensten.

Art. 10. § 1. De definitieve aanstelling van de stagiair wordt uitgesproken door de Minister die bevoegd is voor het Wetenschapsbeleid, op de voordracht van de Secretaris-generaal van de Diensten.

De afdanking van de stagiair wordt uitgesproken door voornoemd Minister, op de voordracht van de Secretaris-generaal van de Diensten.

§ 2. De stagiair die aanvaard wordt voor definitieve benoeming overeenkomstig § 1, eerste lid, wordt door Ons benoemd.

§ 3. In afwijking van artikel 28sexies van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, wordt de stagiair bedoeld in dit besluit die, als Rijksambtenaar of vastbenoemd personeelslid van een andere overheidsdienst of -instelling opnieuw in zijn dienst of instelling van herkomst kan worden opgenomen, in geval van beroepsongeschiktheid zonder opzegging in zijn hoedanigheid van stagiair afgedankt.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepaling*

Art. 11. De ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, titularis zijn van de graad van hoofdinspecteur, worden ambtshalve benoemd in de graad van taalinspecteur.

De ambtenaren benoemd krachtens de vorige alinea, behouden in hun nieuwe graad de anciënniteit verworven in de graad waarvan zij titularis waren.

De geldelijke anciënniteit verworven door deze ambtenaren wordt geacht verworven te zijn in de nieuwe weddeschaal.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles intégrant les nouvelles carrières liées au niveau 1.

Art. 13. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de datum van de inwerkingtreding van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden die de nieuwe loopbanen integreert welke met niveau 1 verbonden zijn.

Art. 13. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

F. 97 — 1504

[S - C - 97/21118]

20 MARS 1997. — Arrêté royal fixant le classement hiérarchique des grades particuliers des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 4 et l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1996 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle au sein des Services du Premier Ministre en ce qui concerne les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 fixant le statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 réglant la carrière des conseillers aux affaires scientifiques;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 réglant la carrière des inspecteurs linguistiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mai 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 14 novembre 1996;

Vu le protocole n° 67/4 du 20 décembre 1996 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur I - Administration générale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il est urgent d'arrêter un ensemble de textes réglementaires répondant, d'une part, à la nécessité d'adapter dans les meilleurs délais la situation juridique des carrières particulières au sein des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles aux modifications récentes au statut des agents de l'Etat afin d'assurer le bon fonctionnement de ces services et de régler la situation personnelle d'un certain nombre de membres du personnel, et, d'autre part, à la nécessité de fixer un nouveau statut pour l'inspection linguistique dans l'enseignement, afin de permettre la poursuite de cette inspection légalement prévue;

Considérant en particulier que les titulaires des grades particuliers des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles occupent la plupart et les plus importantes fonctions dirigeantes au sein de ces Services; qu'il est dès lors essentiel pour le fonctionnement des Services, plus particulièrement en ce qui concerne l'évaluation du personnel et le régime disciplinaire, que ces grades soient classés dans les plus brefs délais dans la hiérarchie des agents de l'Etat;

N. 97 — 1504

[S - C - 97/21118]

20 MAART 1997. — Koninklijk besluit houdende de hiërarchische indeling van de bijzondere graden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 4 en artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1996 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag binnen de Diensten van de Eerste Minister wat betreft de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 houdende het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 tot regeling van de loopbaan van de adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 tot regeling van de loopbaan van de taalinspecteurs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 mei 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het protocol nr. 67/4 van 20 december 1996 waarin de besluiten zijn opgenomen van de onderhandelingen gevoerd in het Sectorcomité I - Algemeen bestuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^o, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat dringend een aantal verordeningsteksten vastgelegd moeten worden die tegemoetkomen, enerzijds, aan de noodzaak om zo spoedig mogelijk de rechtstoestand van de bijzondere loopbanen bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden aan te passen aan de recente wijzigingen in het statuut van het Rijkspersoneel om de goede werking van deze diensten te waarborgen en de persoonlijke toestand van een aantal personeelsleden te regelen en, anderzijds, aan de noodzaak een nieuw statuut vast te stellen voor de taalinspectie in het onderwijs om deze wettelijk voorgeschreven inspectie verder te kunnen laten bestaan;

Overwegende in het bijzonder dat de titularissen van de bijzondere graden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden de meeste en belangrijkste leidende functies binnen deze Diensten waarnemen; dat het bijgevolg van het grootste belang is voor de werking van de Diensten, meer in het bijzonder wat betreft de beoordeling van het personeel en het tuchtrechtelijk toezicht, dat deze graden zo snel mogelijk ingedeeld worden in de hiërarchie van het Rijkspersoneel;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le grade de secrétaire général des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles est classé dans le rang 17 des grades de la hiérarchie des agents de l'Etat.

Art. 2. Le grade de secrétaire général adjoint est classé dans le rang 16 des grades de la hiérarchie des agents de l'Etat.

Art. 3. Le grade de conseiller général aux affaires scientifiques est classé dans le rang 15 des grades de la hiérarchie de l'Etat.

Art. 4. Le grade de conseiller aux affaires scientifiques est classé dans le rang 13 des grades de la hiérarchie de l'Etat.

Art. 5. Le grade d'inspecteur linguistique est classé dans le rang 13 des grades de la hiérarchie de l'Etat.

Art. 6. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sous l'intitulé "II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A, Personnel administratif" et sous l'intitulé "I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise, Section A, Personnel administratif", les grades suivants sont insérés :

1° au rang 17 : "secrétaire général des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles (Services du Premier Ministre - Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles)";

2° au rang 16 : "secrétaire général adjoint (Services du Premier Ministre - Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles)";

3° au rang 15 : "conseiller général aux affaires scientifiques (Services du Premier Ministre - Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles)";

4° au rang 13 : "conseiller aux affaires scientifiques (Services du Premier Ministre - Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles)";

5° au rang 13 : "inspecteur linguistique (Services du Premier Ministre - Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles)".

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles intégrant les nouvelles carrières liées au niveau 1.

Art. 8. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De graad van secretaris-generaal van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden wordt ingedeeld in rang 17 van de graden in de hiërarchie van het Rijkspersoneel.

Art. 2. De graad van adjunct-secretaris-generaal wordt ingedeeld in rang 16 van de graden in de hiërarchie van het Rijkspersoneel.

Art. 3. De graad van adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden wordt ingedeeld in rang 15 van de graden in de hiërarchie van het Rijkspersoneel.

Art. 4. De graad van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden wordt ingedeeld in rang 13 van de graden in de hiërarchie van het Rijkspersoneel.

Art. 5. De graad van taalinspecteur wordt ingedeeld in rang 13 van de graden in de hiërarchie van het Rijkspersoneel.

Art. 6. In de tabel die als bijlage is opgenomen bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden onder het opschrift "II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel" en onder het opschrift "I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel" de volgende graden ingevoegd :

1° in rang 17 : "secretaris-generaal van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden (Diensten van de Eerste Minister - Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden)";

2° in rang 16 : "adjunct-secretaris-generaal (Diensten van de Eerste Minister - Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden)";

3° in rang 15 : "adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden (Diensten van de Eerste Minister - Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden)";

4° in rang 13 : "adviseur voor wetenschapsaangelegenheden (Diensten van de Eerste Minister - Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden)";

5° in rang 13 : "taalinspecteur (Diensten van de Eerste Minister - Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden)".

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de datum van de inwerking-treding van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden die de nieuwe loopbanen integreert welke met niveau 1 verbonden zijn.

Art. 8. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

F. 97 — 1505

[S - C - 97/21122]

20 MARS 1997. — Arrêté royal fixant les échelles de traitement des grades particuliers des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, tel que modifié à ce jour;

N. 97 — 1505

[S - C - 97/21122]

20 MAART 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, zoals tot op heden gewijzigd;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 4, 2°, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1996;

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1996 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle au sein des Services du Premier Ministre en ce qui concerne les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 fixant le statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 réglant la carrière des conseillers aux affaires scientifiques;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 réglant la carrière des inspecteurs linguistiques;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 fixant le classement hiérarchique des grades particuliers des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mai 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 14 novembre 1996;

Vu le protocole n° 67/5 du 20 décembre 1996 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur I — Administration générale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il est urgent d'arrêter un ensemble de textes réglementaires répondant, d'une part, à la nécessité d'adapter dans les meilleurs délais la situation juridique des carrières particulières au sein des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles aux modifications récentes au statut des agents de l'Etat afin d'assurer le bon fonctionnement de ces services et de régler la situation personnelle d'un certain nombre de membres du personnel, et, d'autre part, à la nécessité de fixer un nouveau statut pour l'inspection linguistique dans l'enseignement, afin de permettre la poursuite de cette inspection légalement prévue;

Considérant en particulier que les droits de pension définitifs des inspecteurs linguistiques déjà admis à la retraite doivent être fixés, que des nouveaux inspecteurs linguistiques doivent être recrutés dans les plus brefs délais en vue d'assurer l'inspection linguistique dans l'enseignement, et qu'à cet effet les échelles de traitement des inspecteurs linguistiques doivent être fixées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Régime organique

Article 1^{er}. L'échelle de traitement de chacun des grades particuliers des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles est fixée comme suit :

1° secrétaire général des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles (R17) : échelle 17A;

2° secrétaire général adjoint (R16) : échelle 16A;

3° conseiller général aux affaires scientifiques (R15) : échelle 15A;

4° conseiller aux affaires scientifiques (R13) :

- lors de son recrutement : échelle 13A;

- après 6 ans d'ancienneté de grade : échelle 13B.

En ce qui concerne l'expérience utile exigée comme condition de recrutement, ainsi que le prévoit l'article 5 de l'arrêté royal du 20 mars 1997 réglant la carrière des conseillers aux affaires scientifiques, l'activité professionnelle exercée par le fonctionnaire concerné dans le secteur privé peut être prise en considération pour la fixation du traitement; toutefois, les services ainsi pris en considération sont limités à une durée maximale de 5 ans;

5° inspecteur linguistique (R13) :

- lors de son recrutement : échelle 13A;

- après 6 ans d'ancienneté de grade : échelle 13B;

- après 12 ans d'ancienneté de grade : échelle 13D.

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 4, 2°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1996 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag binnen de Diensten van de Eerste Minister wat betreft de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 houdende het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 tot regeling van de loopbaan van de adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 tot regeling van de loopbaan van de taalinspecteurs;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 houdende de hiërarchische indeling van de bijzondere graden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 mei 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het protocol nr. 67/5 van 20 december 1996 waarin de besluiten zijn opgenomen van de onderhandelingen gevoerd in het Sectorcomité I — Algemeen bestuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2°, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat dringend een aantal verordeningsteksten vastgelegd moeten worden die tegemoetkomen, enerzijds, aan de noodzaak om zo spoedig mogelijk de rechtstoestand van de bijzondere loopbanen bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden aan te passen aan de recente wijzigingen in het statuut van het Rijkspersoneel om de goede werking van deze diensten te waarborgen en de persoonlijke toestand van een aantal personeelsleden te regelen en, anderzijds, aan de noodzaak een nieuw statuut vast te stellen voor de taalinspectie in het onderwijs om deze wettelijk voorgeschreven inspectie verder te kunnen laten bestaan;

Overwegende in het bijzonder dat de definitieve pensioenrechten van reeds op rust gestelde taalinspecteurs moeten worden vastgesteld, dat zo snel mogelijk nieuwe taalinspecteurs dienen te worden aangeworven, wil de taalinspectie in het onderwijs gewaarborgd blijven, en dat daarvoor de weddeschalen van de taalinspecteurs moeten worden vastgesteld;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Organieke regeling

Artikel 1. De weddeschaal van ieder van de bijzondere graden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden wordt vastgesteld als volgt :

1° secretaris-generaal van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden (R17) : weddeschaal 17A;

2° adjunct-secretaris-generaal (R16) : weddeschaal 16A;

3° adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden (R15) : weddeschaal 15A;

4° adviseur voor wetenschapsaangelegenheden (R13) :

- bij zijn aanwerving : weddeschaal 13A;

- na 6 jaar graadanciënniteit weddeschaal 13B.

Wat de nuttige ervaring betreft die vereist wordt als aanwervingsvoorwaarde kan, zoals artikel 5 bepaalt van het koninklijk besluit van 20 maart 1997 tot regeling van de loopbaan van de adviseurs voor wetenschapsaangelegenheden, de beroepsactiviteit uitgeoefend door de betrokken ambtenaar in de particuliere sector voor het vaststellen van de wedde in aanmerking worden genomen; de aldus in aanmerking genomen diensten zijn evenwel beperkt tot maximum 5 jaar;

5° taalinspecteur (R13) :

- bij zijn aanwerving : weddeschaal 13A;

- na 6 jaar graadanciënniteit weddeschaal 13B;

- na 12 jaar graadanciënniteit weddeschaal 13D.

CHAPITRE II. — *Des échelles de traitement des inspecteurs principaux et des inspecteurs*

Art. 2. § 1^{er}. L'échelle de traitement de l'inspecteur principal est fixée comme suit :

1° avec effet au 1^{er} janvier 1989 :

400 998 — 642 360
 $3^1 \times 10\,494$
 $11^2 \times 19\,080$

2° avec effet au 1^{er} janvier 1990 :

1 090 196 — 1 714 628
 $3^1 \times 27\,150$
 $11^2 \times 49\,362$

3° avec effet au 1^{er} novembre 1990 :

1 111 999 — 1 748 928
 $3^1 \times 27\,693$
 $11^2 \times 50\,350$

4° avec effet au 1^{er} novembre 1991 :

1 123 118 — 1 766 422
 $3^1 \times 27\,970$
 $11^2 \times 50\,854$

5° avec effet au 1^{er} novembre 1992 :

1 156 811 — 1 819 421
 $3^1 \times 28\,810$
 $11^2 \times 52\,380$

6° avec effet au 1^{er} novembre 1993 :

1 179 947 — 1 855 816
 $3^1 \times 29\,387$
 $11^2 \times 53\,428$

§ 2. L'échelle de traitement de l'inspecteur est fixée comme suit :

1° avec effet au 1^{er} janvier 1989 :

328 494 — 546 006
 $4^1 \times 8\,586$
 $12^2 \times 15\,264$

pour l'inspecteur en service en cette qualité à la date du 1^{er} janvier 1975 :

342 168 — 559 680
 $4^1 \times 8\,586$
 $12^2 \times 15\,264$

2° avec effet au 1^{er} janvier 1990 :

902 613 — 1 465 345
 $4^1 \times 22\,213$
 $12^2 \times 39\,490$

pour l'inspecteur en service en cette qualité à la date du 1^{er} janvier 1975 :

937 990 — 1 500 722
 $4^1 \times 22\,213$
 $12^2 \times 39\,490$

3° avec effet au 1^{er} novembre 1990 :

920 665- 1 494 657
 $4^1 \times 22\,658$
 $12^2 \times 40\,280$

pour l'inspecteur en service en cette qualité à la date du 1^{er} janvier 1975 :

956 749 — 1 530 741
 $4^1 \times 22\,658$
 $12^2 \times 40\,280$

4° avec effet au 1^{er} novembre 1991 :

929 871 — 1 509 607
 $4^1 \times 22\,885$
 $12^2 \times 40\,683$

pour l'inspecteur en service en cette qualité à la date du 1^{er} janvier 1975 :

966 316 — 1 546 052
 $4^1 \times 22\,885$
 $12^2 \times 40\,683$

HOOFDSTUK II. — *De weddeschalen van de hoofdinspecteurs en van de inspecteurs*

Art. 2. § 1. De weddeschaal van hoofdinspecteur wordt vastgesteld als volgt :

1° vanaf 1 januari 1989 :

400 998 — 642 360
 $3^1 \times 10\,494$
 $11^2 \times 19\,080$

2° vanaf 1 januari 1990 :

1 090 196 — 1 714 628
 $3^1 \times 27\,150$
 $11^2 \times 49\,362$

3° vanaf 1 november 1990 :

1 111 999 — 1 748 928
 $3^1 \times 27\,693$
 $11^2 \times 50\,350$

4° vanaf 1 november 1991 :

1 123 118 — 1 766 422
 $3^1 \times 27\,970$
 $11^2 \times 50\,854$

5° vanaf 1 november 1992 :

1 156 811 — 1 819 421
 $3^1 \times 28\,810$
 $11^2 \times 52\,380$

6° vanaf 1 november 1993 :

1 179 947 — 1 855 816
 $3^1 \times 29\,387$
 $11^2 \times 53\,428$

§ 2. De weddeschaal van inspecteur wordt vastgesteld als volgt :

1° vanaf 1 januari 1989 :

328 494 — 546 006
 $4^1 \times 8\,586$
 $12^2 \times 15\,264$

voor de inspecteur in dienst in die hoedanigheid op 1 januari 1975 :

342 168 — 559 680
 $4^1 \times 8\,586$
 $12^2 \times 15\,264$

2° vanaf 1 januari 1990 :

902 613 — 1 465 345
 $4^1 \times 22\,213$
 $12^2 \times 39\,490$

voor de inspecteur in dienst in die hoedanigheid op 1 januari 1975 :

937 990 — 1 500 722
 $4^1 \times 22\,213$
 $12^2 \times 39\,490$

3° vanaf 1 november 1990 :

920 665- 1 494 657
 $4^1 \times 22\,658$
 $12^2 \times 40\,280$

voor de inspecteur in dienst in die hoedanigheid op 1 januari 1975 :

956 749 — 1 530 741
 $4^1 \times 22\,658$
 $12^2 \times 40\,280$

4° vanaf 1 november 1991 :

929 871 — 1 509 607
 $4^1 \times 22\,885$
 $12^2 \times 40\,683$

voor de inspecteur in dienst in die hoedanigheid op 1 januari 1975 :

966 316 — 1 546 052
 $4^1 \times 22\,885$
 $12^2 \times 40\,683$

5° avec effet au 1^{er} novembre 1992 :

957 767 — 1 554 903
 $4^1 \times 23\,572$
 $12^2 \times 41\,904$

pour l'inspecteur en service en cette qualité à la date du 1^{er} janvier 1975 :

995 305 — 1 592 441
 $4^1 \times 23\,572$
 $12^2 \times 41\,904$

6° avec effet au 1^{er} mai 1993 :

995 305 — 1 592 441
 $4^1 \times 23\,572$
 $12^2 \times 41\,904$

7° avec effet au 1^{er} novembre 1993 :

1 015 211 — 1 624 303
 $4^1 \times 24\,044$
 $12^2 \times 42\,743$

8° avec effet au 1^{er} janvier 1994 :

1 025 363 — 1 634 455
 $4^1 \times 24\,044$
 $12^2 \times 42\,743$

§ 3. Pour chaque mois compris entre le 1^{er} janvier 1989 et le 31 décembre 1989, le membre du personnel à qui le § 1^{er} ou le § 2 du présent article est applicable bénéficie d'un complément de traitement mensuel calculé comme suit : 1 840 francs diminués de deux fois le montant de la cotisation de solidarité à retenir sur son traitement mensuel.

§ 4. Pour chacun des mois compris entre le 1^{er} septembre 1989 et le 31 décembre 1989, le membre du personnel à qui le § 1^{er} ou le § 2 du présent article est applicable bénéficie d'un traitement complémentaire égal à deux pour cent du traitement annuel du titulaire augmenté de 309 francs et divisé par douze.

§ 5. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également aux traitements, au complément de traitement et au traitement complémentaire visés dans les § 1^{er} à 4 du présent article.

Les montants mentionnés au § 1^{er}, 1°, au § 2, 1°, et au § 3 sont liés à l'indice-pivot 114,20. Les autres montants sont liés à l'indice-pivot 138,01.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires

Art. 3. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1^{er}, 2°, l'agent nommé au grade de secrétaire général adjoint (R16) et qui est en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conserve l'avantage de l'échelle de traitement particulière mentionnée ci-dessous dans la mesure où celle-ci est plus intéressante que l'échelle 16A :

1 585 709 — 2 431 631
 $6^3 \times 140\,987$
 (Cl.24a-N1-G.B.).

§ 2. Par dérogation à l'article 1^{er}, 4°, l'agent nommé au grade de conseiller aux affaires scientifiques (R13) revêtu auparavant du grade d'attaché et qui est en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conserve l'avantage de l'échelle de traitement particulière mentionnée ci-dessous dans la mesure où celle-ci est plus intéressante que l'échelle 13A :

1 189 047 — 1 757 142
 $11^2 \times 51\,645$
 (Cl.24a-N1-G.B.).

§ 3. Par dérogation à l'article 1^{er}, 5°, l'agent nommé au grade d'inspecteur linguistique (R13) revêtu auparavant du grade d'inspecteur principal et qui est en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conserve l'avantage de l'échelle de traitement particulière mentionnée ci-dessous dans la mesure où celle-ci est plus intéressante que l'échelle 13A :

1 191 746 — 1 867 615
 $3^1 \times 29\,387$
 $11^2 \times 53\,428$.

§ 4. Par dérogation à l'article 2, § 2, les agents revêtus du grade d'inspecteur du rôle linguistique français qui n'étaient pas en service en cette qualité à la date du 1^{er} janvier 1975 conservent l'avantage de l'échelle de traitement qui leur a été octroyée par la Communauté française durant la période du 1^{er} octobre 1991 au 30 avril 1993.

5° vanaf 1 november 1992 :

957 767 — 1 554 903
 $4^1 \times 23\,572$
 $12^2 \times 41\,904$

voor de inspecteur in dienst in die hoedanigheid op 1 januari 1975 :

995 305 — 1 592 441
 $4^1 \times 23\,572$
 $12^2 \times 41\,904$

6° vanaf 1 mei 1993 :

995 305 — 1 592 441
 $4^1 \times 23\,572$
 $12^2 \times 41\,904$

7° vanaf 1 november 1993 :

1 015 211 — 1 624 303
 $4^1 \times 24\,044$
 $12^2 \times 42\,743$

8° vanaf 1 januari 1994 :

1 025 363 — 1 634 455
 $4^1 \times 24\,044$
 $12^2 \times 42\,743$

§ 3. Voor iedere maand begrepen tussen 1 januari 1989 en 31 december 1989, geniet het personeelslid waarop § 1 of § 2 van dit artikel van toepassing is een maandelijks weddecomplement berekend als volgt : 1.840 frank verminderd met tweemaal het bedrag van de solidariteitsbijdrage af te houden van zijn maandwedde.

§ 4. Voor ieder van de maanden begrepen tussen 1 september 1989 en 31 december 1989, geniet het personeelslid waarop § 1 of § 2 van dit artikel van toepassing is een aanvullingswedde gelijk aan twee percent van de jaarwedde van de titularis vermeerderd met 309 frank en gedeeld door twaalf.

§ 5. De mobiliteitsregeling die van toepassing is op de wedden van het personeel der ministeries geldt eveneens voor de wedden, het weddecomplement en de aanvullingswedde bedoeld in de § 1 tot 4 van dit artikel.

De bedragen vermeld in § 1, 1°, in § 2, 1° en in § 3 zijn gekoppeld aan de spilindex 114,20. De andere bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 138,01.

HOOFDSTUK III. — Overgangsbepalingen

Art. 3. § 1. In afwijking van artikel 1, 2°, behoudt de ambtenaar, benoemd in de graad van adjunct-secretaris-generaal (R16) en in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het voordeel van de hieronder vermelde bijzondere weddeschaal indien deze voordeliger uitvalt dan de weddeschaal 16A :

1 585 709 — 2 431 631
 $6^3 \times 140\,987$
 (Kl. 24j-N1-G.B.).

§ 2. In afwijking van artikel 1, 4°, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden (R13), voorheen bekleed met de graad van attaché en in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het voordeel van de hieronder vermelde bijzondere weddeschaal indien deze voordeliger uitvalt dan de weddeschaal 13A :

1 189 047 — 1 757 142
 $11^2 \times 51\,645$
 (Kl.24j-N1 -G.B.).

§ 3. In afwijking van artikel 1, 5°, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van taalinspecteur (R13), voorheen bekleed met de graad van hoofdinspecteur en in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het voordeel van de hieronder vermelde bijzondere weddeschaal indien deze voordeliger uitvalt dan de weddeschaal 13A :

1 191 746 — 1 867 615
 $3^1 \times 29\,387$
 $11^2 \times 53\,428$.

§ 4. In afwijking van artikel 2, § 2, behouden de ambtenaren, bekleed met de graad van inspecteur van de Franse taalrol die in die hoedanigheid niet in dienst waren op 1 januari 1975, het voordeel van de weddeschaal die hun toegekend werd door de Franse Gemeenschap gedurende de periode van 1 oktober 1991 tot 30 april 1993.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 4. § 1^{er}. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 2 août 1971 fixant les échelles de traitement des grades particuliers des Services du Premier Ministre — Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, modifié par l'arrêté royal du 26 avril 1994;

2° les articles 2 à 5 et 7 à 10 de l'arrêté royal du 26 novembre 1991 portant fixation des échelles de traitement du président du Conseil national de la Politique scientifique, ainsi que du secrétaire général, du secrétaire général adjoint, des chargés de recherches et des attachés des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, modifiés par les arrêtés royaux des 2 juin 1993, 26 avril 1994 et 14 juillet 1994.

§ 2. Le titre de l'arrêté royal visé au § 1^{er}, 2°, est modifié comme suit : "arrêté royal portant fixation de l'échelle de traitement du président du Conseil national de la Politique scientifique".

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 5. Le présent arrêté royal produit ses effets le 1^{er} juin 1994, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1989.

Art. 6. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 4. § 1. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 2 augustus 1971 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van de Diensten van de Eerste Minister — Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 1994;

2° de artikelen 2 tot 5 en 7 tot 10 van het koninklijk besluit van 26 november 1991 tot vaststelling van de weddeschalen van de voorzitter van de Nationale Raad voor Wetenschapsbeleid, alsmede van de secretaris-generaal, de adjunct-secretaris-generaal, de navorsers en de attachés van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 juni 1993, 26 april 1994 en 14 juli 1994.

§ 2. De titel van het koninklijk besluit bedoeld in § 1, 2°, wordt gewijzigd als volgt : "koninklijk besluit tot vaststelling van de weddeschaal van de voorzitter van de Nationale Raad voor Wetenschapsbeleid".

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 5. Dit koninklijk besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1994, met uitzondering van artikel 2 dat uitwerking heeft op 1 januari 1989.

Art. 6. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

F. 97 — 1506

[S - C - 97/21214]

**9 JUILLET 1997. — Arrêté royal
fixant le cadre organique des Services fédéraux
des affaires scientifiques, techniques et culturelles**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1996 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle au sein des Services du Premier Ministre en ce qui concerne les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1997 fixant le statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'avis motivé du 19 juin 1997 émis par le Comité de concertation de base des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné les 28 mai 1996 et 17 février 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 mai 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 7 mai 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

N. 97 — 1506

[S - C - 97/21214]

9 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1996 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag binnen de Diensten van de Eerste Minister wat de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden betreft;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1997 houdende het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 19 juni 1997 uitgebracht door het Basisoverlegcomité van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 mei 1996 en 17 februari 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 mei 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles est fixé comme suit :

A. Personnel administratif	
Niveau 1	
Secrétaire général	1
Secrétaire général adjoint.....	1
Conseiller général aux affaires scientifiques	4
Conseiller général.....	2
Conseiller aux affaires scientifiques.....	12
Conseiller	6
Inspecteur linguistique.....	4
Conseiller adjoint	21
Informaticien	2
Traducteur-réviseur.....	2
Ingénieur industriel.....	1
Niveau 2+	
Analyste de programmation	} 1
Programmeur	
Comptable principal	} 3
Comptable	
Secrétaire de direction principal.....	2
Secrétaire de direction.....	4
Niveau 2	
Chef administratif	10
Assistant administratif	22
Niveau 3	
Commis	17
Niveau 4	
Agent administratif.....	17
B. Personnel technique	
Niveau 2	
Chef technicien	2
Technicien	4
C. Personnel de maîtrise, de métier et de service	
Niveau 3	
Ouvrier spécialiste	1
Niveau 4	
Ouvrier qualifié	10
§ 2. Les emplois mentionnés ci-après sont supprimés au départ de leur titulaire :	
Conseiller général aux affaires scientifiques	2
Traducteur-réviseur ou traducteur-directeur (CP)	2
Ouvrier	5
Les emplois du § 1 ^{er} mentionnés ci-après ne peuvent être pourvus que lorsque les emplois de l'alinéa 1 ^{er} ont été supprimés :	
Traducteur-réviseur.....	2
Ouvrier qualifié	5

§ 3. Le nombre de titulaires des emplois de conseiller aux affaires scientifiques ne peut excéder (16 - le nombre de titulaires des emplois de conseiller général aux affaires scientifiques).

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden is vastgesteld als volgt :

A. Administratief personeel	
Niveau 1	
Secretaris-generaal.....	1
Adjunct-secretaris-generaal	1
Adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden.....	4
Adviseur-generaal	2
Adviseur voor wetenschapsaangelegenheden.....	12
Adviseur	6
Taalinspecteur	4
Adjunct-adviseur	21
Informaticus	2
Vertaler-revisor.....	2
Industrieel ingenieur	1
Niveau 2+	
Programmeringsanalist	} 1
Programmeur	
Eerstaanwendend boekhouder	} 3
Boekhouder	
Eerstaanwendend directiesecretaris.....	2
Directiesecretaris.....	4
Niveau 2	
Bestuurschef	10
Bestuursassistent	22
Niveau 3	
Klerk	17
Niveau 4	
Beambte.....	17
B. Technisch personeel	
Niveau 2	
Hoofdtechnicus.....	2
Technicus.....	4
C. Meesters-, vak- en dienstpersoneel	
Niveau 3	
Vakman	1
Niveau 4	
Geschoold arbeider	10
§ 2. De hierna vermelde betrekkingen worden afgeschaft bij het vertrek van de titularis ervan :	
Adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden.....	2
Vertaler-revisor of vertaler-directeur (VL)	2
Arbeider	5
In de hierna vermelde betrekkingen van § 1 kan slechts worden voorzien wanneer de betrekkingen uit het eerste lid zijn afgeschaft :	
Vertaler-revisor.....	2
Geschoold arbeider	5

§ 3. Het aantal titularissen van de betrekkingen van adviseur voor wetenschapsaangelegenheden mag niet hoger zijn dan (16 - het aantal titularissen van de betrekkingen van adviseur-generaal voor wetenschapsaangelegenheden).

Art. 2. § 1^{er}. Les emplois de l'article 1^{er}, § 1^{er}, mentionnés ci-après ne peuvent être pourvus que lorsque les postes de travail de 8 contractuels et le poste d'1 détaché, auxquels ils se substituent, ont été supprimés par le départ des membres du personnel contractuel ou du personnel enseignant qui les occupent :

Conseiller adjoint	2
Programmeur	1
Secrétaire de direction	1
Assistant administratif	3
Technicien	2

§ 2. Si le 1^{er} janvier 1998, les emplois mentionnés au § 1^{er} sont restés vacants, ils sont supprimés d'office à l'article 1^{er}, § 1^{er}, sauf en ce qui concerne un emploi de conseiller adjoint et l'emploi de programmeur qui sont supprimés d'office s'ils sont restés vacants le 1^{er} mai 2000.

§ 3. L'inspecteur des Finances doit constater au préalable que la condition visée au § 1^{er} a été remplie.

Art. 3. A l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant le cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, les mots "deux ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté," sont remplacés par les mots "le 1^{er} janvier 1998".

Art. 4. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant le cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

2° l'arrêté royal du 7 avril 1995 portant création de 2 postes de chargé de mission auprès du secrétaire général des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets le 1^{er} mai 1997.

Art. 6. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Art. 2. § 1. In de hierna vermelde betrekkingen van artikel 1, § 1, mag slechts worden voorzien wanneer de arbeidsposten van 8 contractuelen en de post van 1 gedetacheerde waarvoor ze in de plaats komen, afgeschaft werden door het vertrek van de leden van het contractueel personeel of het onderwijzend personeel die ze bekleden :

Adjunct-adviseur	2
Programmeur	1
Directiesecretaris	1
Bestuursassistent	3
Technicus	2

§ 2. Indien op 1 januari 1998 de in § 1 beoogde betrekkingen vacant gebleven zijn, worden ze in artikel 1, § 1, ambtshalve afgeschaft behalve wat betreft een betrekking van adjunct-adviseur en de betrekking van programmeur die ambtshalve worden afgeschaft indien ze op 1 mei 2000 vacant gebleven zijn.

§ 3. De Inspecteur van Financiën moet vooraf vaststellen dat de voorwaarde vermeld in § 1 vervuld is.

Art. 3. In artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, worden de woorden "twee jaar na het van kracht worden van dit besluit," vervangen door de woorden "op 1 januari 1998".

Art. 4. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

2° het koninklijk besluit van 7 april 1995 houdende oprichting van posten van opdrachthouder bij de secretaris-generaal van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 1 mei 1997.

Art. 6. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

F. 97 — 1507

[S - C - 97/21215]

23 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 9 juillet 1997 fixant le cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

Le Ministre de la Politique scientifique,

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 1997 fixant le cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'avis motivé du 19 juin 1997 émis par le Comité de concertation de base des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné les 28 mai 1996 et 17 février 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 1997;

N. 97 — 1507

[S - C - 97/21215]

23 JULI 1997. — Ministerieel besluit genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 9 juli 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het met redenen omklede advies van 19 juni 1997 uitgebracht door het Basisoverlegcomité van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 mei 1996 en 17 februari 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 mai 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Les emplois repris à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 juillet 1997 fixant le cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles sont répartis comme suit :

Personnel administratif :

2 des 6 emplois de conseiller sont rémunérés par l'échelle de traitement 13B;

7 des 21 emplois de conseiller adjoint sont rémunérés par l'échelle de traitement 10C;

1 des 2 emplois de traducteur-réviseur est rémunéré par l'échelle de traitement 10C;

l'emploi d'ingénieur industriel peut être rémunéré par l'échelle de traitement 10C;

l'emploi d'analyste de programmation peut être rémunéré par l'échelle de traitement 28L;

1 des 3 emplois de comptable principal peut être rémunéré par l'échelle de traitement 28D;

1 des 2 emplois de secrétaire de direction principal est rémunéré par l'échelle de traitement 28B;

3 des 10 emplois de chef administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 22B;

3 des 17 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30F;

4 des 17 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30H;

1 des 17 emplois de commis est rémunéré par l'échelle de traitement 30I;

5 des 17 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 42C;

4 des 17 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 42D;

1 des 17 emplois d'agent administratif est rémunéré par l'échelle de traitement 42E.

Personnel technique :

1 des 2 emplois de chef technicien peut être rémunéré par l'échelle de traitement 22B.

Personnel de maîtrise, de métier et de service :

l'emploi d'ouvrier spécialiste peut être rémunéré par l'échelle de traitement 30J ou par l'échelle de traitement 30G;

5 des 10 emplois d'ouvrier qualifié sont rémunérés par l'échelle de traitement 42E.

Art. 2. Le cas échéant, les agents qui sont repris en surnombre dans les emplois d'une échelle de traitement en application des dispositions réglementaires portant le statut du personnel, empêchent toute promotion par avancement barémique soumise à la vacance d'un emploi tant que l'effectif en surnombre subsiste par rapport au nombre d'emplois fixé à l'article 1^{er}.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 24 avril 1995 pris en exécution de l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant le cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 9 juillet 1997 fixant le cadre organique des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles.

Bruxelles, le 23 juillet 1997.

Y. YLIEFF

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 mei 1997,

Besluit :

Artikel 1. De betrekkingen opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 juli 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden worden onderverdeeld als volgt :

Administratief personeel :

2 van de 6 betrekkingen van adviseur worden bezoldigd in de weddeschaal 13B;

7 van de 21 betrekkingen van adjunct-adviseur worden bezoldigd in de weddeschaal 10C;

1 van de 2 betrekkingen van vertaler-revisor wordt bezoldigd in de weddeschaal 10C;

de betrekking van industrieel ingenieur kan bezoldigd worden in de weddeschaal 10C;

de betrekking van programmeringsanalist kan bezoldigd worden in de weddeschaal 28L;

1 van de 3 betrekkingen van eerstaanwezend boekhouder kan bezoldigd worden in de weddeschaal 28D;

1 van de 2 betrekkingen van eerstaanwezend directiesecretaris wordt bezoldigd in de weddeschaal 28B;

3 van de 10 betrekkingen van bestuurschef worden bezoldigd in de weddeschaal 22B;

3 van de 17 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30F;

4 van de 17 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30H;

1 van de 17 betrekkingen van klerk wordt bezoldigd in de weddeschaal 30I;

5 van de 17 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddeschaal 42C;

4 van de 17 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddeschaal 42D;

1 van de 17 betrekkingen van beambte wordt bezoldigd in de weddeschaal 42E.

Technisch personeel :

1 van de 2 betrekkingen van hoofdtechnicus kan bezoldigd worden in de weddeschaal 22B.

Meesters-, vak- en dienstpersoneel :

de betrekking van vakman kan bezoldigd worden in de weddeschaal 30J of in de weddeschaal 30G;

5 van de 10 betrekkingen van geschoold arbeider worden bezoldigd in de weddeschaal 42E.

Art. 2. In voorkomend geval beletten de ambtenaren die, met toepassing van de verordeningsbepalingen houdende het statuut van het personeel, in overtal zijn opgenomen in de betrekkingen van een weddeschaal elke bevordering door verhoging in weddeschaal die afhankelijk is van het vacant zijn van een betrekking, zolang de overtallige personeelsbezetting blijft bestaan in vergelijking met het aantal in artikel 1 vastgestelde betrekkingen.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 24 april 1995 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking dezelfde dag als het koninklijk besluit van 9 juli 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden.

Brussel, 23 juli 1997.

Y. YLIEFF

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 97 — 1508

[S - C - 97/15085]

18 JUIN 1997. — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 3, remplacé par l'arrêté royal du 26 septembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 octobre 1996 portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+, modifié par l'arrêté royal du 4 octobre 1996;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement du 18 novembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 12 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 29 janvier 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 29 janvier 1997;

Vu le protocole n° 70/1 du 25 avril 1997 du Comité de Secteur I, Administration générale;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, sous la rubrique "Personnel administratif - grades rayés", la mention "(grade supprimé)" est insérée à la suite des termes "au rang 24 : analyste de biologie clinique";

§ 2. Sous la rubrique "Personnel de maîtrise, de métier et de service", la dénomination en néerlandais du grade du rang 41 "laboratoriumhelfer" est remplacée par "laboratoriumbediende".

Art. 2. § 1^{er}. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sous l'intitulé "II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A, Personnel administratif" et sous l'intitulé "I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise, Section A, Personnel administratif", sous la rubrique "grades rayés" est insérée la mention "(grade supprimé)" à la suite des termes "au rang 24 : analyste de biologie clinique".

§ 2. Au même tableau, sous l'intitulé "I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise, Section B, personnel de maîtrise, de métier et de service", la dénomination du grade de rang 41 "laboratoriumhelfer" est remplacée par "laboratoriumbediende".

Disposition particulière

Art. 3. § 1^{er}. L'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mai 1996 modifiant en ce qui concerne le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat et portant simplification de la carrière de certains agents de l'administration centrale, de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, est modifié comme suit :

les mots "analyste de biologie clinique" sont insérés dans la colonne de gauche et les mots "analyste de biologie clinique principal" sont insérés dans la colonne de droite.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 97 — 1508

[S - C - 97/15085]

18 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging, wat betreft het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 3, vervangen door het koninklijk besluit van 26 september 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 oktober 1996 houdende wijziging van diverse verordeningbepalingen toepasselijk op de rijksambtenaren;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1995 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen die behoren tot de niveaus 1 en 2+, gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Directieraad voor het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van 18 november 1996;

Gelet het advies van de Inspecteur van Financiën van 12 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 29 januari 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 januari 1997;

Gelet op het protocol nr. 70/1 van 25 april 1997 van het Sectorcomité I, Algemeen bestuur;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking worden in de rubriek "Administratief personeel - geschrapte graden" de woorden "(afgeschafte graad)" ingevoegd na de woorden "in rang 24 : analist klinische biologie";

§ 2. In de rubriek "Meester-, vak- en dienstpersoneel", wordt de Nederlandse benaming van de graad van rang 41 "laboratoriumhelfer" vervangen door "laboratoriumbediende".

Art. 2. § 1. In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden onder het opschrift "I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel", en onder het opschrift "II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel", in de rubriek "afgeschafte graden" de woorden "(afgeschafte graad)" ingevoegd na de woorden "in rang 24 : analist klinische biologie".

§ 2. In dezelfde tabel wordt onder het opschrift "I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen, Afdeling B, Meester-, vak- en dienstpersoneel, de benaming van de graad van rang 41 "laboratoriumhelfer" vervangen door "laboratoriumbediende".

Bijzondere bepaling

Art. 3. § 1. Artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van 22 mei 1996 tot wijziging, wat betreft het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn en houdende vereenvoudiging van de loopbanen van sommige ambtenaren van het hoofdbestuur, van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking wordt gewijzigd als volgt :

de woorden "analist klinische biologie" worden ingevoegd in de linkse kolom en de woorden "eerstaanwendend analist klinische biologie" in de rechtse kolom.

§ 2. Un § 2bis et § 2ter sont insérés au même article 4, rédigés comme suit :

« § 2bis. Les agents nommés dans le niveau 2+ conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté acquise dans le grade dont ils étaient titulaires. »

« § 2ter. Pour le calcul de l'ancienneté de grade des agents nommés au grade d'analyste de biologie clinique principal (rang 28) les services admissibles prestés dans un grade du rang 24 sont censés avoir été accomplis dans le grade du rang 28. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1994.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

§ 2. Een § 2bis en een § 2ter worden in hetzelfde artikel 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. De ambtenaren benoemd in niveau 2+ behouden in hun nieuwe graad de anciënniteit verworven in de graad waarvan ze titularis waren. »

« § 2ter. Voor het berekenen van de graadanciënniteit van de ambtenaren benoemd in de graad van eerstaanwezend analist klinische biologie (rang 28), worden de aanvaardbare diensten verricht in de graad 24 geacht te zijn verricht in de graad 28. »

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

Art. 5. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

Annexe — Bijlage

Tableau de conversion des grades rayés et des échelles de traitement y liées

Conversietabel van de geschrapte graden en de eraan verbonden weddeschalen

Grade rayé — Geschrapte graad	Echelle de traitement liée au grade rayé — Weddeschaal verbonden aan de geschrapte graad	Grade créé — Opgerichte graad	Echelle de traitement liée au grade créé — Weddeschaal verbonden aan de opgerichte graad
PERSONNEL ADMINISTRATIF — ADMINISTRATIEF PERSONEEL			
analyste de biologie clinique — analist klinische biologie	24/2	analyste en biologie clinique principal — eerstaanwezend analist klinische biologie	28/3

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 18 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 18 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

F. 97 — 1509

[S - C - 97/15086]

18 JUNI 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1974 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de la carrière de l'Administration centrale, de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 4, 2^o, modifié par l'arrêté royal du 4 octobre 1996 portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat;

N. 97 — 1509

[S - C - 97/15086]

18 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1974 betreffende de vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden van de carrière Hoofdbestuur, van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 4, 2^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1996 houdende wijziging van diverse verordeningsbepalingen toepasselijk op de rijksambtenaren;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1974 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de la carrière de l'Administration centrale, de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, modifié par les arrêtés royaux des 23 mai 1975, 14 novembre 1975, 3 novembre 1977, 19 octobre 1979, 14 octobre 1980, 11 mai 1989, 18 avril 1991, 21 août 1992, 15 juillet 1993, 25 février 1994 et 22 mai 1996;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+, modifié par l'arrêté royal du 4 octobre 1996;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs ministères, modifié par les arrêtés royaux des 3 juin 1996 et 4 octobre 1996;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement du 18 novembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 29 janvier 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction Publique, donné le 29 janvier 1997;

Vu le protocole n° 70/2 du 25 avril 1997, dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité de secteur I, Administration générale;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, modifiées en dernier lieu par la loi du 4 août 1996, notamment l'article 3, § 1;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire, dans l'intérêt des agents concernés, que leurs droits pécuniaires individuels puissent être fixés sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er bis} de l'arrêté royal du 10 avril 1974 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de la carrière de l'Administration centrale, de la carrière du Service Extérieur et de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, inséré par l'arrêté royal du 22 mai 1996 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de la carrière de l'Administration centrale, de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, un § 3, rédigé comme suit est inséré : "§ 3. L'agent nommé au grade d'analyste en biologie clinique principal revêtu auparavant du grade rayé d'analyste de biologie clinique (grade supprimé), conserve l'avantage de l'échelle de traitement spéciale mentionnée ci-dessous, pour autant que celle-ci soit plus intéressante que l'échelle de traitement 28/3 :

718 547 — 1 085 035
 $3^1 \times 10\ 676$
 $2^2 \times 14\ 232$
 $2^2 \times 28\ 463$
 $10^2 \times 24\ 907$
 (Cl. 23 a. — N. 2 + — G.A)"

Disposition particulière :

Art. 2. Dans le tableau de conversion des grades rayés et des échelles de traitement y étant liées, annexé à l'arrêté royal du 22 mai 1996 modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1974 fixant les échelles de traitement de la carrière de l'Administration centrale, de la carrière du Service Extérieur et de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, les mentions suivantes sont insérées au-dessus de la ligne relative au grade de chef cryptographe :

- dans la première colonne : « analyste de biologie clinique »;
- dans la deuxième colonne : « 24/2 »;
- dans la troisième colonne : « analyste en biologie clinique principal »;
- dans la quatrième colonne : « 28/3 ».

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1974 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden van de carrière Hoofdbestuur, van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarij-carrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 mei 1975, 14 november 1975, 3 november 1977, 19 oktober 1979, 14 oktober 1980, 11 mei 1989, 18 april 1991, 21 augustus 1992, 15 juli 1993, 25 februari 1994 en 22 mei 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1995 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen die behoren tot de niveau's 1 en 2+, gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 oktober 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene ministeries gemene graden, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 3 juni 1996 en 4 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Directieraad voor het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van 18 november 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 29 januari 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 januari 1997;

Gelet op het protocol nr. 70/2 van 25 april 1997, waarin de conclusies van de onderhandelingen, gevoerd binnen het Sectorcomité I, Algemeen bestuur, worden vermeld;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, laatst gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is, in het belang van de bedoelde ambtenaren, hun individuele geldelijke rechten zonder uitstel vast te stellen;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1^{bis} van het koninklijk besluit van 10 april 1974 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden van de carrière Hoofdbestuur, van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarij-carrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, bijgevoegd door het koninklijk besluit van 22 mei 1996 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden van de carrière Hoofdbestuur, van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarij-carrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking wordt een § 3 bijgevoegd luidend als volgt : "§ 3. De ambtenaar, benoemd in de graad van eerstaanwendend analist klinische biologie, voorheen bekleed met de geschrapte graad van analist klinische biologie (afgeschafte graad), behoudt het voordeel van de hieronder vermelde bijzondere weddeschaal voor zover dat deze voordeliger uitvalt dan de weddeschaal 28/3 :

718 547 — 1 085 035
 $3^1 \times 10\ 676$
 $2^2 \times 14\ 232$
 $2^2 \times 28\ 463$
 $10^2 \times 24\ 907$
 (Kl. 23 j. — N. 2 + — G.A)"

Bijzondere bepaling :

Art. 2. In de conversietabel van de geschrapte graden en de eraan verbonden weddeschalen, bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996 dat het koninklijk besluit van 10 april 1974 betreffende de vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden van de carrière Hoofdbestuur, van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarij-carrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, wijzigt, worden volgende bepalingen ingevoegd boven de zin in verband met de graad van hoofdcryptograaf :

- in de eerste kolom : « analist klinische biologie »;
- in de tweede kolom : « 24/2 »;
- in de derde kolom : « eerstaanwendend analist klinische biologie »;
- in de vierde kolom : « 28/3 ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1994.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE
Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

Art. 4. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE
De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

MINISTERE DES FINANCES

F. 97 — 1510

[C - 97/3401]

18 JUILLET 1997. — Arrêté royal prescrivant à la Société fédérale de Participations de céder des actions de la S.A. Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Banque et de la S.A. Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Assurances

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution coordonnée;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant des dispositions fiscales et financières, notamment l'article 99, modifiée par la loi du 20 décembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1992 relatif à la Commission d'Évaluation des Actifs de l'État, modifié par l'arrêté royal du 7 février 1995, notamment l'article 4, § 4;

Vu la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, annexée à l'arrêté royal du 24 décembre 1996, notamment les articles 22 et 27;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 8 juillet 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le gouvernement souhaite faire céder par la Société fédérale de Participations une participation supplémentaire dans la Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Banque et la Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Assurances; qu'il est souhaitable que le produit de la cession puisse contribuer à la réalisation des conditions budgétaires de l'adhésion de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne; que la cession devrait dès lors aboutir avant le 31 décembre 1997;

Considérant qu'aux termes des articles 22 et 27 de la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, la réduction de la participation de la Société fédérale de Participations dans lesdites sociétés en deçà de 40 % ne peut se faire que via une offre publique de vente ou une vente en bourse, ou via une cession au personnel, sans préjudice du droit de préemption éventuel des actionnaires existants;

Considérant que la procédure de cession qu'imposent ces dispositions pour partie au moins de la participation, est susceptible de s'étendre sur plusieurs mois; que dès lors, pour qu'elle puisse aboutir avant le 31 décembre 1997, il est impératif qu'elle soit entamée dès à présent;

Considérant que la Société fédérale de Participations doit donc sans délai être chargée, sur avis de la Commission d'Évaluation des Actifs de l'État, d'entamer la procédure de cession d'une partie des actions qu'elle détient dans la Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Banque et la Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Assurances, conformément aux articles 22 et 27 de la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé;

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 97 — 1510

[C - 97/3401]

18 JULI 1997. — Koninklijk besluit waarbij de Federale Participatiemaatschappij wordt gelast aandelen van de N.V. Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank en van de N.V. Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen over te dragen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende fiscale en financiële bepalingen, inzonderheid op artikel 99, gewijzigd door de wet van 20 december 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1992 betreffende de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk, gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 februari 1995, inzonderheid op artikel 4, § 4;

Gelet op de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 24 december 1996, inzonderheid op de artikelen 22 en 27;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 8 juli 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de regering de Federale Participatiemaatschappij een bijkomende deelneming in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen wenst te laten overdragen; dat het wenselijk is dat de opbrengst van deze overdracht in aanmerking kan komen voor de verwezenlijking van de budgettaire voorwaarden voor de toetreding van België tot de Europese Economische en Monetaire Unie; dat de overdracht bijgevolg afgerond moet zijn vóór 31 december 1997;

Overwegende dat de vermindering van de deelneming van de Federale Participatiemaatschappij tot 40 % luidens de artikelen 22 en 27 van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen slechts kan plaatsvinden via een openbaar bod tot verkoop of verkoop ter beurs, of overdracht aan het personeel, zonder afbreuk te doen aan het eventuele voorkeepsrecht van bestaande aandeelhouders;

Overwegende dat de procedure die deze bepalingen voor ten minste een deel van de deelneming opleggen zich mogelijk over meerdere maanden kan uitstrekken; dat zij dus onmiddellijk dient aangevat, opdat zij vóór 31 december 1997 afgerond zou kunnen worden;

Overwegende dat de Federale Participatiemaatschappij bijgevolg zonder verwijl gelast moet worden op advies van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk de procedure tot overdracht van een gedeelte van haar deelneming in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen aan te vatten, met inachtnaam van de artikelen 22 en 27 van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Société fédérale de Participations est chargée de céder 24,7 % maximum des actions qu'elle détient dans les sociétés Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque et Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances.

Art. 2. § 1^{er}. Les conditions de la cession visée à l'article 1^{er} sont soumises à l'approbation du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, sur avis de la Commission d'Evaluation des Actifs de l'Etat.

§ 2. Les documents et conventions relatifs à la cession sont, en dérogation à l'article 4, § 4 de l'arrêté royal du 8 octobre 1992 relatif à la Commission d'Evaluation des Actifs de l'Etat, approuvés par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Art. 3. Les frais liés aux opérations visées à l'article 1^{er}, y compris les frais propres à la Société fédérale de Participations et à la mission de la Commission d'Evaluation des Actifs de l'Etat, sont imputés en priorité sur le produit des cessions.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'Economie et des Télécommunications,
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en van Telecommunicatie, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Federale Participatiemaatschappij wordt gelast om maximaal 24,7 % van de aandelen die zij bezit in de vennootschappen Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen over te dragen.

Art. 2. § 1. De voorwaarden van de in artikel 1 bedoelde overdracht zijn onderworpen aan de goedkeuring van de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel en de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, op advies van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk.

§ 2. De documenten en de overeenkomsten betreffende de overdracht worden, in afwijking van artikel 4, § 4 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1992 betreffende de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk, goedgekeurd door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel en de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Art. 3. De kosten die verbonden zijn aan de in artikel 1 bedoelde verrichtingen, met inbegrip van de kosten eigen aan de Federale Participatiemaatschappij en deze verbonden aan de opdracht van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk, worden bij voorrang aangerekend op de opbrengst van de overdrachten.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economie en Telecommunicatie,
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 1511

[C - 97/12469]

19 JUI 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 septembre 1995 fixant les délais et modalités de préavis pour les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 61, § 1^{er}, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

Arrêté royal du 26 septembre 1995, *Moniteur belge* du 9 novembre 1995.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 1511

[C - 97/12469]

19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 september 1995 tot vaststelling van de opzeggings-termijnen en -modaliteiten voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf ressorteren (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 61, § 1, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

Koninklijk besluit van 26 september 1995, *Belgisch Staatsblad* van 9 november 1995.

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1995 fixant les délais et modalités de préavis pour les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;

Vu la proposition de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que dans l'intérêt des ouvriers de l'industrie hôtelière comptant une ancienneté importante et pour des motifs sociaux, il y a lieu de modifier sans retard les délais de préavis;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté royal du 26 septembre 1995 fixant les délais de préavis pour les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière est complété par l'alinéa suivant :

« Quand il s'agit d'ouvriers comptant au moins vingt-cinq ans de service ininterrompus dans la même entreprise, le délai de préavis est fixé à cent douze jours lorsque le congé est donné par l'employeur. »

Art. 2. Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à sortir tous leurs effets.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1995 tot vaststelling van de opzeggingstermijnen en-modaliteiten voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf ressorteren;

Gelet op het voorstel van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat zonder uitstel de opzeggingstermijnen te wijzigen in het belang van de werklieden van het hotelbedrijf die een belangrijke anciënniteit tellen en om sociale redenen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 september 1995 tot vaststelling van de opzeggingstermijnen en-modaliteiten voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf ressorteren wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer het om werklieden gaat die gedurende ten minste vijf en twintig jaar ononderbroken in dienst van dezelfde onderneming zijn, wordt de opzeggingstermijn vastgesteld op honderdentwaalf dagen wanneer het ontslag door de werkgever wordt gegeven. »

Art. 2. De opzeggingen betekend voor de inwerkingtreding van dit besluit blijven al hun gevolgen behouden.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

F. 97 — 1512

[C - 97/12470]

19 JUIN 1997. — Arrêté royal fixant, pour les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 51, §§ 1^{er} et 3, modifié par la loi du 29 décembre 1990, la loi du 26 juin 1992 et par l'arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983;

Vu l'avis de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la situation économique actuelle justifie l'instauration de toute urgence d'un régime de suspension de l'exécution du contrat de travail ou d'un régime de travail à temps réduit pour les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 29 décembre 1990, *Moniteur belge* du 9 janvier 1991.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983, *Moniteur belge* du 21 janvier 1984.

N. 97 — 1512

[C - 97/12470]

19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling voor de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 51, §§ 1 en 3, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, de wet van 26 juni 1992 en bij het koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige economische toestand onverwijld de invoering van een regeling van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden of van een regeling van gedeeltelijke arbeid rechtvaardigt voor de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf ressorteren;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 29 december 1990, *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1991.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Koninklijk besluit nr 254 van 31 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière.

Art. 2. § 1^{er}. En cas de manque total ou partiel de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être suspendue totalement ou un régime de travail à temps réduit être instauré à partir du septième jour ouvrable suivant celui de la notification.

§ 2. La notification s'effectue par lettre recommandée adressée au travailleur.

Art. 3. La durée de la suspension totale d'exécution du contrat ne peut dépasser trois mois.

Art. 4. Le régime de travail à temps réduit peut être instauré pour une durée de six mois au maximum s'il comporte moins de trois jours de travail par semaine ou moins d'une semaine de travail sur deux semaines.

Lorsque le régime comporte moins d'une semaine de travail sur deux, la semaine où il est travaillé doit comporter au moins deux jours de travail. A défaut la durée de la suspension partielle d'exécution du contrat ne peut dépasser quatre semaines.

Lorsque le régime de travail à temps réduit a atteint la durée maximum de six mois, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail avant qu'une suspension totale ou un nouveau régime de travail à temps réduit ne puisse prendre cours.

Art. 5. Le nombre maximum de journées de chômage est fixé à quatre quand il s'agit d'un régime hebdomadaire. Lorsqu'il est travaillé une semaine sur deux, ce nombre maximum est porté à huit en régime cinq jours/semaine et à dix en régime six jours/semaine.

Art. 6. Une copie de la notification visée à l'article 2 doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au bureau de l'Office national de l'Emploi du lieu où l'entreprise est située au plus tard le jour même de la notification individuelle.

Art. 7. La notification visée à l'article 2 et l'information visée à l'article 6 mentionnent la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat ou le régime de travail à temps réduit prendra cours et la date à laquelle cette suspension ou ce régime prendra fin et les dates auxquelles les ouvriers seront au chômage.

Art. 8. L'information prévue à l'article 6 doit en outre mentionner les causes économiques justifiant la suspension totale de l'exécution du contrat ou l'instauration d'un régime de travail à temps réduit, ainsi que, soit le nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit la ou les section(s) de l'entreprise dont l'activité sera suspendue.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1997 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} avril 1999.

Art. 10. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf.

Art. 2. § 1. Bij volledig of gedeeltelijk gebrek aan werk wegens economische oorzaken kan de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden geheel worden geschorst of kan een regeling van gedeeltelijke arbeid worden ingevoerd vanaf de zevende werkdag volgend op deze van de kennisgeving.

§ 2. De kennisgeving geschiedt bij aangetekend schrijven gericht aan de werknemer.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst mag drie maanden niet overschrijden.

Art. 4. De regeling van gedeeltelijke arbeid kan voor een duur van ten hoogste zes maanden worden ingevoerd indien zij minder dan drie arbeidsdagen per week of minder dan één arbeidsweek per twee weken omvat.

Wanneer de regeling minder dan één arbeidsweek per twee omvat, moet de week waarin er gewerkt wordt ten minste twee arbeidsdagen omvatten. Bij ontstentenis hiervan mag de duur van gedeeltelijke schorsing van de uitvoering van de overeenkomst vier weken niet overschrijden.

Wanneer de regeling van gedeeltelijke arbeid de maximumduur van zes maanden heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren alvorens een volledige schorsing of een nieuwe regeling van gedeeltelijke arbeid kan ingaan.

Art. 5. Het maximumaantal werkloosheidsdagen wordt vastgesteld op vier dagen wanneer het een wekelijkse regeling betreft. Wanneer er één week per twee gewerkt wordt, wordt dit maximumaantal gebracht op acht in een arbeidsregeling van een vijfdagenweek en op tien in een arbeidsregeling van een zesdagenweek.

Art. 6. Een afschrift van de bij artikel 2 bedoelde kennisgeving moet bij aangetekend schrijven worden gericht aan het bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is ten laatste de dag zelf van de individuele kennisgeving.

Art. 7. De kennisgeving bedoeld bij artikel 2 en de mededeling bedoeld bij artikel 6 vermelden de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst of de regeling van gedeeltelijke arbeid zal ingaan en de datum waarop deze schorsing of deze regeling zal eindigen en de data waarop de werklieden werkloos zullen zijn.

Art. 8. De bij artikel 6 bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische oorzaken die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst of het instellen van een regeling van gedeeltelijke arbeid rechtvaardigen alsook hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1997 en houdt op van kracht te zijn op 1 april 1999.

Art. 10. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

F. 97 — 1513

[C - 97/12517]

11 JUILLET 1997. — Arrêté royal relatif à la durée du travail et à la limite minimale de la durée des prestations de travail des ouvriers occupés par deux entreprises ressortissant à la Commission paritaire nationale auxiliaire pour ouvriers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 21, modifié par la loi du 22 décembre 1989, l'article 23, modifié par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et par la loi du 22 janvier 1985, et l'article 26bis, y inséré par le même arrêté royal et modifié par les lois des 22 janvier 1985, 10 juin 1993 et 21 décembre 1994;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que, vu les activités touristiques des deux entreprises concernées, la sécurité juridique des relations de travail exige que les dispositions réglementaires nécessaires soient prises avant la période de vacances;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux ouvriers des entreprises S.A. Grottes de Han-sur-Lesse et de Rochefort et S.A. Pour l'exploitation du chemin vicinal de Han-sur-Lesse, et à leur employeur.

Art. 2. Par dérogation à l'article 21 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, la durée de chaque période de travail ne peut être inférieure à deux heures.

Art. 3. Les limites de la durée du travail, fixées par les articles 19 et 20 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ou par convention collective de travail applicable aux employeurs visés à l'article 1^{er}, peuvent être dépassées, à condition que la durée hebdomadaire de travail, calculée sur une période d'un an, ne dépasse pas en moyenne la durée du travail fixée par la loi ou la convention collective de travail.

En aucun cas, la durée du travail ne pourra excéder onze heures par jour ni cinquante heures par semaine.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1997.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 22 décembre 1989, *Moniteur belge* du 30 décembre 1989.

Loi du 10 juin 1993, *Moniteur belge* du 30 juin 1993.

Loi du 21 décembre 1994, *Moniteur belge* du 23 décembre 1994.

Arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983, *Moniteur belge* du 15 décembre 1983.

N. 97 — 1513

[C - 97/12517]

11 JULI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de arbeidsduur en de minimumgrens van de duur van de arbeidsprestaties van de werklieden tewerkgesteld door twee ondernemingen die ressorteren onder het Aanvullend Nationaal Paritair Comité voor de arbeiders (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 21, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, artikel 23, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en de wet van 22 januari 1985, en op artikel 26bis, ingevoegd door hetzelfde koninklijk besluit en gewijzigd bij de wetten van 22 januari 1985, 10 juni 1993 en 21 december 1994;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, gelet op de toeristische activiteiten van de twee betrokken ondernemingen, de rechtszekerheid inzake arbeidsverhoudingen vereist dat de nodige reglementaire bepalingen worden genomen voor de vakantieperiode;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werklieden van de ondernemingen S.A. Grottes de Han-sur-Lesse et de Rochefort en S.A. Pour l'exploitation du chemin vicinal de Han-sur-Lesse, en op hun werkgever.

Art. 2. In afwijking van artikel 21 van de arbeidswet van 16 maart 1971, mag elke werkperiode niet korter zijn dan twee uren.

Art. 3. De grenzen van de arbeidsduur vastgesteld door de artikelen 19 en 20 van de arbeidswet van 16 maart 1971 of door een collectieve arbeidsovereenkomst die van toepassing is op de werkgevers bedoeld in artikel 1, mogen overschreden worden op voorwaarde dat de wekelijkse arbeidsduur, berekend over een periode van één jaar, gemiddeld de arbeidsduur vastgesteld door de wet of de collectieve arbeidsovereenkomst niet overschrijdt.

In geen enkel geval zal de arbeidsduur elf uur per dag of vijftig uur per week mogen overschrijden.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1997.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 22 december 1989, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1989.

Wet van 10 juni 1993, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1993.

Wet van 21 december 1994, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994.

Koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 15 december 1983.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 97 — 1514 [C - 97/11199]

7 MAI 1997. — Arrêté ministériel modifiant les annexes de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1992 prescrivant un recensement annuel agricole et horticole à la date du 15 mai

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, modifiée par les lois des 1^{er} août 1985 et 21 décembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juin 1992 prescrivant un recensement annuel agricole et horticole à la date du 15 mai, notamment l'article 14, modifié par l'arrêté ministériel du 2 mai 1996;

Considérant que les modifications apportées ne visent pas à orienter le recensement dans une nouvelle direction, qu'il n'y a pas lieu de consulter le Conseil supérieur de Statistique et la Commission COMFORM;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif que la présente modification intervienne avant le 3 mai, date limite pour le début de l'impression des nouveaux formulaires,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le modèle I annexé à l'arrêté royal du 1^{er} juin 1992 prescrivant un recensement agricole et horticole à la date du 15 mai modifié par l'arrêté ministériel du 2 mai 1996, la question 4.3.1. relative au stockage des engrais d'origine animale est remplacée par la question 4. 5. relative au stockage des engrais d'origine animale figurant au modèle I annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 mai 1997.

Bruxelles, le 7 mai 1997.

E. DI RUPO

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 97 — 1514 [C - 97/11199]

7 MEI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van de bijlagen van het koninklijk besluit van 1 juni 1992 waarbij een jaarlijkse landbouw- en tuinbouwstelling per 15 mei wordt voorgeschreven

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985 en van 21 december 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1992 waarbij een jaarlijkse landbouw- en tuinbouwstelling per 15 mei wordt voorgeschreven, inzonderheid op artikel 14, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 mei 1996;

Overwegende dat de aangebrachte wijzigingen niet ten doel hebben, de telling een nieuwe richting te geven en dat er geen aanleiding bestaat om de Hoge Raad voor de Statistiek en de Commissie COMFORM te raadplegen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat deze wijziging moet plaatsvinden voor 3 mei, de uiterste datum waarop het drukken van de nieuwe formulieren wordt aangevat,

Besluit :

Artikel 1. In model I gevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juni 1992 waarbij een jaarlijkse landbouw- en tuinbouwstelling per 15 mei wordt voorgeschreven, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 mei 1996, wordt de vraag 4.3.1. betreffende de opslag van dierlijke mest vervangen door de vraag 4. 5. betreffende de opslag van dierlijke mest, zoals weergegeven in model I gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 15 mei 1997.

Brussel, 7 mei 1997.

E. DI RUPO

MODELE I

4. MATERIEL AGRICOLE ET INSTALLATIONS (suite)

Réservé I.N.S.

Code 999 015

4.5. Stockage des engrais d'origine animale		Code	711	Code	Capacité de stockage	Code	Pour combien de mois la capacité de stockage suffit-elle sans vidange intermédiaire?
Lisier (36) ou fumier humide de poulet	Lisier en silos (de surface et souterrain)	Bovins	010	..... (m ³)	510	.....
		porcs	015	..... (m ³)	515	.....
		volaille	020	..... (m ³)	520	.....
		autre (p.e. mélange)	025	..... (m ³)	525	.....
	Sac à lisier (37)	bovins	050	..... (m ³)	550	.....
		porcs	055	..... (m ³)	555	.....
		autre (p.e. mélange)	060	..... (m ³)	560	.....
	Bassin à feuilles (38)	Bovins	110	..... (m ³)	610	.....
		porcs	115	..... (m ³)	615	.....
		autre (p.e. mélange)	120	..... (m ³)	620	.....
	Lisier en fosse (39)	Bovins	150	..... (m ³)	650	.....
		porcs	155	..... (m ³)	655	.....
volaille		160	..... (m ³)	660	.....	
autre (p.e. mélange)		165	..... (m ³)	665	.....	
Purin (40)	Bovins	210	..... (m ³)	710	.....	
	porcs	215	..... (m ³)	715	.....	
	autre (p.e. mélange)	220	..... (m ³)	720	.....	
Fumier solide (41)	Bovins	250	..... (m ²)	750	.....	
	porcs	255	..... (m ²)	755	.....	
	autre (p.e. mélange)	260	..... (m ²)	760	.....	
Fumier sec de poulet		310	..... (m ²)	810	.....	

MODEL I

4. LANDBOUWMATERIEEL EN INSTALLATIES (vervolg)

Voorbehouden N.I.S.

Code 999 015

4.5. Opslag van dierlijke mest		Code	711	Code	Opslagcapaciteit	Code	Voor hoeveel maanden is de opslagcapaciteit voldoende, zonder tussentijdse lediging?
Mengmest en natte kippemest (36)	Mestsilo (bovengronds en ondergronds)	Runderen	010	..... (m ³)	510	.....
		Varkens	015	..... (m ³)	515	.....
		Pluimvee	020	..... (m ³)	520	.....
		andere (bv. gemengd)	025	..... (m ³)	525	.....
	Mestzak (37)	Runderen	050	..... (m ³)	550	.....
		Varkens	055	..... (m ³)	555	.....
		andere (bv. gemengd)	060	..... (m ³)	560	.....
	Foliebassin (38)	Runderen	110	..... (m ³)	610	.....
		Varkens	115	..... (m ³)	615	.....
		andere (bv. gemengd)	120	..... (m ³)	620	.....
	Mestkelder (39)	Runderen	150	..... (m ³)	650	.....
		Varkens	155	..... (m ³)	655	.....
Pluimvee		160	..... (m ³)	660	.....	
andere (bv. gemengd)		165	..... (m ³)	665	.....	
Aal (40) (gier)	Runderen	210	..... (m ³)	710	.....	
	Varkens	215	..... (m ³)	715	.....	
	andere (bv. gemengd)	220	..... (m ³)	720	.....	
Vaste stalmest (41)	Runderen	250	..... (m ²)	750	.....	
	Varkens	255	..... (m ²)	755	.....	
	andere (bv. gemengd)	260	..... (m ²)	760	.....	
Droge kippemest		310	..... (m ²)	810	.....	

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1997.

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1997.

De Minister van Economie,
E. DI RUPOMINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1515

[C - 97/22467]

20 MAI 1997. — Arrêté royal
approuvant la Pharmacopée européenne, troisième édition

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 juin 1969 portant approbation de la Convention relative à l'élaboration d'une Pharmacopée européenne, faite à Strasbourg le 22 juillet 1964;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} février 1964 approuvant les volumes I et II de la Pharmacopée belge, 5e édition, modifié par l'arrêté royal du 12 septembre 1966;Vu l'arrêté royal du 6 février 1968 approuvant le 1^{er} supplément aux volumes I et II de la Pharmacopée belge, 5e édition;

Vu l'arrêté royal du 23 avril 1968 approuvant le volume III de la Pharmacopée belge, 5e édition;

Vu l'arrêté royal du 26 octobre 1970 approuvant le 2e supplément aux volumes I, II et III de la Pharmacopée belge, 5e édition;

Vu l'arrêté royal du 25 mars 1983 approuvant la Pharmacopée belge, 6e édition;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 1986 approuvant la première mise à jour de la Pharmacopée belge, 6e édition;

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1990 approuvant la deuxième mise à jour de la Pharmacopée belge, 6e édition;

Vu l'avis de la Commission de la Pharmacopée;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié par les lois des 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1515

[C - 97/22467]

20 MEI 1997. — Koninklijk besluit
tot goedkeuring van de Europese Farmacopée, derde uitgave

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 juni 1969 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de samenstelling van een Europese Farmacopée, opgemaakt te Straatsburg op 22 juli 1964;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1964 houdende goedkeuring van de volumina I en II van de « Belgische Farmacopée, 5e uitgave », gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 september 1966;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 februari 1968 houdende goedkeuring van het eerste bijvoegsel aan de volumina I en II van de « Belgische Farmacopée, 5e uitgave »;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 april 1968 houdende goedkeuring van het deel III van de « Belgische Farmacopée, 5e uitgave »;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 oktober 1970 houdende goedkeuring van het tweede bijvoegsel aan de volumina I, II en III van de « Belgische Farmacopée, 5e uitgave »;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 maart 1983 houdende goedkeuring van de Belgische Farmacopée, 6e uitgave;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 1986 houdende goedkeuring van de eerste aanvulling op de Belgische Farmacopée, 6e uitgave;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 oktober 1990 houdende goedkeuring van de tweede aanvulling van de Belgische Farmacopée, 6e uitgave;

Gelet op het advies van de Farmacopée commissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 9 augustus 1980 en gewijzigd door de wetten van 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Considérant qu'il convient en vertu de l'alinéa (b) de l'article 1er de la Convention relative à l'élaboration d'une Pharmacopée européenne, de prendre sans retard les mesures nécessaires pour mettre au plus tôt en application les dispositions issues des Résolutions AP-CSP (96) (1), AP-CSP (96) (2) et AP-CSP (96) (3) du Comité de Santé publique du Conseil de l'Europe (Accord partiel) afin de ne pas entraver la libre circulation des médicaments; que ces dispositions doivent être mises en application le 1^{er} janvier 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Pharmacopée européenne, troisième édition est approuvée.

Art. 2. Les monographies de la Pharmacopée belge, sixième édition, à l'exception des monographies énumérées à l'annexe 1 du présent arrêté et des dispositions générales dont il doit être fait usage en relation avec toute monographie s'y référant sont abrogées.

Art. 3. Les monographies de la Pharmacopée belge, cinquième édition, à l'exception des monographies énumérées à l'annexe 2 du présent arrêté et des dispositions générales dont il doit être fait usage avec toute monographie s'y référant sont abrogées.

Art. 4. Sont abrogés :

— l'arrêté royal du 16 février 1989 approuvant le fascicule onze de la Pharmacopée européenne, deuxième édition;

— l'arrêté royal du 25 avril 1990 approuvant les fascicules douze et treize de la Pharmacopée européenne, deuxième édition;

— l'arrêté royal du 5 août 1991 approuvant le fascicule quatorze de la Pharmacopée européenne, deuxième édition;

— l'arrêté royal du 3 mars 1992 approuvant le fascicule quinze de la Pharmacopée européenne, deuxième édition;

— l'arrêté royal du 4 mai 1993 approuvant le fascicule seize de la Pharmacopée européenne, deuxième édition;

— l'arrêté royal du 16 septembre 1994 approuvant le fascicule dix-sept de la Pharmacopée européenne, deuxième édition;

— l'arrêté royal du 14 juillet 1995 approuvant le fascicule dix-huit de la Pharmacopée européenne, deuxième édition;

— l'arrêté royal du 22 mars 1996 approuvant le fascicule dix-neuf de la Pharmacopée européenne, deuxième édition;

— l'arrêté royal du 15 mars 1996 approuvant la révision des monographies « Natrii chloridum », « Acidum citricum anhydricum », « Acidum citricum monohydricum », « Lactosum monohydricum », « Povidonum » et « Rhamni purshiani cortex », et la nouvelle monographie « Lactosum anhydricum » de la Pharmacopée européenne, deuxième édition.

Art. 5. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

—

Annexe 1

Les monographies suivantes de la Pharmacopée belge, sixième édition, restent en application :

Overwegende dat in de uitvoering van alinea (b) van artikel 1 van de Overeenkomst inzake de samenstelling van een Europese Farmacopee, onverwijld de nodige maatregelen dienen getroffen te worden om de beschikkingen die voortvloeien uit de Resoluties AP-CSP (96) 1, AP-CSP (96) 2 en AP-CSP (96) 3 van het Volksgezondheidscomité van de Raad van Europa (Gedeeltelijk Akkoord) toe te passen ten einde de vrije circulatie van geneesmiddelen niet te hinderen; dat deze beschikkingen van toepassing moeten gemaakt worden op 1 januari 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De derde uitgave van de Europese Farmacopee, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De monografieën van de Belgische Farmacopee, zesde uitgave met uitzondering van de monografieën opgenomen in bijlage 1 van dit besluit en van de algemene beschikkingen die betrekking hebben op deze monografieën, worden opgeheven.

Art. 3. De monografieën van de Belgische Farmacopee, vijfde uitgave met uitzondering van de monografieën opgenomen in bijlage 2 van dit besluit en van de algemene beschikkingen die betrekking hebben op deze monografieën, worden opgeheven.

Art. 4. Worden opgeheven :

— het koninklijk besluit van 16 februari 1989 tot goedkeuring van deel 11 van de Europese Farmacopee, tweede uitgave;

— het koninklijk besluit van 25 april 1990 tot goedkeuring van delen 12 en 13 van de Europese Farmacopee, tweede uitgave;

— het koninklijk besluit van 5 augustus 1991 tot goedkeuring van deel 14 van de Europese Farmacopee, tweede uitgave;

— het koninklijk besluit van 3 maart 1992 tot goedkeuring van deel 15 van de Europese Farmacopee, tweede uitgave;

— het koninklijk besluit van 4 mei 1993 tot goedkeuring van deel 16 van de Europese Farmacopee, tweede uitgave;

— het koninklijk besluit van 16 september 1994 tot goedkeuring van deel 17 van de Europese Farmacopee, tweede uitgave;

— het koninklijk besluit van 14 juli 1995 tot goedkeuring van deel 18 van de Europese Farmacopee, tweede uitgave;

— het koninklijk besluit van 22 maart 1996 tot goedkeuring van deel 19 van de Europese Farmacopee, tweede uitgave;

— het koninklijk besluit van 15 maart 1996 tot goedkeuring van de herziening van de monografieën « Natrii chloridum », « Acidum citricum anhydricum », « Acidum citricum monohydricum », « Lactosum monohydricum », « Povidonum » en « Rhamni purshiani cortex », en van de nieuwe monografie « Lactosum anhydricum » van de Europese Farmacopee, tweede uitgave.

Art. 5. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

—

Bijlage 1

Volgende monografieën van de Belgische Farmacopee, 6e uitgave blijven van kracht :

Intitulé — Titel

Acetylcholinum chloridum

Acidi acetylsalicylici compressi

Acidum trichloroaceticum

Aconiti pulvis normatus

Aconiti tuber

Adrenalini solutio

Intitulé — Titel

Aethylis chloridum
 Alumen siccatum
 Argenti proteinas
 Argenti vitellinas
 Argentum colloidal
 Benzaldehydum
 Betaini hydrochloridum
 Citronellae aetheroleum
 Creosotum
 Droserae herba
 Etilefrini hydrochloridum
 Eucalyptolum
 Flunarizini hydrochloridum
 Guaiacolum
 Hydrargyri oxidum flavum
 Hydrocodoni tartras
 Inositolum
 Iodi solutio aquosa
 Iodi solutio spirituosa
 Kalii guaiacolsulfonas
 Kalii nitras
 Menadioni natrii bisulfis
 Methenaminum
 Natrii glycerophosphas
 Phenirramini maleas
 Sulfanilamidum
 Vincaminum

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

—

Annexe 2

Les monographies suivantes de la Pharmacopée belge, cinquième édition, restent en application :

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

—

Bijlage 2

Volgende monografieën van de Belgische Farmacopée, 5e uitgave blijven van kracht :

Intitulé - Titel

Alumini hydroxydum colloidal
 Arseni trioxydum
 Bismuthi subgallas
 Bismuthi subsalicylas
 Chinini hydrobromidum
 Ferrum pulveratum
 Iodoformium
 Kalii sulfas
 Rutinum
 Salicylamidum
 Sulfadiazinum natricum
 Terpini hydras

Intitulé - Titel

Tinctura aconiti
 Aqua cuprozincica
 Extractum belladonnae
 Cacao oleum
 Carminum
 Collodium elasticum
 Decocta, Infusa et Macerata
 Extractum hyoscyami
 Tinctura hyoscyami
 Extractum opii
 Tinctura opii crocata
 Sirupus simplex
 Solutio aluminiumi aceto-tartratis
 Solutio calcii hydroxydi
 Suppositoria cum glycerolo et gelatina
 Vaselinum album

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
 M. COLLA

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
 M. COLLA

F. 97 — 1516

[97/22473]

**19 JUIN 1997. — Arrêté royal
 fixant le cadre organique
 de la Banque-carrefour de la sécurité sociale**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu la loi du 15 janvier 1990, relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 87;

Vu l'avis motivé du comité de concertation de base, donné le 27 octobre 1996;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu l'avis du délégué du Ministre des Finances, donné le 3 avril 1996 et 10 février 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 avril 1997;

Vu l'accord de notre Ministre de la Fonction publique, donné le 14 avril 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le cadre organique de la Banque-carrefour de la sécurité sociale est fixée comme suit :

A. Personnel administratif

Niveau I

Administrateur général..... 1
 Administrateur général adjoint..... 1
 Conseiller général..... 2

N. 97 — 1516

[97/22473]

**19 JUNI 1997. — Koninklijk besluit
 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Kruispuntbank
 van de sociale zekerheid**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid artikel 87;

Gelet op het advies van het Basisoverlegcomité, gegeven op 27 oktober 1996;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op het advies van de afgevaardigde van de Minister van Financiën, gegeven op 3 april 1996 en 10 februari 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 april 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 april 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De personeelsformatie van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid wordt vastgesteld als volgt :

A. Administratief personeel

Niveau I

Administrateur generaal..... 1
 Adjunct-administrateur-generaal..... 1
 Adviseur generaal..... 2

Informaticien-directeur	3
Conseiller.....	3
Actuaire	1
Conseiller adjoint.....	6
Informaticien.....	12
Traducteur-reviseur	1
Niveau 2+	
Analyste de programmation.....	7
Traducteur principal, traducteur.....	1
Secrétaire principal de direction	1
Programmeur	11
Secrétaire de direction.....	1
Niveau 2	
Chef administratif.....	4
Assistant administratif.....	10
Niveau 3	
Commis.....	12
Niveau 4	
Agent administratif	4
B. Personnel de maîtrise de métier et de service	
Niveau 4	
Ouvrier qualifié.....	2
Ouvrier	1

Art. 2. Le personnel informatique engagé en application de l'article 87 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale répondant aux qualifications reprises ci-après, bloque en nombre égal, des emplois d'informaticien et d'informaticien-directeur figurant à l'article 1er du présent arrêté :

analyste fonctionnel;
gestionnaire d'applications;
conseiller en sécurité;
responsable construction de système;
administrateur de données;
gestionnaire de réseau;
gestionnaire de systèmes;
responsable méthodes et techniques;
directeur adjoint EDP;
chef politique informatique;
un des deux emplois de conseiller général : directeur EDP.

Art. 3. L'arrêté royal du 6 avril 1995 fixant le cadre organique de la Banque-carrefour de la sécurité sociale est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 19 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Informaticus-directeur.....	3
Adviseur.....	3
Actuaris	1
Adjunct-adviseur	6
Informaticus	12
Vertaler-revisor	1
Niveau 2+	
Programmeringsanalyst.....	7
Eerstaanwezend vertaler, vertaler.....	1
Eerstaanwezend directiesecretaris	1
Programmeur	11
Directiesecretaris	1
Niveau 2	
Bestuurschef.....	4
Bestuursassistent	10
Niveau 3	
Klerk.....	12
Niveau 4	
Beambte	4
B. Meesters-, vak- en dienstpersoneel	
Niveau 4	
Geschoold arbeider.....	2
Arbeider.....	1

Art. 2. Het informaticapersoneel in dienst genomen in toepassing van het artikel 87 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid dat aan de hierna vermelde kwalificatie beantwoordt, blokkeert in gelijk aantal, betrekkingen van informaticus en van informaticus-directeur die voorkomen in artikel 1 van dit besluit :

functioneel analyst;
toepassingsbeheerder;
veiligheidsconsultent;
verantwoordelijke systeembouw;
gegevensbeheerder;
netwerkbeheerder;
systeembeheerder;
verantwoordelijke methoden en technieken;
adjunct-EDP-manager;
hoofd informaticabeleid;
één van de twee betrekkingen van adviseur-generaal : EDP-manager.

Art. 3. Het koninklijk besluit van 6 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1517

[S - C - 22472]

24 JUIN 1997. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal du 19 juin 1997 fixant le cadre organique de la Banque-carrefour de la sécurité sociale

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 19 juin 1997 fixant le cadre organique de la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, donné le 27 novembre 1996;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu l'avis du délégué du Ministre des Finances, donné le 3 avril 1996 et 10 février 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 avril 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Les emplois repris à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 juin 1997 fixant le cadre organique de la Banque-carrefour de la sécurité sociale sont répartis comme suit :

A. PERSONNEL ADMINISTRATIF

1 des 3 emplois de conseiller est rémunéré par l'échelle 13 B;

l'emploi d'actuaire peut être rémunéré dans l'échelle de traitement 10 E ou dans l'échelle de traitement suivante : 1.205.758;

2 des 6 emplois de conseiller adjoint sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

l'emploi de traducteur-réviseur peut être rémunéré par l'échelle de traitement 10 C;

2 des 7 emplois d'analyste de programmation sont rémunérés par l'échelle 28 L;

l'emploi de traducteur principal peut être rémunéré par l'échelle 28 I;

l'emploi de secrétaire de direction principal peut être rémunéré par l'échelle 28 B;

1 des 4 emplois de chef administratif est rémunéré par l'échelle de traitement 22 B;

1 des 12 emplois de commis est rémunéré par l'échelle de traitement 30 I;

3 des 12 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 H;

2 des 12 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 F;

1 des 4 emplois d'agent administratif peut être rémunéré par l'échelle de traitement 42 E;

1 des 4 emplois d'agent administratif est rémunéré par l'échelle de traitement 42 D;

1 des 4 emplois d'agent administratif est rémunéré dans l'échelle de traitement 42 C;

B. PERSONNEL DE MAITRISE, DE METIER ET DE SERVICE

1 des 2 emplois d'ouvrier qualifié est rémunéré par l'échelle de traitement 42 E;

1 des 2 emplois d'ouvrier qualifié est rémunéré par l'échelle de traitement 42 C.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 13 avril 1995 portant exécution de l'arrêté royal du 6 avril 1995 fixant le cadre organique de la Banque-carrefour de la sécurité sociale est abrogé.

N. 97 — 1517

[S - C - 22472]

24 JUNI 1997. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 juni 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juni 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op het gemotiveerd advies van het Basisoverlegcomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, gegeven op 27 november 1996;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op het advies van de afgevaardigde van de Minister van Financiën, gegeven op 3 april 1996 en 10 februari 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 april 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 april 1997,

Besluit :

Artikel 1. De betrekkingen opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 juni 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid worden onderverdeeld als volgt :

A. ADMINISTRATIEF PERSONEEL

1 van de 3 betrekkingen van adviseur wordt bezoldigd in de weddeschaal 13 B;

de betrekking van actuaire kan bezoldigd worden in de weddeschaal 10 E of in de volgende weddeschaal : 1.205.758;

2 van de 6 betrekkingen van adjunct-adviseur worden bezoldigd in de weddeschaal 10 C;

de betrekking van vertaler-revisor kan bezoldigd worden in de weddeschaal 10 C;

2 van de 7 betrekkingen van programmeringsanalyst worden bezoldigd in de weddeschaal 28 L;

de betrekking van eerstaanwezend vertaler kan bezoldigd worden in de weddeschaal 28 I;

de betrekking van eerstaanwezend directiesecretaris kan bezoldigd worden in de weddeschaal 28 B;

1 van de 4 betrekkingen van bestuurschef wordt bezoldigd in de weddeschaal 22 B;

1 van de 12 betrekkingen van klerk wordt bezoldigd in de weddeschaal 30 I;

3 van de 12 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30 H;

2 van de 12 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30 F;

1 van de 4 betrekkingen van beambte kan bezoldigd worden in de weddeschaal 42 E;

1 van de 4 betrekkingen van beambte wordt bezoldigd in de weddeschaal 42 D;

1 van de 4 betrekkingen van beambte wordt bezoldigd in de weddeschaal 42 C;

B. MEESTERS-, VAK- EN DIENSTPERSONEEL

1 van de 2 betrekkingen van geschoold arbeider wordt bezoldigd in de weddeschaal 42 E;

1 van de 2 betrekkingen van geschoold arbeider wordt bezoldigd in de weddeschaal 42 C.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 13 april 1995 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 6 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid wordt opgeheven.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 19 juin 1997 fixant le cadre organique de la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Bruxelles, le 24 juin 1997.

Mme M. DE GALAN

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 19 juni 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Brussel, 24 juni 1997.

Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1518

[C - 97/22456]

5 MAI 1997. — Règlement modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

Le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 22, 11°;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 9ter, § 1^{er}, 1°, 2° et 10°;

Après en avoir délibéré au cours de sa réunion du 5 mai 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 9ter, § 1^{er}, 1°, 2° et 10° de l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, l'alinéa suivant est inséré in fine :

« Le certificat médical, prévu à l'article 8, § 6, 4° de la nomenclature des prestations de santé doit être conforme au modèle repris à l'annexe 77. ».

Art. 2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juin 1997.

Bruxelles, le 5 mai 1997.

Le Fonctionnaire dirigeant,

F. Praet.

Le Président,

D. Sauer.

N. 97 — 1518

[C - 97/22456]

5 MEI 1997. — Verordening tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

Het Comité van de Verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 22, 11°;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op het artikel 9ter, § 1, 1°, 2° en 10°;

Na daarover te hebben beraadslaagd in zijn vergadering van 5 mei 1997,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 9ter, § 1, 1°, 2° en 10° van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wordt in fine het volgende lid ingevoegd :

« Het geneeskundig getuigschrift waarin is voorzien in artikel 8, § 6, 4° van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen moet conform het model opgenomen in bijlage 77 zijn. ».

Art. 2. Deze verordening treedt in werking op 1 juni 1997.

Brussel, 5 mei 1997.

De leidend Ambtenaar,

F. Praet.

De Voorzitter,

D. Sauer.

ANNEXE 77

Nécessité de toilette pour personne désorientée dans le temps et dans l'espace

Je soussigné, docteur en médecine, certifie que

M. - Mme doit être considéré(e) comme désorienté(e) dans le temps et dans l'espace étant donné qu'il (elle) souffre de démence moyenne ou grave (*) sur l'échelle de gravité suivante :

- | | | |
|--------------------------|-----------|--|
| <input type="checkbox"/> | Légère : | Malgré une altération significative des activités professionnelles ou sociales, le sujet garde la capacité de vivre de façon indépendante, son hygiène personnelle étant satisfaisante et ses capacités de jugement relativement intactes. |
| <input type="checkbox"/> | Moyenne : | Vivre de façon indépendante est aléatoire et une certaine surveillance s'impose. |
| <input type="checkbox"/> | Grave : | Les activités quotidiennes sont si altérées que le sujet doit être surveillé en permanence; il est par exemple incapable d'observer une hygiène personnelle minimale; très incohérent ou mutique. |

Date,

Cachet

Signature.

(*) (Echelle extraite du DSM III - R - American psychiatric association : Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux, 3^e édition, révisée. Washington, DC, 1987)

Vu pour être annexé au Règlement du 5 mai 1997 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Le Fonctionnaire dirigeant,

F. Praet.

Le Président,

D. Sauer.

BIJLAGE 77

Noodzakelijkheid van een toilet voor een persoon die gedesoriënteerd is in tijd en ruimte.

Ik ondergetekende, dokter in de geneeskunde, verklaar dat

de heer - Mevr dient te worden beschouwd als gedesoriënteerd in tijd en ruimte gezien hij/zij lijdt aan middelmatige of ernstige (*) dementie op de volgende zwaarteeschaal :

- | | |
|--|---|
| Licht : | Ondanks een beduidende verstoring van de beroeps- of sociale activiteiten behoudt de betrokkene zijn vermogen om zelfstandig te leven aangezien zijn persoonlijke hygiëne bevredigend is en zijn vermogen tot oordelen intact is. |
| <input type="checkbox"/> Middelmatig : | Zelfstandig leven is riskant en een zekere mate van toezicht is noodzakelijk. |
| <input type="checkbox"/> Ernstig : | De dagelijkse bezigheden zijn zó verstoord dat de betrokkene bestendig onder toezicht moet blijven; hij is bijvoorbeeld niet in staat tot een minimum aan persoonlijke hygiëne; hij is zeer incoherent of lijdt aan mutisme. |

Datum,
Stempel
Handtekening

(*) (Schaal afkomstig uit DSM III - R - American psychiatric association : Diagnostische en statistische handleiding van de mentale stoornissen, 3^e herziene uitgave. Washington, DC, 1987)

Gezien om te worden gevoegd bij de Verordening van 5 mei 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

De leidend Ambtenaar,
F. Praet.

De Voorzitter,
D. Sauer.

F. 97 — 1519

[C - 97/22455]

26 MAI 1997. — Règlement modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

Le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 22, 11°;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 9ter, § 1^{er}, 7° et § 14;

Après en avoir délibéré au cours de ses réunions des 23 décembre 1996 et 26 mai 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 9ter, § 1^{er}, 7°, premier alinéa, de l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, tels que modifié à ce jour, les termes « , les opticiens » sont supprimés.

Art. 2. Dans l'article 9ter, § 1^{er}, 7°, du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas premier et deux :

« Une attestation de fourniture, conforme au modèle, repris à l'annexe 13 Z, lorsqu'il s'agit des prestations fournies par les opticiens. ».

Art. 3. Le présent Règlement entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur Belge*.

Bruxelles, le 26 mai 1997.

Le Fonctionnaire dirigeant,
F. Praet.

Le Président,
D. Sauer.

N. 97 — 1519

[C - 97/22455]

26 MEI 1997. — Verordening tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

Het Comité van de Verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 22, 11°;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op het artikel 9ter, § 1, 7° en § 14;

Na daarover te hebben beraadslaagd in zijn vergaderingen van 23 december 1996 en 26 mei 1997,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 9ter, § 1, 7°, eerste lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, zoals tot nog toe gewijzigd, wordt de term « , opticiens » geschrapt.

Art. 2. In artikel 9ter, § 1, 7°, van hetzelfde besluit, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Een getuigschrift van aflevering, conform het model, vervat in bijlage 13 Z, wanneer het gaat om verstrekkingen verleend door de opticiens. ».

Art. 3. Deze verordening treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 26 mei 1997.

De leidend Ambtenaar,
F. Praet.

De Voorzitter,
D. Sauer.

A compléter par le titulaire

Annexe 13 Z

Apposer une vignette de l'O.A.

Nom et prénom du titulaire/patient :
 Organisme assureur :
 Numéro d'inscription :
 Adresse du titulaire :

ATTESTATION DE FOURNITURES DESTINEE AUX OPTICIENS

A remplir par le dispensateur de soins

Nom et prénom du patient :
 Date de naissance du patient :

Dénomination et quantité	N° de la nomenclature	Lettre-clé et coefficient	Prix réclamé	Prix nomenclature	Interv. bénéficiaire Montant A.M. 21.1.94	O.A. Interv.	Casa réservée à l'O.A.
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Date de la fourniture :/...../19.....

Prescrit par La prescription est annexée ou a été autorisée par le
 en date du/...../..... médecin-conseil le/...../19.....
 N° d'identification I.N.A.M.I. du prescripteur : / / /

Si le patient est hospitalisé : N° de l'établissement : / / /
 Service :

Nom et prénom du dispensateur de soins :
 N° d'identification : / / /
 Nom de l'entreprise :
 Rue et n° :
 Commune et code postal :
 Registre de Commerce :

Je certifie avoir reçu la(les) prestation(s) susmentionnée(s) : n°
 Date :/...../19..... Signature :

⁽¹⁾ Biffer la mention inutile. La présente est payable par l'organisme assureur ⁽¹⁾
 au compte n° / / /

Cadre réservé à l'organisme assureur : Je confirme avoir personnellement effectivement essayé et/ou
 adapté et délivré la (les) prestation(s) susmentionnée(s)
 Date et signature du dispensateur de soins

Vu pour être annexé au Règlement du 26 mai 1997 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Le Fonctionnaire dirigeant, Le Président,
 F. PRAET. D. SAUER.

Te vervullen door de gerechtigde
Kleefbriefje V.I. aanbrengen

Bijlage 13 Z

Naam en voornaam van de gerechtigde/patiënt :
Verzekeringsinstelling :
Inschrijvingsnummer :
Adres van de gerechtigde :

GETUIGSCRIFT VAN AFLEVERING BESTEMD VOOR DE OPTICIENS

In te vullen door de zorgverlener

Naam en voornaam van de patiënt :
Geboortedatum van de patiënt :

Benaming en hoeveelheid	Nummer van de nomenclatuur	Sleutelletter en coëfficiënt	Aange-rekende prijs	Nomen-clatuur-prijs	Tussen-komst rechth. Bedrag M.B. 21.1.94	Tus-sen-komst V.I.	Vak voor de V.I.
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Datum van de levering :/...../19.....

Voorgeschreven door op datum van/...../.....
Inschrijvingsnr. R.I.Z.I.V. van de voorschrijver : / /
Het voorschrift gaat hierbij of is toegestaan door de adviserend geneesheer op/...../19.....

Voor gehospitaliseerde patiënten : Nr. van de instelling : / /
Dienst :

Naam en voornaam van de zorgverlener :
Inschrijvingsnummer : /
Naam van de onderneming :
Straat en nr. :
Gemeente en postnummer :
Handelsregister :

Ik bevestig (de) bovenvermeld(e) verstrekking(en) te hebben ontvangen : nr.
Datum :/...../19..... Handtekening :

⁽¹⁾ Schrappen wat niet past. Dit getuigschrift is betaalbaar door de verzekeringsinstelling ⁽¹⁾ op rekeningnummer
.....

Vak voor de verzekeringsinstelling :
Ik bevestig dat ik (de) bovenvermelde verstrekking(en) persoonlijk daadwerkelijk heb gepast en/of aangepast en afgeleverd.
Datum en handtekening van de zorgverlener

Gezien om te worden gevoegd bij de Verordening van 26 mei 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963, houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

De Leidend Ambtenaar, F. PRAET. De Voorzitter, D. SAUER.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1520

[C - 97/35861]

**17 JUNI 1997. — Besluit van de Vlaamse regering
tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 27 juni 1990
tot vaststelling en indeling van de ambten in het buitengewoon onderwijs**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 1991, 23 oktober 1991, 9 april 1992, 28 april 1993, 1 december 1993, 15 december 1993, 21 december 1994, 19 april 1995 en 8 juli 1996, inzonderheid op artikel 3, 9°;

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 1991, 9 april 1992, 28 april 1993, 15 december 1993, 21 december 1994, 19 april 1995 en 8 juli 1996, inzonderheid op artikel 5, 11°;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 27 juni 1990 tot vaststelling en indeling van de ambten in het buitengewoon onderwijs, zoals gewijzigd bij besluit van de Vlaamse regering van 13 mei 1992;

Gelet op het protocol van 27 mei 1997 houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité X en de onderafdeling "Vlaamse Gemeenschap" van afdeling 2 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het protocol van 27 mei 1997 houdende de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in het overkoepelend onderhandelingscomité van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 25 april 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 in werking treedt op 1 september 1997.

Hetzelfde geldt voor de eerste reeks uitvoeringsbesluiten.

Het is voor de organisatie van het schooljaar 1997-1998 en voor de rechtszekerheid van schoolbesturen, directies en personeelsleden essentieel dat zij zo snel mogelijk uitsluitel krijgen over de nieuw toe te passen regelgeving;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 5 juni 1997 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In artikel 3, § 1, van het besluit van de Vlaamse regering van 27 juni 1990 tot vaststelling en indeling van de ambten in het buitengewoon onderwijs, worden de woorden : "bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1^o", vervangen door : "voor buitengewoon secundair onderwijs".

§ 2. Aan artikel 3 van het voormeld besluit van 27 juni 1990 wordt een § 5 toegevoegd luidend als volgt : "§ 5. De wervingsambten van het paramedisch, medisch, sociaal, psychologisch en orthopedagogisch personeel in het buitengewoon kleuter-, lager en basisonderwijs worden vastgesteld als volgt :

1° paramedisch personeel :

- logopedist;
- kinesitherapeut;
- ergotherapeut;
- verpleger;
- kinderverzorger;

2° sociaal personeel :

- maatschappelijk werker;

3° medisch personeel :

- arts;

4° psychologisch personeel :

- psycholoog;

5° orthopedagogisch personeel :

- orthopedagoog.

Er zijn geen selectie-, noch bevorderingsambten."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 september 1997.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 17 juni 1997.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE
De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

—
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 97 — 1520

[C - 97/35861]

**17 JUIN 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand
portant modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 juin 1990
déterminant et classant les fonctions dans l'enseignement spécial**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'Enseignement communautaire, modifié par les décrets des 17 juillet 1991, 23 octobre 1991, 9 avril 1992, 28 avril 1993, 1^{er} décembre 1993, 15 décembre 1993, 21 décembre 1994, 19 avril 1995 et 8 juillet 1996, notamment l'article 3, 9°;

Vu le décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés, modifié par les décrets des 17 juillet 1991, 9 avril 1992, 28 avril 1993, 15 décembre 1993, 21 décembre 1994, 19 avril 1995 et 8 juillet 1996, notamment l'article 5, 11°;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 juin 1990 déterminant et classant les fonctions dans l'enseignement spécial, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 mai 1992;

Vu le protocole du 27 mai 1997 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X et de la sous-section « Communauté flamande » de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole du 27 mai 1997 portant les conclusions des négociations menées au sein du comité coordinateur de négociation de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, donné le 25 avril 1997;

Vu l'urgence, motivée par le fait que le décret relatif à l'enseignement fondamental du 25 février 1997 entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Cette urgence concerne également la première série d'arrêtés d'exécution.

Il est essentiel pour l'organisation de l'année scolaire 1997-1998 et pour la sécurité juridique des autorités scolaires, directions et membres du personnel de leur donner au plus vite une réponse définitive quant à la nouvelle réglementation à mettre en application;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 5 juin 1997 par application de l'article 84, premier alinéa, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 juin 1990 déterminant et classant les fonctions dans l'enseignement spécial, les mots : « visé à l'article 1^{er}, premier alinéa, 1° » sont remplacés par : « pour l'enseignement secondaire spécial ».

§ 2. A l'article 3 de l'arrêté du 27 juin 1990 précité, est ajouté un § 5 rédigé comme suit : « § 5. Les fonctions de recrutement du personnel paramédical, médical, social, psychologique et orthopédagogique dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental sont fixées comme suit :

1° le personnel paramédical :

- orthophoniste;
- kinésithérapeute;
- ergothérapeute;
- infirmier;
- puériculteur;

2° le personnel social :

- assistant social;

3° le personnel médical :

- médecin;

4° le personnel psychologique :

- psychologue;

5° le personnel orthopédagogique :

- orthopédagogue.

Il n'y a pas de fonctions de sélection ni de fonctions de promotion. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 17 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 1521

[S - C - 97/2925]

6 JUIN 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant les modifications des statuts organiques et du règlement général de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lettres patentes de l'Impératrice Marie-Thérèse érigeant la Société littéraire de Bruxelles en Académie impériale et royale des Sciences et Belles-Lettres, octroyées le 16 décembre 1772;

Vu la loi du 2 août 1924 accordant la personnification civile à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et à l'Académie royale de Médecine, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1845 portant réorganisation et décrétant les statuts organiques de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, notamment l'article 4 modifié par l'arrêté royal du 4 août 1925 et l'arrêté royal du 19 octobre 1961, l'article 17 et l'article 24 modifiés par l'arrêté royal du 21 septembre 1970;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1845 décrétant le règlement général de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, notamment les articles 4, 5, 16 modifiés par l'arrêté royal du 4 août 1925;

Vu le vote des trois classes de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique réunies en assemblée générale le 4 décembre 1995;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 13 février 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 27 février 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Arrête :

Article 1^{er}. Est approuvée la décision prise par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique de modifier comme indiqué ci-après les statuts organiques de l'Académie :

L'article 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Chaque Classe est composée de trente membres.

Elle compte, outre ceux-ci, cinquante associés étrangers, vingt correspondants régnicoles et, le cas échéant, des membres hors cadre. »

Un article *8bis*, rédigé comme suit, est inséré :

« Article *8bis*. Tout membre d'une Classe peut demander à devenir membre hors cadre.

Après qu'il a été pris acte de cette demande, sa place vient à vaquer.

Un membre hors cadre dispose, au sein de l'Académie, des prérogatives d'un associé. »

Art. 2. Est approuvée la décision prise par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique de modifier comme indiqué ci-après le règlement général de l'Académie :

Dans l'article 4, l'alinéa suivant est inséré entre les troisième et quatrième alinéas :

« Les membres hors cadre peuvent prendre part au Comité secret et y donner les avis à titre consultatif ».

L'article 4, quatrième alinéa, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les associés et les correspondants peuvent, eux aussi, prendre part au Comité secret et y donner leur avis à titre consultatif, mais seulement dans le cas de l'élection d'un membre associé ou correspondant ».

L'article 5, deuxième alinéa, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les membres hors cadre, les associés et les correspondants peuvent prendre part au Comité secret et y donner leur avis dans les mêmes conditions qu'à l'article 4 ».

L'article 16 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. Les membres, les membres hors cadre, les correspondants et les associés résidant en Belgique ont droit à un jeton de présence, ainsi qu'à une indemnité pour frais de séjour et de parcours pour chacune des séances, de quelque nature, auxquelles ils assistent. Les associés ne résidant pas en Belgique ont droit lorsqu'ils sont invités à une séance de l'Académie, à un jeton de présence ainsi qu'à une indemnité de séjour et de parcours à l'intérieur du pays ».

Art. 3. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juin 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, des Sports et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1521

[S - C - 97/29254]

6 JUNI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de wijzigingen in het organiek statuut en het algemeen reglement van de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de privilegebrieven van Keizerin Maria-Teresia tot omvorming van het letterkundig genootschap van Brussel tot keizerlijke-koninklijke Academie voor Wetenschappen en Letteren, toegekend op 16 december 1772;

Gelet op de wet d.d. 2 augustus 1924 waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten, aan de Vlaamse Koninklijke Academie, aan de Academie royale de Langue et de Littérature françaises en aan de Koninklijke Academie voor Geneeskunde, inz. op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 1 december 1845 houdende herschikking en uitvaardiging van het organiek statuut voor de Koninklijke Academie voor Wetenschappen en Schone Kunsten van België, inz. op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 4 augustus 1925 en het koninklijk besluit d.d. 19 oktober 1961, op artikel 17 en op artikel 24, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 21 september 1970;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 1 december 1845 waarbij het algemeen reglement van de Koninklijke Academie voor Wetenschappen Letteren en Schone Kunsten van België wordt uitgevaardigd, inz. op de artikelen 4, 5, 16 gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 4 augustus 1925;

Gelet op de stemming van de drie klassen van de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België die een gezamenlijke algemene vergadering hielden op 4 december 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 13 februari 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 27 februari 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

Artikel 1. Wordt goedgekeurd de door de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten genomen beslissing om, zoals hieronder vermeld, het organiek statuut van de Academie te wijzigen :

Artikel 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 4 : Elke klasse bestaat uit dertig leden. Ze telt, naast laatstgenoemden, vijftig buitenlandse vennoten, twintig berichtgevers die in het koninkrijk vertoeven en, desnoods, leden buiten kader. »

Een artikel *8bis* dat luidt als volgt wordt ingelast :

« Artikel *8bis*. Elk lid van een klasse mag vragen om lid buiten kader te worden. Nadat akte hiervan werd genomen, staat de post open. Een lid buiten kader beschikt in de Academie over de voorrechten van een vennoot. »

Art. 2. Wordt goedgekeurd de door de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België genomen beslissing om zoals hieronder vermeld, het algemeen reglement van de Academie te wijzigen :

In artikel 4 wordt het volgend lid ingelast tussen het derde en het vierde lid :

« De leden buiten kader mogen aan het Geheimcomité deelnemen en er hun mening op adviserende wijze bekend te maken. »

Artikel 4, 4e lid, wordt door het volgende lid vervangen :

« De vennoten en de berichtgevers mogen ook aan het Geheimcomité deelnemen en er hun mening op adviserende wijze bekendmaken, maar enkel in het geval van de verkiezing van een geassocieerd lid of berichtgever. »

Artikel 5, 2e lid, wordt door het volgend lid vervangen :

« De leden buiten kader, de vennoten en de berichtgevers mogen aan het Geheimcomité deelnemen en er hun mening bekendmaken onder dezelfde voorwaarden als onder artikel 4. »

Artikel 16 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 16 : de leden, de leden buiten kader, de berichtgevers en de vennoten die in België vertoeven hebben recht op een presentiepenning, alsmede op een vergoeding voor verblijf- en vervoerkosten voor elke vergadering, wat de aard ervan ook weze, die zij bijwonen. de vennoten die niet in België vertoeven, hebben recht wanneer zij op een vergadering van de Academie worden uitgenodigd, op een presentiepenning, alsmede op een vergoeding voor verblijf- en vervoerkosten binnen het land. »

Art. 3. De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juni 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9632]

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 14 juillet 1997 sont nommés conseiller à la cour d'appel de Bruxelles :

— M. Maes, L., juge d'instruction au tribunal de première instance de Nivelles;

— M. De Ruyver, Y., juge d'instruction au tribunal de première instance de Bruxelles;

— M. Saint-Remy, P., juge des saisies au tribunal de première instance de Bruxelles.

—

Par arrêtés royaux du 15 juillet 1997 :

— Mme De Turck, N., avocat, est nommée juge au tribunal de première instance de Gand.

— Mme De Bruyne, D., avocat, est nommée substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Termonde.

— M. Maes, J., substitut de l'auditeur militaire, est nommé juge au tribunal de police de Bruxelles.

—

Par arrêté royal du 17 juillet 1997, Mme Verstreken, S., avocat, est nommée juge au tribunal de première instance de Bruxelles.

—

Par arrêté royal du 17 juillet 1997, produisant ses effets le 16 juillet 1997, M. De Cordier, P., avocat, juge suppléant au tribunal de police de Gand, est nommé juge à ce tribunal.

—

Par arrêté royal du 18 juillet 1997, M. de Formanoir de la Cazerie (Ecuyer E.), avocat, est nommé substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles.

—

Par arrêtés royaux du 15 juillet 1997 sont nommés juges suppléant :

— au tribunal de première instance de Charleroi :
M. Liénard, Ph., avocat.

— au tribunal de commerce de :

— Charleroi :

M. Grofils, B., avocat.

— Tournai :

M. Mercier O., avocat.

— à la justice de paix du second canton de Saint-Nicolas :

Mme Joos, Cl., avocat.

— au tribunal de police d'Anvers :

Mme Hendrickx, F., avocat.

—

Par arrêté royal du 3 juin 1997, la désignation de M. Leys, J.-C., juge au tribunal de première instance de Bruxelles, aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans, prenant cours le 13 août 1997.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9632]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 14 juli 1997 zijn benoemd tot raadsheer in het hof van beroep te Brussel :

— de heer Maes, L., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel;

— de heer De Ruyver, Y., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

— de heer Saint-Remy, P., beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

—

Bij koninklijke besluiten van 15 juli 1997 :

— is Mevr. De Turck, N., advocaat, benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

— is Mevr. De Bruyne, D., advocaat, benoemd tot substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde.

— is de heer Maes, J., substituut-krijgsauditeur, benoemd tot rechter in de politierechtbank te Brussel.

—

Bij koninklijk besluit van 17 juli 1997 is Mevr. Verstreken, S., advocaat, benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

—

Bij koninklijk besluit van 17 juli 1997, dat uitwerking heeft met ingang van 16 juli 1997, is de heer De Cordier, P., advocaat, plaatsvervangend rechter in de politierechtbank te Gent, benoemd tot rechter in deze rechtbank.

—

Bij koninklijk besluit van 18 juli 1997 is de heer de Formanoir de la Cazerie (Jonkheer E.), advocaat, benoemd tot substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

—

Bij koninklijke besluiten van 15 juli 1997 zijn benoemd tot plaatsvervangend rechter :

— in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi :

de heer Liénard, Ph., advocaat.

— in de rechtbank van koophandel te :

— Charleroi :

de heer Grofils, B., advocaat.

— Doornik :

de heer Mercier, O., advocaat.

— in het vredegericht van het tweede kanton Sint-Niklaas :

Mevr. Joos, Cl., advocaat.

— in de politierechtbank te Antwerpen :

Mevr. Hendrickx, F., advocaat.

—

Bij koninklijk besluit van 3 juni 1997 is de aanwijzing van de heer Leys, J.-C., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, tot het ambt van onderzoeksrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar met ingang van 13 augustus 1997.

[97/9633]

Notariat

Par arrêté royal du 10 juillet 1997 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Cambier, L. de ses fonctions de notaire à la résidence de Mouscron.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

—

Par arrêtés royaux du 15 juillet 1997 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Kuijpers, P. de ses fonctions de notaire à la résidence de Heverlee (Louvain).

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

— M. Kuijpers, H., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence de Heverlee (Louvain).

—

Par arrêté royal du 18 juillet 1997, M. Herbay, M., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence de Mouscron.

[97/9633]

Notariaat

Bij koninklijk besluit van 10 juli 1997 is aan de heer Cambier, L., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Moeskroen.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

—

Bij koninklijke besluiten van 15 juli 1997 :

— is aan de heer Kuijpers, P., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Heverlee (Leuven).

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

— is de heer Kuijpers, H., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Heverlee (Leuven).

—

Bij koninklijk besluit van 18 juli 1997 is de heer Herbay, M., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Moeskroen.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[C - 97/22379]

**24 AVRIL 1997. — Arrêté ministériel
portant nomination de membres correspondants
de la Commission de la Pharmacopée**

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1960, instituant une nouvelle Commission de la Pharmacopée, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1977, notamment l'article 2;

Sur la proposition de la Commission de la Pharmacopée,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont nommés membres correspondants de la Commission de la Pharmacopée, jusqu'au 19 janvier 2001 :

BEAUFAYS, J.P., pharmacien d'industrie;

BOCK, C., pharmacien d'industrie;

BONNARD, J., pharmacien, chef de travaux à l'Université de Liège;

BORENSZTEJN, C., épouse KAHN, pharmacien d'industrie;

BRAECKMAN, G., pharmacien;

CANTINEAU, R., pharmacien d'industrie;

CELIS, P., pharmacien;

CHARLIER, F., épouse PROHOROFF, pharmacien d'industrie;

CLAES, P., docteur en sciences chimiques, professeur à la "Katholieke Universiteit Leuven";

CRAENHAELS, E., docteur en sciences chimiques;

CROMMEN, J., pharmacien, professeur à l'Université de Liège;

DANDACHI, A., pharmacien d'industrie;

DECLERCK, P., pharmacien, professeur à la "Katholieke Universiteit Leuven";

DE CUYPER, V., pharmacien d'industrie;

DELPORTE, J.P., pharmacien d'hôpital, professeur à l'Université de Liège;

DEMEESTER, J., pharmacien, professeur à la "Universiteit Gent";

DEMUYLDER, J.A., pharmacien d'industrie;

DEPOVERE, P., pharmacien, chef de travaux à l'Université Catholique de Louvain;

DESMIDT, C., pharmacien;

DEVLEESCHOUWER, M., pharmacien, professeur à l'Université libre de Bruxelles;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 97/22379]

**24 APRIL 1997. — Ministerieel besluit
houdende benoeming van corresponderende leden
van de Farmacopeecommissie**

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1960, houdende instelling van een nieuwe Farmacopeecommissie, gewijzigd door het koninklijk besluit van 31 maart 1977, inzonderheid op artikel 2;

Op voorstel van de Farmacopeecommissie,

Besluit :

Artikel 1. Worden benoemd tot corresponderende leden van de Farmacopeecommissie tot 19 januari 2001 :

BEAUFAYS, J.P., industrie-apotheker;

BOCK, C., industrie-apotheker;

BONNARD, J., apotheker, werkleider aan de "Université de Liège";

BORENSZTEJN, C., echtgenote KAHN, industrie-apotheker;

BRAECKMAN, G., apotheker;

CANTINEAU, R., industrie-apotheker;

CELIS, P., apotheker;

CHARLIER, F., echtgenote PROHOROFF, industrie-apotheker;

CLAES, P., doctor in de scheikundige wetenschappen, hoogleraar aan de Katholieke Universiteit Leuven;

CRAENHAELS, E., doctor in de scheikundige wetenschappen;

CROMMEN, J., apotheker, hoogleraar aan de "Université de Liège";

DANDACHI, A., industrie-apotheker;

DECLERCK, P., apotheker, hoogleraar aan de Katholieke Universiteit Leuven;

DE CUYPER, V., industrie-apotheker;

DELPORTE, J.P., ziekenhuisapotheker, hoogleraar aan de "Université de Liège";

DEMEESTER, J., apotheker, hoogleraar aan de Universiteit Gent;

DEMUYLDER, J.A., industrie-apotheker;

DEPOVERE, P., apotheker, werkleider aan de "Université Catholique de Louvain";

DESMIDT, C., apotheker;

DEVLEESCHOUWER, M., apotheker, hoogleraar de "Université libre de Bruxelles";

DOBBELAER, R., docteur en sciences chimiques, chef de section à l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie;

DREYFUS, E., pharmacien d'industrie;

EVARD, B., pharmacien, assistante à l'Université de Liège;

FALLAIS, Ch., pharmacien d'industrie;

FILS, F., pharmacien, maître de conférences à l'Université Catholique de Louvain;

FORIERS, A., docteur en sciences chimiques, professeur à la "Vrije Universiteit Brussel";

GOOSSENS, A., épouse DOOMS, pharmacien, professeur à la "Katholieke Universiteit Leuven";

GUSTIN, P., docteur en médecine vétérinaire, maître de conférences à l'Université de Liège;

HANOCQ, M., pharmacien, professeur à l'Université libre de Bruxelles;

HANQUIN, J.M., pharmacien;

HANSELAER, R., docteur en sciences chimiques;

HOET, P., docteur en sciences chimiques;

HOYOIS, J., pharmacien, chef de travaux à l'Université libre de Bruxelles;

HUBERT, Ph., pharmacien, premier assistant à l'Université de Liège;

KAUFFMANN, J.M., pharmacien, professeur à l'Université libre de Bruxelles;

KINGET, R., pharmacien, professeur à la "Katholieke Universiteit Leuven";

KUPPERS, H.V., pharmacien d'industrie;

LAEKEMAN, G., pharmacien, professeur à la "Katholieke Universiteit Leuven";

LAMENS, R., pharmacien;

LAUWERS, A., docteur en sciences chimiques, professeur à la "Université Gent";

LEUNEN, J., docteur en médecine vétérinaire, directeur honoraire de l'Institut national de Recherches vétérinaires;

LOUIS, P., pharmacien;

LUDWIG, A., pharmacien, professeur à la "Universitaire Instelling Antwerpen";

MASSART, D.L., docteur en sciences chimiques, professeur à la "Vrije Universiteit Brussel";

MELLA, C., épouse FLAMEND, pharmacien d'industrie;

MOERMAN, E., pharmacien, agrégé de faculté à la "Université Gent";

MOES, A.J., pharmacien, professeur à l'Université libre de Bruxelles;

SCOUVART, J., pharmacien d'industrie;

SWINNE, C., pharmacien, lieutenant colonel;

TITS, M., épouse CHIERICI, pharmacien, chef de travaux à l'Université de Liège;

TOTTE, J., pharmacien, chargé de cours à la "Universitaire Instelling Antwerpen";

THIRION, A., docteur en médecine humaine;

TROMMELMANS, P., pharmacien d'industrie;

VANDAMME, E., docteur en sciences biologiques, professeur à la "Université Gent";

VAN GYSEGHEM, D., pharmacien d'industrie;

VANHAELEN, M., pharmacien, professeur à l'Université libre de Bruxelles;

VAN ROMPAY, J., licencié en sciences chimiques;

VERBEECK, R., pharmacien, professeur à l'Université Catholique de Louvain;

VERBRUGGEN, A., pharmacien, professeur à la "Katholieke Universiteit Leuven";

VERCRUYSSSE, A., pharmacien, professeur à la "Vrije Universiteit Brussel";

VIOLON, C., épouse DE JONGE, pharmacien d'industrie;

DOBBELAER, R., doctor in de scheikundige wetenschappen, diensthoofd aan het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie;

DREYFUS, E., industrie-apotheker;

EVARD, B., apotheker, assistent aan de "Université de Liège";

FALLAIS, Ch., industrie-apotheker;

FILS, F., apotheker, lector aan de "Université Catholique de Louvain";

FORIERS, A., doctor in de scheikundige wetenschappen, hoogleraar aan de Vrije Universiteit Brussel;

GOOSSENS, A., echtgenote DOOMS, apotheker, hoogleraar aan de Katholieke Universiteit Leuven;

GUSTIN, P., doctor in de veeartsenijkunde, lector aan de "Université de Liège";

HANOCQ, M., apotheker, hoogleraar aan de "Université libre de Bruxelles";

HANQUIN, J.M., apotheker;

HANSELAER, R., doctor in de scheikundige wetenschappen;

HOET, P., doctor in de scheikundige wetenschappen;

HOYOIS, J., apotheker, werkleider aan de "Université libre de Bruxelles";

HUBERT, Ph., apotheker, eerste assistent aan de "Université de Liège";

KAUFFMANN, J.M., apotheker, hoogleraar aan de "Université libre de Bruxelles";

KINGET, R., apotheker, hoogleraar aan de Katholieke Universiteit Leuven;

KUPPERS, H.V., industrie-apotheker;

LAEKEMAN, G., apotheker, hoogleraar aan de Katholieke Universiteit Leuven;

LAMENS, R., apotheker;

LAUWERS, A., doctor in de scheikundige wetenschappen, hoogleraar aan de Universiteit Gent;

LEUNEN, J., doctor in de veeartsenijkunde, ere-directeur van het Nationaal Instituut voor Diergeneeskundig Onderzoek;

LOUIS, P., apotheker;

LUDWIG, A., apotheker, hoogleraar aan de Universitaire Instelling Antwerpen;

MASSART, D.L., doctor in de scheikundige wetenschappen, hoogleraar aan de Vrije Universiteit Brussel;

MELLA, C., echtgenote FLAMEND, industrie-apotheker;

MOERMAN, E., apotheker, faculteitsgeaggregeerde aan de Universiteit Gent;

MOES, A.J., apotheker, hoogleraar aan de "Université libre de Bruxelles";

SCOUVART, J., industrie-apotheker;

SWINNE, C., apotheker, luitenant-kolonel;

TITS, M., echtgenote CHIERICI, apotheker, werkleider aan de "Université de Liège";

TOTTE, J., apotheker, docent aan de Universitaire Instelling Antwerpen;

THIRION, A., doctor in de geneeskunde;

TROMMELMANS, P., industrie-apotheker;

VANDAMME, E., doctor in de biologische wetenschappen, hoogleraar aan de Universiteit Gent;

VAN GYSEGHEM, D., industrie-apotheker;

VANHAELEN, M., apotheker, hoogleraar aan de "Université libre de Bruxelles";

VAN ROMPAY, J., licentiaat in scheikundige wetenschappen;

VERBEECK, R., apotheker, hoogleraar aan de "Université Catholique de Louvain";

VERBRUGGEN, A., apotheker, hoogleraar aan de Katholieke Universiteit Leuven;

VERCRUYSSSE, A., apotheker, hoogleraar aan de Vrije Universiteit Brussel;

VIOLON, C., echtgenote DE JONGE, industrie-apotheker;

VRANCKX, R., docteur en sciences chimiques, chef de section à l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 janvier 1996.

Art. 3. Les arrêtés ministériels des 21 décembre 1992 et 23 août 1994 portant nomination des membres correspondants de la Commission de la Pharmacopée sont abrogés.

Bruxelles, le 24 avril 1997.

M. COLLA

VRANCKX, R., doctor in de scheikundige wetenschappen, diensthoofd aan het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 20 januari 1996.

Art. 3. De ministeriële besluiten van 21 december 1992 en 23 augustus 1994 houdende benoeming van corresponderende leden van de Farmacopeecommissie worden opgeheven.

Brussel, 24 april 1997.

M. COLLA

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[S - C - 97/12578]

Règlement général pour la protection du travail Agrément de laboratoires (arrêté royal du 31 mars 1992)

Par arrêté ministériel du 7 juillet 1997, le laboratoire de Toxicologie industrielle des Cliniques universitaires Saint-Luc, clos Chapelle-aux-Champs 30.54, à 1200 Bruxelles, est agréé pour les actes suivants jusqu'au 31 décembre 1999 :

1. La détermination de la concentration de l'air en particules des fractions inhalables et alvéolaires respectivement par les méthodes TOXI-M507 et TOXI-M508 (prélèvement sélectif sur filtre; gravimétrie).

2. La détermination de la concentration de l'air en plomb métallique et ses composés ioniques par la méthode TOXI-M503 conformément à la méthode de référence reprise à l'annexe 1^{er} de l'article 148*decies* 2.5.6. du Règlement général pour la protection du travail (prélèvement sélectif sur filtre, dissolution, spectrophotométrie d'absorption atomique).

3. La détermination de la concentration de l'air en éléments, repris ci-dessous, présents dans la fraction inhalable des particules :

- cadmium, par la méthode TOXI-M501 (prélèvement sélectif sur filtre, dissolution, spectrophotométrie d'absorption atomique);

- chrome par la méthode TOXI-M502 (prélèvement sélectif sur filtre, dissolution, spectrophotométrie d'absorption atomique).

L'agrément couvre éventuellement d'autres éléments que ceux mentionnés au point 3 pour autant que :

- ces éléments soient déterminés par une méthode identique à l'une des deux méthodes mentionnées ci-dessus;

- l'extension de la méthode de détermination aux nouveaux éléments soit bien documentée au sein du laboratoire (courbe de calibration, interférences,...);

- le premier acte relatif à ces nouveaux éléments soit notifié par écrit à l'administration endéans le mois qui suit l'envoi du rapport au client.

4. La détermination de la concentration de l'air en benzène, toluène et n-hexane par la méthode TOXI-M504 (prélèvement actif sur charbon actif, désorption chimique, chromatographie en phase gazeuse).

5. La détermination de la concentration de l'air en benzène, toluène, o, m, p-xylènes, éthyl benzène et styrène par la méthode TOXI-M505 (prélèvement actif sur charbon actif, désorption chimique, chromatographie en phase gazeuse).

6. La détermination de la concentration de l'air en dichlorométhane, 1,1,1-trichloroéthane, trichloroéthylène et tétrachloroéthylène par la méthode TOXI-M506 (prélèvement actif sur charbon actif, désorption chimique, chromatographie en phase gazeuse).

L'agrément couvre éventuellement d'autres substances que celles mentionnées sous les points 4, 5 et 6 pour autant que :

- ces substances soient déterminées par une méthode identique à l'une des trois méthodes mentionnées ci-dessus;

- l'extension de la méthode de détermination aux nouvelles substances soit bien documentée au sein du laboratoire (courbe de calibration, facteur de récupération, interférences,...);

- le premier acte relatif à ces nouvelles substances soit notifié par écrit à l'administration endéans le mois qui suit l'envoi du rapport au client.

7. La détermination de la concentration de l'air en fibres d'asbeste selon la norme NBN T96-102 (méthode de la membrane filtrante et microscopie optique à contraste de phase).

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[S - C - 97/12578]

Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming Erkenning van laboratoria (koninklijk besluit van 31 maart 1992)

Bij ministerieel besluit van 7 juli 1997 is het laboratorium voor Industriële Toxicologie van de Universitaire Ziekenhuizen Saint-Luc, clos Chapelle-aux-Champs 30.54, te 1200 Brussel, erkend geworden voor de volgende verrichtingen tot 31 december 1999 :

1. De bepaling van de concentratie van de inhaleerbare en inadembare (alveolaire) deeltjesfractie in lucht respectievelijk volgens de methoden TOXI-M507 en TOXI-M508 (selectieve monsterneming op een filter, gravimetrie).

2. Meting van de concentratie van metallisch lood en ionverbindingen in lucht volgens de methode TOXI-M503 conform met de referentiemethode bedoeld in artikel 148*decies* 2.5.6. van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming (selectieve monsterneming van deeltjes op filter, oplossen van filter, atomaire absorptiespectrofotometrie).

3. Meting van de concentratie van hiernavermelde elementen in de inhaleerbare deeltjesfractie in lucht :

- cadmium, met methode TOXI-M501 (selectieve monsterneming van deeltjes op filter, oplossen van filter, atomaire absorptiespectrofotometrie).

- chroom, met methode TOXI-M502 (selectieve monsterneming van deeltjes op filter, oplossen van filter, atomaire absorptiespectrofotometrie).

De erkenning dekt eventueel ook andere elementen dan de onder punt 3 genoemde voor zover :

- ze met identiek als een van de twee hierboven vermelde methoden kunnen bepaald worden;

- de uitbreiding met deze andere elementen in huis gedocumenteerd is (ijkcurve, interferenties,...);

- het verrichten van de eerste metingen voor deze aspecten binnen de maand na het versturen van het rapport naar de klant, aan de administratie schriftelijk wordt gemeld.

4. Meting van de concentratie van benzeen, toluen en n-hexaan in lucht met methode TOXI-M504 (actieve monsterneming op actieve kool, desorptie met oplosmiddel, gaschromatografische analyse).

5. Meting van de concentratie van benzeen, toluen, o, m, p-xyleen, ethylbenzeen en styreen in lucht met methode TOXI-M505 (actieve monsterneming op actieve kool, desorptie met oplosmiddel, gaschromatografische analyse).

6. Meting van de concentratie van dichloormethaan, 1,1,1-trichloorethaan, trichloorethyleen en tetrachloorethyleen in lucht met methode TOXI-M506 (actieve monsterneming op actieve kool, desorptie met oplosmiddel, gaschromatografische analyse).

De erkenning dekt eventueel ook andere elementen dan de onder punt 4, 5 en 6 genoemde voor zover :

- ze met identiek dezelfde methode als een van de drie vermelde kunnen bepaald worden;

- de uitbreiding met deze andere stoffen in huis is gedocumenteerd (desorptie-efficiëntie, ijkcurve, interferenties,...);

- het verrichten van de eerste metingen van deze stoffen, binnen de maand na het versturen van het verslag naar de klant, aan de administratie wordt gemeld.

7. Meting van de concentratie van asbestvezels in lucht volgens de norm NBN T96-102 (membraanfiltermethode met optische en fasecontrastmicroscopie).

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Onderwijs

[S - C - 97/35921]

**Secundair onderwijs. — Oprichting van een nieuwe onderwijsinstelling
en nieuwe vestigingsplaatsen en structuuronderdelen in het secundair onderwijs**

Een besluit van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken van 20 juni 1997 bepaalt :

Artikel 1. De hieronder vermelde gesubsidieerde vrije secundaire onderwijsinstelling mag per 1 september 1997 worden opgericht via afsplitsing van een bestaande onderwijsinstelling, dewelke op zich ontstaat uit een fusie van afzonderlijke onderwijsinstellingen :

College Heilig Kruis - Sint-Ursula 1

hoofdvestigingsplaats : Eerste straat 19, 3680 Maaseik

bijkomende vestigingsplaats : Zandbergerstraat 21, 3680 Neeroeteren

Art. 2. § 1. De hieronder vermelde secundaire onderwijsinstellingen worden gemachtigd om vanaf 1 september 1996 de opgegeven nieuwe vestigingsplaatsen in te nemen :

1° Stedelijk Technisch Instituut "Tweebruggen"

Tweebruggenstraat 59, 9000 Gent

nieuwe bijkomende vestigingsplaats :

Abeelstraat 16, 9000 Gent

2° Middenschool St.-Jozef

Dorpsstraat 91, 3900 Overpelt

nieuwe bijkomende vestigingsplaats :

Jeugdlaan 4, 3900 Overpelt

§ 2. De hieronder vermelde secundaire onderwijsinstellingen worden gemachtigd om vanaf 1 september 1997 de opgegeven nieuwe vestigingsplaatsen in te nemen :

1° Koninklijk Technisch Atheneum van het Gemeenschapsonderwijs

Markgravenstraat 25, 2200 Herentals

nieuwe bijkomende vestigingsplaats, die hoofdvestigingsplaats wordt :

Augustijnenlaan 32, 2200 Herentals

2° Koninklijk Technisch Atheneum 1 van het Gemeenschapsonderwijs - centrum voor deeltijds beroepssecundair onderwijs

Leopold III-laan 1, 8400 Oostende

— nieuwe bijkomende vestigingsplaats :

De "Oesterput" - spuikom Oostende

Schietbaanstraat 86, 8400 Oostende

3° Gemeentelijk Atheneum Anderlecht

Sint-Guidostraat 73, 1070 Brussel

nieuwe bijkomende vestigingsplaats :

Leopold De Swaefstraat 38, 1070 Brussel

4° St.-Lucas Kunstsecundair

St.-Jozefstraat 35, 2018 Antwerpen

nieuwe bijkomende vestigingsplaats :

Instituut Onze-Lieve-Vrouw

Amerikalei 38, 2000 Antwerpen

5° St.-Lambertus Technisch Instituut 2

St.-Lambertusstraat 8, 2260 Westerlo

nieuwe hoofdvestigingsplaats :

Denis Voetsstraat 21, 2260 Westerlo

6° St.-Lambertus Middenschool 1

Denis Voetsstraat 21, 2260 Westerlo

nieuwe hoofdvestigingsplaats :

St.-Lambertusstraat 8, 2260 Westerlo

7° St.-Lambertus Middenschool 2

Denis Voetsstraat 21, 2260 Westerlo

nieuwe hoofdvestigingsplaats :

St.-Lambertusstraat 8, 2260 Westerlo

8° Sint-Guido Instituut Anderlecht Dokter

Jacobsstraat 67, 1070 Brussel

nieuwe bijkomende vestigingsplaats :

Dapperheidsplein 14A, 1070 Brussel

Art. 3. De hieronder vermelde secundaire onderwijsinstellingen mogen per 1 september 1997 de opgegeven structuuronderdelen programmeren :

- 1° Gemeentelijk Atheneum Anderlecht
Sint-Guidostraat 73, 1070 Brussel
nieuwe structuuronderdelen :
— tweede graad : Latijn-moderne talen A.S.O.
— derde graad : specialisatiejaar Kinderzorg B.S.O.
— derde graad : specialisatiejaar Thuis- en bejaardenzorg B.S.O.
2° Gemeentelijk Instituut voor Technisch Onderwijs
Heuvelstraat 59-65, 3090 Overijse
nieuw structuuronderdeel :
— derde graad : Publiciteitsgrafiek B.S.O.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[97/29226]

Département de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation

22 AVRIL 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant nomination des membres du Conseil général des Hautes Ecoles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement, notamment ses articles 5, § 1er, 9°, littera a, et 8;

Vu l'arrêté du 20 janvier 1997 du Gouvernement de la Communauté française créant le Conseil général des Hautes Ecoles en application de l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Il faut entendre par « arrêté du 20 janvier 1997 » : l'arrêté du 20 janvier 1997 du Gouvernement de la Communauté française créant le Conseil général des Hautes Ecoles en application de l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

Art. 2. Sont nommés membres effectifs du Conseil général des Hautes Ecoles en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 1°, littera a, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° Mme Thérèse Van Laethem-Mordant;
2° M. Pierre Gregoire;
3° M. Michel Badoux.

Sont nommés membres suppléants respectivement des membres effectifs visés à l'alinéa 1er, en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 1°, littera a, et alinéa 2, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° M. Jacques Lebegge;
2° M. Marcel Voisin;
3° M. Marcel Reekmans.

Art. 3. Sont nommés membres effectifs du Conseil général des Hautes Ecoles en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 1°, littera b, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° M. Daniel Chasse;
2° M. Ivan Fagnant;
3° Mme Monique Verrept;
4° M. Francis Peree.

Sont nommés membres suppléants respectivement des membres effectifs visés à l'alinéa 1er, en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 1°, littera b, et alinéa 2, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° M. Guy Baudot;
2° M. Maurice Lecerf;
3° M. Claude Willemart;
4° M. Patrick Dysseler.

Art. 4. Sont nommés membres effectifs du Conseil général des Hautes Ecoles en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 1°, littera c, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° M. Jean-Pol Frere;
2° Mme Anne-Marie Moniotte;
3° M. Charles Van Nuffelen;

- 4° M. Jacques Otte;
- 5° M. Bernard De Vlamminck;
- 6° M. Jacques Michel.

Sont nommés membres suppléants respectivement des membres effectifs visés à l'alinéa 1er, en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 1°, lettre c, et alinéa 2, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° M. Michel Tordoir;
- 2° M. Clément Vanwonderghem;
- 3° M. André Lhost;
- 4° M. André Petitjean;
- 5° M. Marcel Calomne;
- 6° M. Pierre Dupriez.

Art. 5. Est nommé membre effectif du Conseil général des Hautes Ecoles en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 1°, lettre d, de l'arrêté du 20 janvier 1997 : M. Raymond Vandeuuren.

Est nommé membre suppléant du membre effectif visé à l'alinéa 1er, en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 1° lettre d, et alinéa 2, de l'arrêté du 20 janvier 1997 : M. René Deweerdt.

Art. 6. Sont nommés membres effectifs du Conseil général des Hautes Ecoles en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° Mme Camille Dieu;
- 2° M. Didier Dupont;
- 3° M. Jean Leroy;
- 4° Mme Hélène Stoffen-Michel;
- 5° M. Daniel Authom;
- 6° Mme Marianne Lepersonne.

Sont nommés membres suppléants respectivement des membres effectifs visés à l'alinéa 1er, en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 2°, et alinéa 2, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° M. Robert Manchon;
- 2° Mme Christine Demaecker;
- 3° M. Jean-Benoît Cuvelier;
- 4° M. Gaston De La Haye;
- 5° M. Maurice Lapotre;
- 6° M. Jacques Rochez.

Art. 7. Sont nommés membres effectifs du Conseil général des Hautes Ecoles en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 3°, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° M. Nils Mertens;
- 2° M. Cédric Nils;
- 3° M. Mohamed Amenchar;
- 4° Mlle Anaïg Tounquet.

Sont nommés membres suppléants respectivement des membres effectifs visés à l'alinéa 1er, en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 3°, et alinéa 2, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° Mlle Marie-Pierre Feincoeur;
- 2° M. Laurent Monniez;
- 3° M. Olivier Hissette;
- 4° M. Fabrice Humblet.

Art. 8. Sont nommés membres effectifs du Conseil général des Hautes Ecoles en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 4°, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° Mme Iréna Bousman-Kosowski;
- 2° M. Jean-Marie Constant;
- 3° M. André Auquier;
- 4° M. Pierre Thonon.

Sont nommés membres suppléants respectivement des membres effectifs visés à l'alinéa 1er, en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, 4°, et alinéa 2, de l'arrêté du 20 janvier 1997 :

- 1° M. Guy Ansion;
- 2° Mme Marie-Hélène Ska;
- 3° M. Jacques Wilkin;
- 4° M. Thierry Castagne.

Art. 9. Les nominations prennent cours à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1997.

Bruxelles, le 22 avril 1997.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[97/29226]

Departement Onderwijs, Onderzoek en Vorming

22 APRIL 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot benoeming van de leden van de Algemene Raad voor Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 79 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juli 1995 tot regeling van haar werking, inzonderheid op de artikelen 5, § 1, 9°, littera a, en 8;

Gelet op het besluit d.d. 20 januari 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Algemene Raad voor Hogescholen ter uitvoering van artikel 79 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Onder « besluit d.d. 20 januari 1997 » dient verstaan het besluit d.d. 20 januari 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Algemene Raad voor Hogescholen ter uitvoering van artikel 79 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen.

Art. 2. Worden benoemd tot werkend lid van de Algemene Raad voor Hogescholen krachtens artikel 1, lid 1, littera a, van het besluit d.d. 20 januari 1997 :

1° Mevr. Thérèse Van Laethem-Mordant;

2° de heer Pierre Gregoire;

3° de heer Michel Badoux.

Worden benoemd tot plaatsvervanger van de respectievelijk in lid 1 bedoelde werkende leden, krachtens artikel 1, lid 1, littera a, en lid 2 van het besluit d.d. 20 januari 1997 :

1° de heer Jacques Lebegge;

2° de heer Marcel Voisin;

3° de heer Marcel Reekmans.

Art. 3. Worden benoemd tot werkend lid van de Algemene Raad voor Hogescholen krachtens artikel 1, lid 1, littera b, van het besluit d.d. 20 januari 1997 :

1° de heer Daniel Chasse;

2° de heer Ivan Fagnant;

3° Mevr. Monique Verrept;

4° de heer Francis Peree.

Worden benoemd tot plaatsvervanger van de respectievelijk in lid 1 bedoelde werkende leden, krachtens artikel 1, lid 1, littera b, en lid 2 van het besluit d.d. 20 januari 1997 :

1° de heer Guy Baudot;

2° de heer Maurice Lecerf;

3° de heer Claude Willemart;

4° de heer Patrick Dysseler.

Art. 4. Worden benoemd tot werkend lid van de Algemene Raad voor Hogescholen krachtens artikel 1, lid 1, 1°, littera c, van het besluit d.d. 20 januari 1997 :

1° de heer Jean-Pol Frere;

2° Mevr. Anne-Marie Moniotte;

3° de heer Charles Van Nuffelen;

4° de heer Jacques Otte;

5° de heer Bernard De Vlamminck;

6° de heer Jacques Michel.

Worden benoemd tot plaatsvervanger van de respectievelijk in artikel 1, lid 1, littera c, bedoelde werkende leden, krachtens artikel 1, lid 1, littera c, en lid 2 van het besluit d.d. 20 januari 1997 :

1° de heer Michel Tordoir;

2° de heer Clément Vanwonterghem;

- 3° de heer André Lhost;
- 4° de heer André Petitjean;
- 5° de heer Marcel Calomne;
- 6° de heer Pierre Dupriez.

Art. 5. Wordt benoemd tot werkend lid van de Algemene Raad voor Hogescholen krachtens artikel 1, lid 1, 1°, littera d, van het besluit d.d. 20 januari 1997 : de heer Raymond Vandeuren.

Wordt benoemd tot plaatsvervanger van het in lid 1 bedoeld werkend lid, krachtens artikel 1, lid 1, 1°, littera d, en lid 2, van het besluit d.d. 20 januari 1997 : de heer René Deweerdt.

Art. 6. Worden benoemd tot werkend lid van de Algemene Raad voor Hogescholen krachtens artikel 1, lid 1, 2°, van het besluit d.d. 20 januari 1997 :

- 1° Mevr. Camille Dieu;
- 2° de heer Didier Dupont;
- 3° de heer Jean Leroy;
- 4° Mevr. Hélène Stoffen-Michel;
- 5° de heer Daniel Authom;
- 6° Mevr. Marianne Lepersonne.

Worden benoemd tot plaatsvervanger van de respectievelijk in lid 1 bedoelde werkende leden, krachtens artikel 1, lid 1, 2° en lid 2, van het besluit van 20 januari 1997 :

- 1° de heer Robert Manchon;
- 2° Mevr. Christine Demaecker;
- 3° de heer Jean-Benoît Cuvelier;
- 4° de heer Gaston De La Haye;
- 5° de heer Maurice Lapotre;
- 6° de heer Jacques Rochez.

Art. 7. Worden benoemd tot werkend lid van de Algemene Raad voor Hogescholen krachtens artikel 1, lid 1, 3°, van het besluit d.d. 20 januari 1997 :

- 1° de heer Nils Mertens;
- 2° de heer Cédric Nils;
- 3° de heer Mohamed Amenchar;
- 4° Mej. Anaïg Tounquet.

Worden benoemd tot plaatsvervanger van de respectievelijk in lid 1 bedoelde werkende leden, krachtens artikel 1, lid 1, 3° en lid 2, van het besluit van 20 januari 1997 :

- 1° Mej. Marie-Pierre Feincoeur;
- 2° de heer Laurent Monniez;
- 3° de heer Olivier Hissette;
- 4° de heer Fabrice Humblet.

Art. 8. Worden benoemd tot werkend lid van de Algemene Raad voor Hogescholen krachtens artikel 1, lid 1, 4°, van het besluit d.d. 20 januari 1997 :

- 1° Mevr. Iréna Bousman-Kosowski;
- 2° de heer Jean-Marie Constant;
- 3° de heer André Auquier;
- 4° de heer Pierre Thonon.

Worden benoemd tot plaatsvervanger van de respectievelijk in lid 1 bedoelde werkende leden, krachtens artikel 1, lid 1, 4° en lid 2, van het besluit van 20 januari 1997 :

- 1° de heer Guy Anson;
- 2° Mevr. Marie-Hélène Ska;
- 3° de heer Jacques Wilkin;
- 4° de heer Thierry Castagne.

Art. 9. De benoemingen gaan in op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 april 1997.

Brussel, 22 april 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION WALLONNE

[97/27378]

Aménagement du territoire
Plans de secteur

Un arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 1997 décide qu'il y a lieu de mettre en révision partielle les plans de secteur de Stavelot et de Malmedy-Saint-Vith en vue de l'inscription :

- d'une zone de loisirs sans séjour destinée au développement des activités liées aux sports moteurs;
- d'une zone artisanale;
- de deux zones de réservation pour le contournement est et ouest du circuit;
- d'une zone d'équipement communautaire;
- de deux zones d'espaces verts.

Le même arrêté arrête provisoirement la modification partielle de la planche 50/5 du plan de secteur de Stavelot et de la planche 50/5 du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith.

Un arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 1997 arrête définitivement la modification partielle de la planche 56/1 du plan de secteur de Bastogne en vue de :

- la conversion d'une zone d'extension de loisirs avec séjour en zone de récréation et de séjour;
- la conversion d'une partie d'une zone de parc en zone de récréation;
- la conversion d'une partie de zone d'habitat en zone de récréation.

L'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 20 décembre 1996 est publié ci-dessous.

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM
DER WALLONISCHEN REGION

[97/27378]

Raumordnung. — Sektorenpläne

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 1997 wird beschlossen, daß die Sektorenpläne Stavelot und Malmedy-Sankt Vith einer Teilrevision zu unterziehen sind, zur Eintragung :

- eines Freizeitgebiets ohne Aufenthalt, das zur Entwicklung der mit Motorsport verbundenen Tätigkeiten bestimmt ist;
- eines Gebiets für handwerkliche Betriebe;
- zweier Reservate zur westlichen und östlichen Umgehung der Rennstrecke;
- eines Gebiets für gemeinschaftliche Anlagen;
- zweier Grüengebiete.

Durch denselben Erlaß wird die Teiländerung der Karte 50/5 des Sektorenplans Stavelot und der Karte 50/5 des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith vorläufig beschlossen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 1997 wird die Teiländerung der Karte 56/1 des Sektorenplans Bastogne zu folgenden Zwecken endgültig beschlossen :

- Umgestaltung eines Freizeiterwartungsgebiets mit Aufenthalt in ein Erholungs- und Aufenthaltsgebiet;
- Umgestaltung eines Teils eines Parkgebiets in ein Erholungsgebiet;
- Umgestaltung eines Teils eines Wohngebiets in ein Erholungsgebiet.

Das Gutachten des regionalen Raumordnungsausschusses vom 20. Dezember 1996 wird hierunter veröffentlicht.

VERTALING
MINISTERIE
VAN HET WAALSE GEWEST

[97/27378]

Ruimtelijke ordening. — Gewestplannen

Bij besluit van de Waalse Regering van 26 juni 1997 is de gedeeltelijke herziening van de gewestplannen Stavelot en Malmedy-Sankt Vith bepaald met het oog op de opnemings van :

- een recreatiegebied zonder verblijf bestemd voor de ontwikkeling van activiteiten i.v.m. motorsporten;
- een gebied voor ambachtsnijverheid;
- twee reservatiegebieden voor de oostelijke en westelijke rondweg van het circuit;
- een gebied voor gemeenschappelijke voorzieningen;
- twee groengebieden.

Bij hetzelfde besluit is de gedeeltelijke wijziging van blad 50/5 van het gewestplan Stavelot en van blad 50/5 van het gewestplan Malmedy-Sankt Vith voorlopig bepaald.

Bij besluit van de Waalse Regering van 26 juni 1997 wordt de gedeeltelijke wijziging van blad 56/1 van het gewestplan Bastonen definitief bepaald met het oog op de omzetting van :

- een uitbreidingsrecreatiegebied met verblijf in een gebied voor dag- en verblijfsrecreatie;
- een deel van een parkgebied in een recreatiegebied;
- een deel van een woongebied in een recreatiegebied.

Het advies van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening) van 20 december 1996 wordt hierna bekendgemaakt.

AVIS RELATIF A LA MODIFICATION PARTIELLE DU PLAN DE SECTEUR DE BASTOGNE
CONCERNANT LE SITE DE GOLONFA A VIELSALM

— Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine pour la Région wallonne, notamment les articles 40 et 40bis;

— Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1980 adoptant le plan de secteur de Bastogne;

— Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 1996 décidant la mise en révision partielle et arrêtant provisoirement la modification du plan de secteur de Bastogne en vue de :

la conversion d'une partie de zone d'extension de loisirs en zone de récréation et de séjour,

la conversion du solde d'une zone d'extension avec séjour en zone forestière et en zone tampon,

la conversion d'une partie d'une zone de parc en zone de récréation et en zones tampon,

la conversion d'une partie de zone d'habitat en zone de récréation.

— Vu les réclamations et observations émises par les particuliers, les associations de personnes et les organismes d'intérêt public lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 6 septembre 1996 au 20 octobre 1996 inclus et répertoriées comme suit :

1. COTTIN Jean
Avenue de la Salm 27, 6690 Vielsalm.
2. BAIWIR, CHOFFRAY, DETRY, HUART et OFFERGELD
6690 Vielsalm.
3. COTTIN Jean
Avenue de la Salm 27, 6690 Vielsalm.
4. Sunparks Golonfa
Route de Grand Halleux, 6690 Vielsalm.
5. Sunparks Golonfa
Route du Grand Halleux, 6690 Vielsalm.
6. IDELUX SC
Drève de l'Arc-en-Ciel 98, 6700 Arlon.
Lettre transmise hors délai :
Sunparks Golonfa
Route du Grand Halleux, 6690 Vielsalm.
— Vu l'avis du conseil communal de Vielsalm, le 22 octobre 1996;
— Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial du Luxembourg, le 7 novembre 1996;
— Vu le dossier d'enquête publique transmis par le gouverneur de la province de Luxembourg à la Commission régionale d'aménagement du territoire et mis à la disposition des membres de sa section Aménagement normatif en décembre 1996;
— Vu les situations existantes et juridiques du secteur,
La Commission régionale d'aménagement du territoire émet, en date du 20 décembre 1996, un avis favorable sur la modification partielle du plan de secteur de Bastogne relative au site Golonfa à Vielsalm.
La CRAT apporte néanmoins une modification au plan mis à l'enquête. Elle ajoute :
— la conversion de la bordure nord, nord-ouest, ouest, sud-ouest et sud en zone de loisirs.
La CRAT estime en effet préférable de faire coïncider le périmètre de la zone de loisirs avec le périmètre couvert par les effets des articles 30 et 32 de la loi du 30 décembre 1970 et d'y inclure de plus le terrain résiduel prévu en zone tampon dans la modification provisoire (une zone tampon de moins de 20 ares ne se justifiant pas).
Considérant par ailleurs que le périmètre du plan directeur approuvé devra être revu pour inclure l'ensemble des zones, la CRAT demande qu'il y soit prévu des mesures de gestion concernant la bordure nord, nord-ouest, ouest, sud-ouest et sud du village de vacances.
Ainsi la pointe nord-ouest constituée d'une bordure d'épicéas mérite d'être protégée car elle assure un écran visuel entre les maisons du village de vacances et la route régionale RN68 en contrebas.
Dans la partie ouest du site se situe un parking qui a été inscrit dans le plan modificatif en zone forestière. Il convient de le reprendre en zone ad hoc.
Elle estime enfin qu'inclure dans la zone de loisirs, les zones tampon du projet de plan modificatif situées au sud-ouest et sud du site permettra de faire définir également des modalités de mise en uvre par le plan directeur.
Elle assortit son avis des considérations particulières suivantes :
1. COTTIN J.
Il est pris acte de la réclamation relative à la parcelle cadastrée section E n° 469/C/3 au lieu-dit Golonfa qui est accueillie favorablement dans la mesure où la CRAT propose de la reprendre dans la zone de loisirs.
2. BAIWIR et autres signataires.
Il est pris acte des remarques formulées par les réclamants et qui sont prises en compte dans les considérations justifiant les modifications apportées au zonage par la CRAT. En effet, les mesures de gestion du plan directeur rencontreront leurs préoccupations.
3. COTTIN J.
Il est pris acte de la remarque complémentaire apportée par le requérant.
4. Sunparks International, Vielsalm.
Il est pris acte des remarques formulées par le requérant. Il y est répondu favorablement par la CRAT.
5. Sunparks International, Vielsalm.
Il s'agit d'une lettre transmettant la cartographie relative à la réclamation n° 4.
6. IDELUX SC.
Il est pris acte des différentes remarques formulées que la CRAT a fait siennes dans son avis.
7. Réclamation hors délai de Sunparks International.
Cette réclamation relève une erreur cartographique qu'il convient de réparer, ce que la CRAT a fait dans son avis sur le zonage.

Un arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 1997 arrête définitivement la modification de la planche 41/8 du plan de secteur de Liège portant sur l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de la S.A. CARMEUSE à Flémalle.

L'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 30 août 1994 est publié ci-dessous

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 1997 wird die Abänderung der Karte 41/8 des Sektorenplans Lüttich zwecks Eintragung der Erweiterung des Abbaugebiets der « S.A. Carmeuse » in Flémalle endgültig beschlossen.

Das Gutachten des regionalen Raumordnungsausschusses vom 30. August 1994 wird hierunter veröffentlicht.

Bij besluit van de Waalse Regering van 26 juni 1997 wordt de wijziging van blad 41/8 van het gewestplan Luik definitief bepaald met het oog op de opneming van een winningsgebied ter uitbreiding van de steengroeve van de N.V. CARMEUSE, te Flémalle.

Het advies van de « Commission régionale d'aménagement du territoire » (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening) van 30 augustus 1994 wordt hierna bekendgemaakt.

AVIS DU 30 AOUT 1994 RELATIF LA MODIFICATION PARTIELLE DU PLAN DE SECTEUR DE LIEGE EN VUE DE L'EXTENSION DE LA ZONE D'EXTRACTION DE LA S.A. CARMEUSE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FLEMALLE

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine pour la Région wallonne, notamment les articles 40 et 40bis;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 décidant la mise en révision partielle de la planche 41/8 du plan de secteur de Liège en vue de l'extension de la zone d'extraction de la S.A. Carmeuse à Flémalle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 1993 arrêtant provisoirement la modification partielle de la planche 41/8 du plan de secteur de Liège en vue de l'extension de la zone d'extraction de la S.A. Carmeuse à Flémalle;

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers, les associations de personnes lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 3 mai 1994 au 17 juin 1994 inclus et répertoriées comme suit :

1. FIT Stefan (lettre + pétition de ± 550 signataires)

24, rue du Bar - 4400 FLEMALLE

2. Pétition de quelques signataires.

MONOUX

365, chaussée de Ramioul - 4400 YVOZ-RAMET;

3. FIT Stefan et 7 signataires

24, rue du Bar - 4400 FLEMALLE

4. GALLO Maria

5, Place des Thiers - 4400 YVOZ-RAMET

5. FIT Patrick et 5 autres lettres

25, rue Sart-le-Diable - 4400 YVOZ-RAMET

6. DETILLEUX

42, avenue du Gros Chêne - 4400 FLEMALLE

7. BROSET Nathalie

59, avenue du Gros Chêne - 4400 FLEMALLE

8. FIT Stefan

24, rue du Bar - 4400 YVOZ-RAMET

9. LIBIN Lucie

71, Chaussée de Ramioul - 4400 YVOZ-RAMET

10. POELS Georges

43, rue F. Chefnay - 4400 FLEMALLE

11. Famille JEHARLET

7, rue Sart-le-Diable - 4400 FLEMALLE

12. GALAND A.

32, rue Chefnay - 4400 FLEMALLE

13. GODENNE Irma et Marie

250, rue Fays - 4400 YVOZ-RAMET

14. SWENS Danielle

1, rue Basse Voie - 4400 YVOZ-RAMET.

Vu l'avis des services sollicités :

* le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, du 18 mai 1994;

* la Fédération du Tourisme de la province de Liège ASBL, le 10 juin 1994;

* le Ministère de la Région wallonne, Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de la Nature et des Forêts - Centre de Liège, du 21 juin 1994;

* le Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement, Direction de Liège, du 13 juin 1994;

Vu l'avis du conseil communal de Flémalle du 23 juin 1994;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial de Liège du 4 juillet 1994;

Vu le dossier d'enquête publique transmis par le gouverneur de la province de Liège à la Commission régionale d'aménagement du territoire et mis à la disposition des membres de sa section d'Aménagement normatif en août 1994;

Vu les situations existantes et juridiques du secteur;

La Commission régionale d'aménagement du territoire émet en date du 30 août 1994 un avis favorable sur la modification partielle du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription de l'extension de la zone d'extraction de la S.A. Carmeuse à Flémalle.

Elle assortit son avis des considérations suivantes :

A. CONSIDERATIONS GENERALES

— L'extension demandée porte sur l'inscription d'une zone de quelque 4 ha actuellement occupée par un terril de terres provenant d'anciennes découvertures et d'une zone de quelque 9 ha 50 comportant pâtures, terres de culture et bois inscrite en zone agricole et en zone forestière au plan de secteur. Ces deux zones sont situées au sud-est de la zone d'extraction existante.

Cette extension se justifie par le fait que la présence de nombreuses failles a obligé la S.A. Carmeuse à revoir les plans d'exploitation initialement mis au point et à introduire une demande de modification du plan de secteur en vue de garantir la pérennité des activités du siège d'Engis pour les quinze prochaines années.

— Les bois concernés par la modification partielle sont de faible qualité. Le premier est constitué d'un fond de bois occupé par des peupliers et le second d'une plantation d'épicéas fortement abîmés.

— L'habitation la plus proche, hormis celle de M. RUWET, est la ferme classée de Sart-le-Diable. Située à plus de 300 m de la limite sud de la zone d'extraction, elle sera protégée par une zone tampon constituée des découvertures provenant de l'exploitation. Le remblai devra être édifié de manière à ne pas perturber le régime hydrique de l'alimentation de la grotte de Ramioul.

La zone habitée la plus proche, le village d'Ivoz-Ramet, est quant à elle distante de plus de 600 m de la zone d'extraction. Elle est protégée par le bois communal de Flémalle.

— Du point de vue de l'environnement, la zone d'extension demandée ne produira pas d'effets négatifs supplémentaires.

Il existe déjà un protocole d'accord entre la S.A. Carmeuse et la commune de Flémalle qui règle les conditions d'exploitation et de réaménagement de la zone exploitée actuellement au sud de la grotte de Ramioul.

L'ASBL « Les Chercheurs de la Wallonie » a participé à l'élaboration des modalités d'exploitation qui permettent la préservation de la grotte.

— Une extension ouest de la zone d'extraction telle que proposée dans une réclamation est rendue impossible suite au classement des grottes de Lyell et de Rosée en 1975.

— L'augmentation du trafic vers la rue Sart-le-Diable ne doit pas être envisagée. En effet, la pierre extraite doit être ramenée vers le siège d'exploitation situé à l'ouest de la zone d'extraction actuelle.

— Enfin, diverses réclamations demandent une concertation avec la commune et la S.A. Carmeuse. Une telle demande n'est pas du ressort de la présente enquête.

B. CONSIDERATIONS PARTICULIERES

1. FIT Stefan + pétition

Il est pris acte de l'opposition à la modification proposée du plan de secteur et des remarques formulées par le réclamant et de la pétition qui les accompagnent. Il est répondu dans les considérations générales aux remarques qui ressortissent à la présente enquête.

2. MONOUX et autres signataires

Il est pris acte de l'opposition à l'extension de la carrière et des observations qui l'accompagnent. Il y est répondu dans les considérations générales.

3. FIT Stefan et 7 autres signataires

Il s'agit du texte de la pétition reprise à la réclamation n° 1.

4. GALLO Maria et 10 signataires

Il s'agit du texte de la pétition jointe à la réclamation n° 1.

5. FIT Patrick et 5 autres lettres

Il y est répondu dans la réponse n° 2.

6. DETILLEUX

La réclamation est adressée au bourgmestre de Flémalle.

7. BROSET Nathalie

La réclamation est adressée au bourgmestre de Flémalle.

8. FIT Stefan

La lettre s'adresse au bourgmestre de Flémalle.

9. LIBIN Lucie

Il est pris acte des différentes remarques formulées par la réclamation et auxquelles il est répondu dans les considérations générales.

10. POELS Georges

Il est pris acte des observations formulées par le réclamant. Il y est répondu dans les considérations générales.

11. JEHARLET

Il est pris acte de l'opposition à l'extension de la carrière et des considérations qui l'accompagnent.

12. GALAND A. et un autre signataire

Il est pris acte des remarques formulées qui sont examinées dans les considérations générales.

13. GODENNE I. et M.

Il est pris acte des observations formulées par les réclamantes. Celles-ci sont traitées dans les considérations générales.

14. SWENS Danielle

Il est pris acte des différentes propositions formulées par la réclamante. Celles-ci sont examinées dans les considérations générales.

Un arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 1997 arrête définitivement la modification partielle des planches n^{os} 48/1 et 48/2 du plan de secteur de Namur portant sur l'inscription de deux zones d'habitat principalement destinées au logement et d'une zone de parc sur le territoire de la commune d'Andenne.

L'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 25 avril 1997 est publié ci-dessous.

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 1997 wird die Abänderung der Karten 48/1 und 48/2 des Sektorenplans Namur zur Eintragung von zwei hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmten Wohngebieten und von einem Gebiet für Parkanlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Andenne endgültig beschlossen.

Das Gutachten des regionalen Raumordnungsausschusses vom 25. April 1997 wird hierunter veröffentlicht.

Bij besluit van de Waalse Regering van 26 juni 1997 wordt de gedeeltelijke wijziging van de bladen 48/1 en 48/2 van het gewestplan Namen definitief bepaald met het oog op de opnemings van twee woongebieden die hoofdzakelijk voor huisvesting bestemd zijn en van een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Andenne.

Het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) van 25 april 1997 wordt hierna bekendgemaakt.

[C - 97/2737901]

AVIS RELATIF À LA MODIFICATION PARTIELLE DU PLAN DE SECTEUR DE NAMUR EN VUE DE PERMETTRE LA RÉNOVATION EN ZONES D'HABITAT ET DE PARC DES DEUX ZONES INDUSTRIELLES COUVRANT NOTAMMENT LE SITE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DÉSAFFECTÉ DIT « HEPWORTH » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'ANDENNE

— Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine pour la Région wallonne, notamment les articles 40 et 40bis;

— Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mai 1986 établissant le plan de secteur de Namur;

— Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 décidant et arrêtant provisoirement la modification partielle du plan de secteur de Namur, en vue de la rénovation en zones d'habitat et de parc des deux zones industrielles couvrant notamment le site d'activité économique désaffecté dit « Hepworth » à Andenne;

— Vu la réclamation introduite par une association de personnes lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 novembre 1996 au 29 décembre 1996 inclus et répertoriée comme suit :

MOC - M. A. BOULVIN

Place l'Illon 17, 5000 Namur;

— Vu l'avis du conseil communal d'Andenne du 31 janvier 1997;

— Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial de Namur du 20 février 1997;

— Vu le dossier d'enquête publique transmis par le gouverneur de la province de Namur à la Commission régionale d'Aménagement du Territoire et mis à la disposition des membres de sa section aménagement normatif, le 25 mars 1997;

— Vu les situations existantes et juridiques du secteur,

La Commission régionale d'Aménagement du Territoire émet en date du 25 avril 1997 un avis favorable sur la modification partielle du plan de secteur de Namur en vue de permettre la rénovation en zones d'habitat et de parc des deux zones couvrant notamment le site d'activité économique désaffecté dit « Hepworth » à Andenne.

Elle estime en effet que la situation du site à proximité immédiate du centre d'Andenne le rend inadéquat pour une réaffectation à de l'industrie lourde. Elle souscrit dès lors au souhait exprimé par la ville d'Andenne de l'affecter à de l'habitat et à des activités de type commercial et de services et de rencontrer la pénurie de logements que connaît la ville d'Andenne.

Concernant la réclamation introduite par le MOC portant sur le contenu du dossier mis à l'enquête, la CRAT rappelle que le dossier qui a été déposé à l'administration communale d'Andenne aux fins de consultation par le public comportait les documents habituels mis à disposition du public lors d'une enquête publique portant sur une modification partielle du plan de secteur, à savoir :

— une carte au 1/10.000 reprenant :

la situation existante de fait,

la situation existante de droit ainsi que sa légende,

l'extrait du plan de secteur,

la modification proposée

— une légende au 1/25.000 et les prescriptions du plan de secteur en vigueur;

— le texte de l'arrêté du Gouvernement décidant et arrêtant provisoirement la modification partielle. Cet arrêté résume le dossier de modification.

Il y a toutefois lieu de noter que le CWATUP ne précise pas le contenu du dossier à soumettre à enquête publique.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

INSTITUTIONS REGIONALES

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[97/29267]

Abonnements aux publications

Les personnes qui désirent s'abonner au « Résumé des Débats » sont priées de verser la somme de 1 000 F au c.c.p. n° 000-0003537-45 du Parlement de la Communauté française, en indiquant la mention suivante : « Résumé des Débats », session 1997-1998.

Les autres publications peuvent s'obtenir auprès de l'Imprimerie E. Guyot, rue Ransfort 25, à 1080 Bruxelles, tél. 02/410.25.60.

**SECRETARIAT PERMANENT
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT**

[97/8120]

**Constitution d'une réserve de recrutement
d'assistants sociaux, d'expression française (rang 26)
pour les administrations fédérales (AFG96007). — Résultats.**

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | | |
|---|--|
| 1. Van Petegem, Laurence, Villers-la-Ville. | 28. Deliège, Sabine, Verviers. |
| 2. Bodson, Bernadette, Theux (Jehanster). | 29. Delhez, Bénédicte, Vivegnis. |
| 3. Courtois, Jean-Louis, Fleurus. | 30. Ferreira, Vanessa, Ceudeghien. |
| 4. Bouchez, Véronique, Chièvres. | 31. Mazy, Carine, Waremmé. |
| 5. Debelle, Christine, Villers-la-Ville. | 32. Gemoets, Paulette, Hannut. |
| 6. Emond, Marie-Françoise, Maillen. | 33. Delahaut, Pascale, Quaregnon. |
| 7. Grooters, Michèle, Liège. | 34. Thys, Catherine, Ixelles. |
| 8. Hector, Françoise, Sint-Stevens-Woluwe. | 35. Fontaine, Christel, Vottem. |
| 9. Mestag, Brigitte, Braine-le-Comte. | 36. Gérard, Marc, Theux. |
| 10. Collette, Charles, Theux. | 37. Delcorte, Gilles, Biesme. |
| 11. Gilson, Anne, Dave. | 38. Mormont, Marie-Rose, Neupré. |
| 12. Cherpion, Isabelle, Perwez. | 39. Rifaut, Marie-Pascale, Soignies. |
| 13. Bonamis, Thierry, Wavre. | 40. Decelle, Agnès, Aiseau. |
| 14. Masset, Christine, Biesmes. | 41. Riccardi, Catherine, Souvret. |
| 15. François, Martine, Montegnée. | 42. Dubois, Natacha, Belœil. |
| 16. Rasse, Claire, Malmedy. | 43. De Lannoy, Pierre, Sprimont. |
| 17. Gosset, Sandrine, Soumagne. | 44. Honnay, Muriel, Trooz. |
| 18. Scheirlinckx, Fabienne, Marcinelle. | 45. Chavais, Estelle, Coutisse. |
| 19. Hupkens, Bénédicte, Liège. | 46. Collet, Emmanuel, Châtelineau. |
| 20. Ziger, Sylvie, Jalhay. | 47. Harvengt, Yasmina, Limal (Wavre). |
| 21. Dumont, Bérengère, Ransart. | 48. Malbert, Nadine, Braine-l'Alleud. |
| 22. Compère, Florence, Libramont-Chevigny. | 49. Stouvenakers, David, Remicourt. |
| 23. Piavaux, Isabelle, Arlon. | 50. Delroisse, Françoise, Esplechin. |
| 24. Vanderbyse, Philippe, Liège. | 51. Bailly, Brigitte, Liège (Rocourt). |
| 25. Welschen, Frédéric, Bastogne. | 52. Scarpel, Joan, Waudrez (Binche). |
| 26. Dubois, Marina, Crisnée (Odeur). | 53. Panurge, Paul, Saint-Gilles. |
| 27. Mairesse, Marie-Françoise, Esneux. | 54. Thys, Muriel, Rixensart. |

[97/8133]

**Constitution d'une réserve de recrutement d'ingénieurs industriels
(informatique) (rang 10), d'expression française, pour les établisse-
ments scientifiques fédéraux (AFG 96025). — Résultats**

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Rox, Didier, Vaux-sous-Chèvremont.
2. Petit, Guy, Ciney.
3. Martin, Michel, Chapelle-lez-Herlaimont.
4. Collin, Cathérine, Hannut.

[97/8134]

**Constitution d'une réserve de recrutement de techniciens (vidéo et
son) (rang 20), d'expression française, pour les Services fédéraux
des affaires scientifiques, techniques et culturelles (Service nation-
al de Congrès) (AFG96038). — Résultats**

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | | |
|--------------------------------------|--------------------------------|
| 1. Eeckhout, Laurent, Spy. | 4. Lambert, Benoît, Bruxelles. |
| 2. Pierart, Laurent, Mons. | 5. Deloie, Pierre, Marcinelle. |
| 3. Delacuvellerie, Olivier, Ixelles. | |

**VAST SECRETARIAAT
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL**

[97/8120]

**Samenstelling van een wervingsreserve
van Franstalige maatschappelijke assistenten (rang 26)
voor de federale administraties (AFG96007). — Uitslagen**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftij :

55. Tengattini, Veronica, Neupré.
56. Legros, Nathalie, Forges.
57. Navarre, Luc, Verlaine.
58. Kerkhofs, Vincent, Marchienne-au-Pont.
59. Hart, Anne, Couillet.
60. Renson, Véronique, Haneffe.
61. Hulin, Isabelle, Lessines.
62. Florin, Xavier, Grivegnée.
63. Divoy, Sabrina, Neuvillers (Libramont).
64. Dekimpe, Anne, Mouscron.
65. Lacroix, Annick, Charleroi.
66. Schoefs, Anne, Fourons.
67. Gouverneur, Martine, Mont-Saint-Guibert.
68. Saey, Sandra, Genappe.
69. Schils, Marie-Claire, Spa.
70. Nachtegaele, Patricia, Pont-à-Celles.
71. Caroy, Bénédicte, Clermont-sur-Huy.
72. Vanbaelen, Armand, Bruxelles.
73. Descamps, Brigitte, Saint-Symphorien.
74. Bocquet, Isabelle, Soignies.
75. Maldague, Daniel, Lustin.
76. Henry de Frahan, Arnauld, Theux.
77. Luzar, Catherine, Tavier (Anthisnes).
78. D'Hollander, Véronique, Strombeek-Bever.
79. Schroeder, Christel, Arlon.

[97/8133]

**Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige industriële
ingenieurs (rang 10) voor de federale wetenschappelijke inrichtin-
gen (AFG96025). — Uitslagen**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

1. Rox, Didier, Vaux-sous-Chèvremont.
2. Petit, Guy, Ciney.
3. Martin, Michel, Chapelle-lez-Herlaimont.
4. Collin, Cathérine, Hannut.

[97/8134]

**Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige technici
(video en klank) (rang 20) voor de Federale Diensten voor
wetenschappen, techniek en culturele aangelegenheden (Nationale
Dienst van Congressen) (AFG96038). — Uitslagen**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

6. Pirotte, Frédéric, Schaerbeek.
7. Montulet, Jean-Luc, Bruxelles.

[97/8121]

Constitution d'une réserve de recrutement de conseillers adjoints (spécialité : juriste) (rang 10), d'expression française, pour les ministères et les organismes soumis au statut des agents de l'Etat (AFG96008). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Heroufosse, Christophe, Wezembeek-Oppem.
2. Leclercq, Patrick, Waterloo.
3. Malemprez, Annick, Heusy-Verviers.
4. Wimmer, Roger, Bullange.
5. Wahle, Jacques, Liège.
6. Gaier, Olivier, Liège.
7. Damien, Sylvie, Basècles.
8. Hody, Marie-Sophie, Liège.
9. Briffeuil, Paul-André, Genval.
10. Clarembaux, Nicole, Ixelles.
11. Gravar, Florence, Amay.
12. Minot, Jean-Paul, Binche.
13. Robiette, Isabelle, Bruxelles.
14. Van Bellinghen, Michel, Bruxelles.
15. Bailleux, Geoffrey, Rosières.
16. Willem, Hélène, Havelange.
17. Masson, Claire, Liège.
18. Petit, Monique, Bruxelles.
19. Dressen, Cécile, Liège.
20. Fischer, Marc, Ixelles.
21. Barbeaux, Cécile, Dinant.
22. Dans, Etienne, Grez-Doiceau.
23. Pieters, Emmanuel, Molenbeek-Saint-Jean.
24. Blause, Françoise, Uccle.
25. Van Buynderen, Mireille, Forest.

[97/8145]

Constitution d'une réserve de recrutement de programmeurs (gestionnaires de système) (rang 26), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour l'Observatoire royal de Belgique (ANG96049). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Vermeiren, Katinka, Gent.
2. Vererfven, Joachim, Kortrijk.

[97/8121]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige adjunct-adviseurs (specialisatie : jurist) (rang 10) voor de ministeries en de instellingen die aan het statuut van het rijkspersoneel zijn onderworpen (AFG96008). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

- | | |
|---|--|
| 26. Bolly, Anne-Françoise, Villers-le-Bouillet. | 51. Borcy, Florence, Marche-en-Famenne. |
| 27. Chabot, Cécile, Liège. | 52. Pangaert d'Opdo, Marc-Antoine, Ixelles. |
| 28. Limbioul, Jacques, Engis. | 53. Dubrulle, Tania, Blaton. |
| 29. Désiront, Alain, Waremme. | 54. Pardon, Pierre, Anderlecht. |
| 30. Libouton, Mauricette, Bruxelles. | 55. De Moerloose, Anne, Saint-Gilles. |
| 31. André, Olivier, Tournai. | 56. Guisset, Emmanuelle, Montigny-le-Tilleul. |
| 32. Lierneux, Dominique, Aiseau. | 57. Lambotte, Denis, Bruxelles. |
| 33. Dirickx, Martine, Seraing. | 58. Zimmermann, Anne, Ixelles. |
| 34. Scaux, Sandrine, Nalinnes. | 59. Rizzo, Angelo, Haine-Saint-Paul. |
| 35. Maillard, Didier, Ciney. | 60. Gereon, Michael, Lambermont. |
| 36. Van Eyll, Damien, Etterbeek. | 61. Stassen, Valérie, Liège. |
| 37. Cnudde, Véronique, Châtelineau. | 62. Van de Putte, Paul, Saint-Gilles. |
| 38. Lambion, Yves, Wanze. | 63. Mainfroid, Laurence, Braine-le-Château. |
| 39. Bilquin, Bruno, Chastre. | 64. Salmon, Yves, Céroux-Mousty. |
| 40. Boulanger, Sophie, Liège. | 65. Franquet, Vincent, Ottignies. |
| 41. Tacq, Alain, Bruxelles. | 66. Gigot, Laetitia, Namur. |
| 42. Briet, Hervé, Grez-Doiceau. | 67. Van Lil, Nathalie, Berchem-Sainte-Agathe. |
| 43. Roderia Valle, Gregorio, Verviers. | 68. Brunin, Benoit, Gottignies. |
| 44. Scheman, Sylvie, Uccle. | 69. Bonneure, Françoise, Molenbeek-Saint-Jean. |
| 45. Dubuisson, Claire, Les Honnelles. | 70. Lannois, Christophe, Liège. |
| 46. Hastir, Bernadette, Champion. | 71. Vincent, Isabelle, Tirlemont. |
| 47. Fillée, Frédéric, Namur-Wépion. | |
| 48. Gigot, Géraldine, Rosières. | |
| 49. Giard, Sibylle, Waha-Marche-en-Famenne. | |
| 50. Fassin, Marielle, Verviers. | |

[97/8145]

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige programmeurs (systeembeheerders) (rang 26) voor de Koninklijke Sterrenwacht (ANG96049) Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

1. Vermeiren, Katinka, Gent.
2. Vererfven, Joachim, Kortrijk.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[97/21224]

Marchés publics. — Taux des intérêts de retard. — Article 15, § 4 de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté ministériel du 23 avril 1991. — Article 15, § 4 de l'annexe à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 fixant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics. — Avis

Conformément à l'article 15, § 4, du cahier général des charges, le taux à appliquer pour le calcul des intérêts de retard des marchés annoncés à partir du 1er janvier 1981 s'élève, pour le mois d'août 1997, à 6 % (taux des avances en compte courant hors plafond de la Banque Nationale au 20 juillet 1997).

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[97/21224]

Overheidsopdrachten. — Rentevoet van de verwijntresten. — Artikel 15, § 4 van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 23 april 1991. — Artikel 15, § 4 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken. — Bericht

Overeenkomstig het artikel 15, § 4, van de algemene aannemingsvoorwaarden, bedraagt de rentevoet die van toepassing is voor het berekenen van de verwijntresten voor opdrachten aangekondigd vanaf 1 januari 1981, 6 % voor de maand augustus 1997 (rentevoet op voorschotten boven plafond van de Nationale Bank op 20 juli 1997).

[C - 97/212170]

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles. Programme Mobilité durable. — Appel à propositions. — Avertissement : Modification date de clôture de l'appel qui a été publié au *Moniteur belge* du 21 juin 1997

La date ultime de soumission de propositions dans le cadre du deuxième appel du programme Mobilité durable est reportée du 11 août 1997 à 18 heures jusqu'au 1^{er} septembre 1997 à 18 heures.

[C - 97/21217]

Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden. — Programma Duurzame mobiliteit. — Oproep tot voorstellen. — Waarschuwing : Wijziging afsluitingsdatum van de oproep, die bekendgemaakt werd in het *Belgisch Staatsblad* van 21 juni 1997

De uiterste datum voor het indienen van voorstellen in het kader van de tweede oproep van het programma Duurzame mobiliteit wordt van 11 augustus 1997 om 18 uur, verschoven naar 1 september 1997 om 18 uur.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9631]

Ordre judiciaire

Publication des places vacantes :

- substitut du procureur du Roi de complément dans le ressort de la cour d'appel de Gand : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 5 avril 1997;

- juge au tribunal de première instance de Bruxelles : 2;
- juge au tribunal de première instance de Nivelles : 1;
- juge suppléant au tribunal de police de Gand : 1;
- substitut de l'auditeur militaire : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à Monsieur le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9631]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de openstaande plaatsen :

- toegevoegde substituut-procureur des Konings in het rechtsgebied van het hof van beroep te Gent : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1997;

- rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 2;
- rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel : 1;
- plaatsvervangend rechter in de politierechtbank te Gent : 1;
- substituut-krijgsauditeur : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het *Gerechtelijk Wetboek*).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 97/12599]

Avis aux employeurs concernant les aides à l'embauche

Le Gouvernement fédéral a pris différentes mesures pour encourager la redistribution du travail et pour stimuler les initiatives des employeurs en matière d'embauche. La philosophie générale de ces mesures consiste à favoriser l'embauche en réduisant les coûts du travail.

Pour permettre à chacun de s'y retrouver, le Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail vient de publier la brochure « Clés pour... les aides à l'embauche : réductions des coûts du travail » qui expose de manière détaillée les mesures suivantes :

- Le Plan plus un, le Plan plus deux, le Plan plus trois;
- Le Plan avantage à l'embauche;
- L'opération Maribel (nouvelle réglementation en vigueur dès le 1^{er} juillet 1997);
- Le Maribel social;
- Les plans d'entreprise de redistribution du travail et les accords en faveur de l'emploi;
- La réduction des cotisations patronales pour les bas salaires;
- La convention emploi-formation;
- Le stage des jeunes et le contrat de première expérience professionnelle (contrat P.E.P.);
- L'emploi-tremplin;
- L'engagement d'employés de maison;
- La diminution des cotisations pour interruption de carrière et prépension à mi-temps;
- Les aides régionales à l'embauche.

On peut obtenir gratuitement cette brochure de 82 pages auprès du Service publications du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles. Tél. : (02)233 42 14 et fax : (02)233 42 36.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 97/12599]

Bericht aan de werkgevers betreffende de steun bij indienstneming

De Federale Regering heeft verschillende maatregelen genomen om de herverdeling van de arbeid aan te moedigen en de werkgevers aan te sporen tot bijkomende indienstneming. De algemene filosofie van deze maatregel is het bevorderen van de aanwervingen door de arbeidskost te beperken.

Om iedereen de mogelijkheid te geven hierin zijn weg te vinden heeft het Federaal Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid de brochure « Wegwijs in... de steun bij indienstneming : verminderingen van de arbeidskost » gepubliceerd. De brochure behandelt op een gedetailleerde wijze de volgende maatregelen :

- Plus-één-plan, Plus-twee-plan en Plus-drie-plan;
- Voordeelbanenplan;
- Maribel-operatie (nieuwe reglementering vanaf 1 juli 1997);
- Sociale Maribel;
- Bedrijfsplannen tot herverdeling van de arbeid en tewerkstellingsakkoorden;
- Vermindering van de werkgeversbijdragen voor lage lonen;
- Overeenkomst werk-opleiding;
- Stage van jongeren en het eerste werkervaringscontract (EWE-contract);
- Ingroeibanen;
- Indienstneming van huisbedienden;
- Vermindering van sociale bijdragen bij loopbaanonderbreking en halftijds brugpensioen;
- Regionale steun bij indienstneming.

Deze brochure van 82 bladzijden is gratis verkrijgbaar bij de Dienst publicaties van het Federaal Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Belliardstraat 51, te 1040 Brussel. Tel. : (02)233 42 11 en fax : (02)233 42 36.

**PUBLICATIONS LEGALES
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

UNIVERSITEIT GENT

Bij de Faculteit farmaceutische wetenschappen is volgend mandaat te begeben: het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

FW02V

een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep farmaceutische analyse (tel. 09/264 80 91).

Functie-eisen:

Diploma van apotheker (laatstejaarsstudenten kunnen eveneens kandidideren).

Functie-inhoud:

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat in de farmaceutische wetenschappen in het vakgebied farmaceutische microbiologie;

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep;

bijstand bij de dienstverlening in de farmaceutische microbiologie, o.a. bepaling van antibiotica.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereist diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 18 augustus 1997. (19705)

**Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)**

Stad Diksmuide

Bijzondere plannen van aanleg — Bericht van openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen,

Brengt ter kennis van de bevolking, dat overeenkomstig de bepaling van art. 21 van de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, het bijzonder plan van aanleg Ambachtelijke zone - Molenstraat begrensd door:

ten noorden: de Veurnestraat;

ten zuiden: het tracé van de geplande omleiding;

ten westen: de landbouwzone;

ten oosten: de landbouwzone,

en omvattende een plan van de bestaande toestand (d.d. 16 januari 1997), een bestemmingsplan (d.d. maart 1997), stedenbouwkundige voorschriften (d.d. mei 1997) en een memorie van toelichting (d.d. 18 juni 1997), opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in vergadering van 30 juni 1997, op het stadhuis, afdeling ruimtelijke ordening, Grote Markt 6, te 8600 Diksmuide, voor eenieder ter inzage ligt, gedurende een termijn van dertig dagen, hetzij van 30 juli 1997, te 9 uur, tot 29 augustus 1997, te 12 uur.

Al wie omtrent het bijzonder plan van aanleg bezwaren of opmerkingen heeft, dient deze schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen mee te delen vóór het einde van de termijn van het openbaar onderzoek, hetzij uiterlijk op 29 augustus 1997, te 12 uur.

Diksmuide, 1 juli 1997.

(21113)

Het college van burgemeester en schepenen,

Brengt ter kennis van de bevolking, dat overeenkomstig de bepaling van art. 21 van de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, het bijzonder plan van aanleg Woumen-Centrum begrensd door:

ten noorden: een landbouwzone;

ten zuiden: de Kerkebeek;

ten westen: de woonzone van de Kerkhofstraat;

ten oosten: de landbouwzone,

en omvattende een plan van de bestaande toestand (d.d. 29 november 1996), een bestemmingsplan (d.d. 12 mei 1997), stedenbouwkundige voorschriften (d.d. mei 1997), een onteigeningsplan (d.d. 15 april 1997), en een memorie van toelichting (d.d. 18 juni 1997), opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in vergadering van 30 juni 1997, op het stadhuis, afdeling ruimtelijke ordening, Grote Markt 6, te 8600 Diksmuide, voor eenieder ter inzage ligt, gedurende een termijn van dertig dagen, hetzij van 30 juli 1997, te 9 uur, tot 29 augustus 1997, te 12 uur.

Al wie omtrent het bijzonder plan van aanleg bezwaren of opmerkingen heeft, dient deze schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen mee te delen vóór het einde van de termijn van het openbaar onderzoek, hetzij uiterlijk op 29 augustus 1997, te 12 uur.

Diksmuide, 1 juli 1997.

(21114)

Het college van burgemeester en schepenen,

Brengt ter kennis van de bevolking, dat overeenkomstig de bepaling van art. 21 van de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, het bijzonder plan van aanleg Pervijze-Centrum begrensd door:

ten noorden: de Nieuwpoortstraat;

ten zuiden: de Veurnestraat;

ten westen: de woonzone op de hoek Nieuwpoort- en Veurnestraat;

ten oosten: de landbouwzone (woonuitbreidingsgebied),

en omvattende een plan van de bestaande toestand (d.d. 29 november 1996), een bestemmingsplan (d.d. maart 1997) en een onteigeningsplan (d.d. 17 april 1997) en een memorie van toelichting (d.d. mei 1997), opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in vergadering van 30 juni 1997, op het stadhuis, afdeling ruimtelijke ordening, Grote Markt 6, te 8600 Diksmuide, voor eenieder ter inzage ligt, gedurende een termijn van dertig dagen, hetzij van 30 juli 1997, te 9 uur, tot 29 augustus 1997, te 12 uur.

Al wie omtrent het bijzonder plan van aanleg bezwaren of opmerkingen heeft, dient deze schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen mee te delen vóór het einde van de termijn van het openbaar onderzoek, hetzij uiterlijk op 29 augustus 1997, te 12 uur.

Diksmuide, 1 juli 1997.

(21115)

Annonces – Aankondigingen**SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN****Cie wallone des Produits réfractaires,
en abrégé : « Walref », société anonyme,
chaussée d'Alseberg 787, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 614142 – T.V.A. 407.020.314

Une première assemblée générale extraordinaire tenue le 17 juillet 1997 n'ayant pas réuni le quorum de présence requis, une seconde assemblée générale se réunira le 7 août 1997, à 15 heures, au siège social. Cette assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de parts présentes ou représentées.

Ordre du jour :

1. Modification de l'objet social et de l'activité principale de la société.
2. Modification de la dénomination de la société en « Walref S.A. ».
3. Adaptation des statuts en fonction des décisions prises. (21078)

**Automatic Alarm, société anonyme,
rue Metsys 91, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 339857 – T.V.A. 401.860.013

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 7 août 1997, à 11 heures, en l'étude du notaire Grooten, à Grimbergen (Humbeek), Kruisstraat 35.

Ordre du jour :

1. Modification de l'exercice social.
2. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle.
3. Adaptation des statuts en conséquence des résolutions prises.
4. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés, conformément à l'article 21 des statuts, de déposer leurs titres au porteur, 5 jours francs avant l'assemblée, au siège social.
(21079) Le conseil d'administration.

**Nisot Chauffage & Climatisation, société anonyme,
route de Philippeville 340, 6010 Couillet**

R.C. Charleroi 91113 – T.V.A. 412.542.483

L'assemblée générale extraordinaire se réunira au siège social, le 7 août 1997, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Nomination et démission d'administrateurs.
2. Divers. (21080)

**Hendrichs & Cie, société anonyme,
Werthplatz 19, 4700 Eupen**

R.C. Eupen 20420/C – T.V.A. 413.856.042

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 9 août 1997, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1996.
3. Affectation des résultats.

4. Décharge aux administrateurs.
5. Démission, nomination d'administrateurs.
6. Divers. (21081)

**Neridepa Services, société anonyme,
boulevard de Waterloo 47, à 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 359987

Les actionnaires sont priés d'assister à une seconde assemblée générale annuelle de la société qui se tiendra le 7 août 1997, à 17 heures, au siège social.

Ordre du jour :

Rapport des administrateurs. Approbation des comptes annuels après répartition arrêtés au 31 décembre 1996. Affectation du résultat. Décharge à donner aux administrateurs. Divers.

Les actionnaires sont priés, conformément à l'article 19 des statuts, de déposer leurs titres au porteur, 8 jours francs avant l'assemblée, au siège de la société. (21082)

**Tacori, naamloze vennootschap, in vereffening,
Belgicalaan 35, 1080 Brussel**

H.R. Brussel 500588 – BTW 432.774.903

Een buitengewone algemene vergadering zal gehouden worden op de Boniverlei 9, 2650 Edegem, op 6 augustus 1997, om 8 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de commissaris-verificateur.
2. Goedkeuring van de rekeningen afgesloten op 31 juli 1997 evenals bestemming van het daarin vermelde overschot van de vereffenings-dividenden.
3. Decharge te verlenen aan de vereffenaar.
4. Afsluiting van de vereffening.
5. Aanduiding plaats bewaring boeken. (21083)

**Mowi, naamloze vennootschap,
Bergensesteenweg 426, 1500 Halle**

H.R. Brussel 370952

Daar de buitengewone algemene vergadering gehouden op 1 juli 1997 niet in getal was, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot een tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op donderdag 7 augustus 1997, om 10 uur, ten kantore van notaris André Derkinderen, te 1501 Buizingen, Beerselsestraat 34, welke vergadering geldig zal kunnen beraadslagen en beslissen welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen zij, over volgende agenda :

1. Wijziging van artikel 20 in die zin dat voortaan de vennootschap eveneens rechtsgeldig vertegenwoordigd is door één gedelegeerde bestuurder.
 2. Benoeming van bestuurders, voorzitter van de raad van bestuur en gedelegeerde bestuurder.
 3. Bijzondere volmacht aan Mevr. Marie-Josée Berckmans.
 4. Volmachten aan de gedelegeerde bestuurder voor de uitvoering van voormelde besluiten en tot coördinatie van de statuten.
- Om deel te nemen aan de vergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar artikel 24 van de statuten. (21084)

**Velbo Zandbedrijf, naamloze vennootschap,
Boskantstraat 42, 3920 Lommel**

H.R. Hasselt 65477 – BTW 428.625.776

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 7 augustus 1997, om 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 maart 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken volgens de statuten. (21085)

**Anciens Etablissements Raoul Toussaint, société anonyme,
Dooren 105, 1785 Merchtem**

R.C. Bruxelles 132123 — T.V.A. 401.922.369

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt werd op de algemene vergadering, worden de aandeelhouders uitgenodigd op de tweede algemene vergadering dewelke zal gehouden worden op 08/08/97 om 14 uur. — Dagorde : Goedkeuring datum algemene vergadering Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31/03/1997. Winstbestemming. Decharge te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris. Statutaire benoemingen. Neerlegging der aandelen, ter maatschappelijke zetel, minstens vijf dagen voor de vergadering. De raad van bestuur. (46906)

**Debaisieux, société anonyme,
rue de Tournai 107, 7620 Hollain**

R.C. Tournai 69556

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social le 12/08/97 à 19 h. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Affectation des résultats. Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés conformément à l'art. 40 des statuts, de déposer leurs titres au porteur cinq jours francs avant l'assemblée au siège social. (46907)

**Decuyper Construct, naamloze vennootschap,
Gistelsesteenweg 181/1, 8200 Sint-Andries**

H.R. Brugge 72982 — BTW 443.255.851

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op 08/08/97, om 18 uur, op de zetel, Gistelsesteenweg 181, bus 1, 8200 Sint-Andries Brugge. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31/03/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Diverse. (46908)

**« Hifi - Exclusiv P.g.m.b.H. », société anonyme,
Bergstrasse 22, 4700 Eupen**

R.C. Eupen 49565 — T.V.A. 421.964.054

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 08/08/97 à 20.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 28/02/1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (46909)

**Lentimm, naamloze vennootschap,
J. Englishstraat 54/1, 2140 Borgerhout**

H.R. Antwerpen 273260

De jaarvergadering zal gehouden worden op 11/08/97 om 11 uur ten zetel. — Dagorde : 1. Verslagen van bestuurders en commissaris-revisor. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. 4. Statutaire benoemingen. 5. Divers Om aan de vergadering deel te nemen gelieve de aandeelhouders of hun gevolmachtigde zich te schikken naar de statuten. De titels aan drager moeten ten minste acht volle dagen voor de vergadering neergelegd worden ten zetel van de vennootschap (46910)

**Locatel, société anonyme,
Morcelles 3, 7890 Ellezelles**

R.C. Tournai 71803

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 09/08/97, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31/12/1996. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge des gérants/administrateurs et du commissaire-réviseur. 5. Nomination d'un (ou des) administrateur(s) ou renouvellement du mandat. 6. Divers. (46911)

**Lu-Group, naamloze vennootschap,
Herentalsebaan 122-124, 2100 Deurne (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 228664 — BTW 422.310.581

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering van 7 augustus 1997 om 16 uur op het kantoor van notaris Jos De Roeck te Antwerpen-Deurne, Sint Rochusstraat 62, om te beraadslagen over volgende agenda : Kapitaalsverhoging met 10.000.000 Fr om het te brengen van 25.000.000,-Fr op 35.000.000 fr, door inbreng in speciën, mits uitgifte van 20.000 nieuwe aandelen zonder nominale waarde, waarop kan ingetekend worden mits een intekenprijs van 500 fr per aandeel. Het voorkeurrecht om op deze kapitaalsverhoging in te tekenen zal worden opengesteld - indien de vergadering in getal is, zoniet zal een nieuwe termijn bepaald worden - op 28 augustus 1997 en zal lopen tot en met 12 september 1997, overeenkomstig de bepalingen van art. 34bis Venn. W en de statuten. Wijziging van de statuten in deze zin. (46912)

**Makelaarskantoor Theyskens & partners, naamloze vennootschap,
Begijnhof 1, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 89659 — BTW 453.517.857

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 07/08/97 te 20 uur. — 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting van de bestuurders. 5. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (46913)

**Vandereycken Invest, naamloze vennootschap,
Neerstraat 96, 3980 Tessenderlo**

H.R. Hasselt 83024

Algemene Vergadering van obligatiehouders. Hiermede worden de dames en heren obligatiehouders vriendelijk uitgenodigd op de algemene vergadering van obligatiehouders die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 12/08/97 om 17.00 uur met volgende agendapunten : 1. Toelichting door de raad van bestuur. 2. Bespreking financiële toestand van de vennootschap. 3. Voorstellen tot wijziging van de rechten van de obligatiehouders. 4. Varia. (46914) De raad van bestuur.

**Veldstraat 59, naamloze vennootschap,
Veldstraat 59, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 133405 — BTW 453.361.172

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 06/08/97 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 28/02/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46915)

**Yves Cludts, naamloze vennootschap,
Kleine Kerkstraat 3, 3061 Bertem (Leefdaal)**

H.R. Leuven 93149 — BTW 455.497.350

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 08/08/97 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46916)

**Maldoy, naamloze vennootschap,
Stevoortse Kiezel 7-9, 3511 Hasselt**

H.R. Hasselt 1128 — BTW 401.328.293

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal plaatsvinden ten maatschappelijke zetel op 5 augustus 1997 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1996
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Ontslagen en benoemingen bestuurders
6. Diversen

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (82493)

**Vanas, naamloze vennootschap,
Zwaluwbeekstraat 10, 9150 Kruibeke**

H.R. Sint-Niklaas 48621 — BTW 404.554.237

De aandeelhouders worden uitgenodigd de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan op 8 augustus 1997 om 9 uur in het kantoor van notaris Johan Kiebooms te 2000 Antwerpen, Willem Tellstraat 3.

Agenda :

1. KAPITAALVERHOOGING

Om het kapitaal te verhogen met een bedrag van één miljoen vierhonderd zevenennegentig duizend honderd frank (F.1.497.100) om het van één miljoen vijfhonderd en twee duizend negenhonderd frank (F.1.502.900) te brengen op drie miljoen frank (F.3.000.000) door omzetting in kapitaal van gezegd bedrag, afgenomen van de rekening « Beschikbare reserves » en zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

2. STATUTENWIJZIGINGEN

— Om de eerste zin van Artikel 2: Zetel aan te passen aan het besluit van de raad van bestuur van vijftientwintig juni negentienhonderd negentig, bekend gemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad van zeven augustus negentienhonderd negentig onder nummer 900807-479, houdende verplaatsing van de zetel naar het huidige adres, en dienvolgens deze zin te laten luiden:

« De zetel van de vennootschap is gevestigd te 9150 Kruibeke, Zwaluwbeekstraat 10. »

— Om Artikel 5: Maatschappelijk kapitaal van de statuten aan te passen aan de nieuwe toestand van het kapitaal en van de aandelen en dit artikel te laten luiden als volgt:

« Het kapitaal van de vennootschap bedraagt drie miljoen frank (F.3.000.000).

Het is verdeeld in tweeëntwintig duizend zeshonderd (22.600) aandelen zonder vermelding van nominale waarde.

Het kapitaal is volledig geplaatst en volgestort. »

— Om de statuten bij te werken en aan te passen aan de vigerende wetgeving en de tekst van de statuten volledig om te werken, te herformuleren en te hernummeren, bepaalde aanvullingen en/of vereenvoudigingen door te voeren zonder evenwel te raken aan de essentiële bepalingen en een volledige nieuwe tekst van de statuten aan te nemen.

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering neer te leggen in de kantoren van de naamloze vennootschap « KREDIETBANK », kantoor « Haven » te Antwerpen. (82494) De raad van bestuur.

Defrahold, naamloze vennootschap,

Moorselestraat 116, 8560 Wevelgem

NN 449.802.658

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die gehouden wordt ten overstaan en ten kantore van notaris Frans Debucquoy, gelegen in de Neerhofstraat 32 te 8560 Wevelgem, op 7 augustus 1997, om 14 uur, met volgende agenda:

1. Kennisneming en bespreking van het verslag van de bedrijfsrevisor en van het bijzonder verslag van de raad van bestuur, beide opgesteld in uitvoering van artikel 34, § 2 van de Vennootschappenwet;

2. Kapitaalverhoging met 9.100.000 frank om het kapitaal te brengen van 1.250.000 frank op 10.350.000 frank, met uitgifte van 20.027 nieuwe aandelen, zonder aanduiding van nominale waarde, die in de winsten zullen delen vanaf het boekjaar dat begonnen is op 1 oktober 1996; die volledig te volstorten zijn door inbreng in natura, en met name door inbreng van onroerend goed, ten bedrag van 9.100.000 frank;

3. Verwezenlijking van de inbreng in natura; vaststelling dat de kapitaalverhoging verwezenlijkt is;

4. Aanpassing van artikel 5 van de statuten aan de te nemen beslissingen;

5. Wijziging van de statuten, onder meer om ze aan te passen aan de Vennootschappenwet;

6. Het machtigen van de raad van bestuur om de te nemen beslissingen uit te voeren en de statuten te coördineren.

(82495)

De raad van bestuur.

**Derolu, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Markegemstraat 96, 8720 Wakken**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Kortrijk, nr. 51
NN 422.391.151

De aandeelhouders worden verzocht de bijzondere algemene vergadering te willen bijwonen die gehouden wordt op de zetel van de vennootschap op 8 augustus om 11 uur.

Agenda :

Benoemingen.

(82496)

**Devan, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Markegemstraat 84, 8720 Wakken**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Kortrijk nr. 13
NN 427.192.292

De aandeelhouders worden verzocht de bijzondere algemene vergadering te willen bijwonen die gehouden wordt op de zetel van de vennootschap op 8 augustus om 15 uur.

Agenda :

Benoemingen. (82497)

**Jemal, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 5, 2860 Sint-Katelijne-Waver**
H.R. Mechelen 79668 — BTW 457.893.448

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering van 5 augustus 1997.

Agenda : ontslag en benoeming van een bestuurder. (82498)

**JMI, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 5, 2860 Sint-Katelijne-Waver**
NN 446.090.627

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering van 5 augustus 1997.

Agenda : ontslag en benoeming van een bestuurder. (82499)

**Robberechts, naamloze vennootschap,
Gierle Steenweg 357, 2300 Turnhout**
H.R. Turnhout 50235 — BTW 423.718.170

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 8 augustus 1997 te 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Benoemingen;
2. Beslissing omtrent de uitkering van de overgedragen winsten;
3. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82500)

**Wimal, naamloze vennootschap,
Langebrugstraat 2, bus 21, 8500 Kortrijk**
H.R. Kortrijk 76361 — BTW 405.458.713

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, vergadering die zal gehouden worden ten kantore van notaris Ludovic DE FAUX te Moeskroen op 8 augustus 1997 om 11 uur met volgende agenda:

1. Creatie en toekenning van vierhonderd tweëndertig aandelen buiten kapitaal en bepaling van hun rechten.
 2. Wijziging van de samenstelling en de werking van de raad van bestuur.
 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten hiervoor.
 4. Opdracht geven tot coördinatie van de statuten.
 5. Ontslag/benoemingen.
- (82501) De raad van bestuur.

**Administrations publiques
et Enseignement technique**
Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Gemeente Putte

Het gemeentebestuur van 2580 Putte zal overgaan tot de aanwerving van zes politieagenten (m/v).

Aanwervings- en toelatingsvoorwaarden :

Belg zijn;

van onberispelijk gedrag zijn;

burgerlijke en politieke rechten genieten;

niet bij wet ontzegd zijn van het recht wapens te dragen;

mannelijke kandidaten moeten voldoen aan dienstplichtwetten;

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben en maximum 35 jaar oud zijn;

lichamelijk geschikt zijn + minimumgestalte van 1,63 m;

uiterlijk bij benoeming tot stagedoend(e) politieagent(e) in het bezit zijn van een rijbewijs van minimum categorie B;

in het bezit zijn van een diploma of studiegetuigschrift van hoger secundair onderwijs of gelijkwaardig (niveau C);

geslaagd zijn in de bekwaamheids- en selectieproeven, georganiseerd door een erkend selectie- en opleidingscentrum;

uiterlijk zes maanden na de benoeming in vast verband een woonplaats kiezen binnen een straal van 10 km van het politiecommissariaat;

verplichting tot telefoonaansluiting vanaf het ogenblik van benoeming.

Inlichtingen en kandidaatstellingen :

De kandidaatstelling gebeurt bij aangetekend schrijven gericht aan het college van burgemeester en schepenen A. Nahonstraat 4, 2580 Putte, ten laatste op 14 augustus 1997 (datum poststempel geldt als bewijs). De inschrijvingsdocumenten (verplicht te gebruiken) en bijkomende inlichtingen zijn te bekomen op het gemeentesecretariaat (tel. 015/76 78 80). (21087)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Kapellen

Het O.C.M.W. van Kapellen schrijft een examen uit met het oog op het aanleggen van een wervingsreserve (in contractueel en/of statutair verband) voor schoonmaakster (ER) buitendienst.

De kandidaturen dienen uiterlijk op 31 augustus 1997 (datum poststempel is bepalend) aangetekend verstuurd te worden t.a.v. de heer Koen Helsen, voorzitter, Hoevensebaan 12/1, 2950 Kapellen.

Alle geslaagde kandidaten worden opgenomen in een wervingsreserve ingaande vanaf de datum van het proces-verbaal van afsluiting van het laatste examengedeelte.

Inlichtingen betreffende wervingsreserve, voorwaarden en examenprogramma kunnen bekomen worden bij het O.C.M.W. van Kapellen, Hoevensebaan 12/1, 2950 Kapellen, tel. 03/664 89 89 tijdens de kantooruren. (21088)

Haute Ecole Lucia de Brouckère

Appel aux candidatures à une désignation à titre temporaire dans la Haute Ecole Lucia de Brouckère

Le présent appel est lancé en application du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois dans les Hautes Ecoles organisées et subventionnées par la Communauté française.

N°	Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
1.1	Maître assistant	Biophysique; microprocesseurs; Photo/vidéo spécialisés; applications électroniques expérimentales; électronique; technologie	10/10 ^{es}
1.2	Maître assistant	Electronique; applications électroniques expérimentales; informatique, projets de fin d'études	10/10 ^{es}
1.3	Maître assistant	Comptabilité générale des sociétés; comptabilité budgétaire; comptabilité analytique; économie financière	10/10 ^{es}
1.4	Maître assistant	Anglais	10/10 ^{es}
1.5	Maître assistant	Etude de projets; techniques graphiques; emploi des plantes, cahier des charges; stages; travail de fin d'études	5/10 ^{es}
1.6	Maître assistant	Etude de projets; étude de paysage; techniques d'aménagement; atelier; travail de fin d'études	5/10 ^{es}
1.7	Maître assistant	Correspondance, rapports et communication; Gestion	10/10 ^{es}
1.8	Maître assistant	Correspondance, rapports et communications; visites, conférences, séminaires; travail de fin d'études	10/10 ^{es}
1.9	Maître assistant	Organisation; gestion; informatique; traitement de textes; gestion; comptabilité-gestion	10/10 ^{es}
1.10	Maître assistant	Technologie de la restauration : cuisine : technologie de la restauration : salle; technologie d'hébergement et de réception; stages	10/10 ^{es}
1.11	Maître assistant	Correspondance, rapports-communication	4,21/10 ^{es}
1.12	Maître assistant	Droit civil; droit économique et financier, droit public; principes fondamentaux du droit	10/10 ^{es}
1.13	Maître assistant	Stages	5/10 ^{es}
1.14	Maître assistant	Sciences	2,65/10 ^{es}
1.15	Maître assistant	Sciences	1,06/10 ^{es}
1.16	Maître assistant	Français	2,12/10 ^{es}
1.17	Maître assistant	Français	7,95/10 ^{es}
1.18	Maître assistant	Informatique	0,8/10 ^{es}
1.19	Maître assistant	Musique	2,12/10 ^{es}
1.20	Maître assistant	Néerlandais	2,65/10 ^{es}
1.21	Maître assistant	Psychopédagogie	3,18/10 ^{es}
1.22	Maître assistant	Civisme	1,06/10 ^{es}
1.23	Maître assistant	Vie culturelle	1,06/10 ^{es}
1.24	Maître assistant	Morale	2,65/10 ^{es}
1.25	Maître assistant	Dessin	4,24/10 ^{es}
1.26	Maître assistant	Religion	2,65/10 ^{es}
2.1	Maître assistant type long	Technologie alimentaire; génie biochimique	10/10 ^{es}
2.2	Maître assistant type long	Chimie organique; sonochimie; étude de la cavitation	5/10 ^{es}
2.3	Maître assistant type long	Physique; mécanique; électricité : chimie physique	10/10 ^{es}
3.1	Chargé de cours	Industries alimentaires; bureau d'études, séminaires; travaux de fin d'études	10/10 ^{es}
3.2	Chargé de cours	Socioéconomie; gestion sociale de l'entreprise; gestion économique de l'entreprise	2/10 ^{es}
3.3	Chargé de cours	Génie biochimique; biochimie industrielle; biochimie appliquée; malterie brasserie-industries de fermentation; bureau d'études; travaux de fin d'études	10/10 ^{es}

Forme de la candidature :

La demande sera rédigée sur feuille de format A4 d'après les annexes A et B reproduites ci-après.

La demande mentionnera :

— l'emploi vacant sollicité repris au tableau ci-avant (fonction, cours à conférer, volume de la charge);

- l'identité du candidat;
- ses titres et son expérience utile;
- la liste de ses publications scientifiques;
- le relevé de ses diverses expériences professionnelles.

La demande sera établie en double exemplaire.

Si le candidat sollicite plusieurs emplois vacants, il établira une demande séparée en double exemplaire, pour chaque emploi.

Conditions requises :

Nul ne peut être désigné à titre temporaire s'il ne remplit les conditions suivantes :

1. être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur ou arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française;
4. remettre, lors de l'entrée en fonction un certificat médical daté de moins de six mois, attestant qu'il se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;
5. satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
6. être de conduite irréprochable;
7. avoir satisfait aux lois sur la milice;
8. ne pas avoir dépassé la limite d'âge de 55 ans, sauf dispense accordée par le Gouvernement. Le cas échéant, cette limite d'âge de 55 ans peut être relevée du nombre d'années que l'intéressé peut faire valoir pour l'ouverture du droit à une pension à charge du Trésor public.

Introduction des candidatures :

Les personnes intéressées doivent adresser leur candidature au directeur-président, Haute Ecole Lucia de Brouckère, avenue Emile Gryzon 1, 1070 Bruxelles, au plus tard 15 jours ouvrables à partir de la date de parution au *Moniteur belge* de l'appel.

Les candidatures doivent être introduites par une lettre recommandée à la poste et dans la forme fixée par le présent appel.

Annexe A

Acte de candidature au titre de temporaire dans l'enseignement organisé par la Haute Ecole Lucia de Brouckère

Année académique 1997-1998

1. Nom	2. Epouse Sexe : F/M
3. Prénom	4. Date de naissance
5. Nationalité	

6. Adresse : rue n° : Boîte :
Code postal : Localité :

7. Contact téléphonique :

8. Nombre de jours prestés dans l'enseignement de la Haute Ecole Lucia de Brouckère (Pouvoirs organisateurs fondateurs, y compris) :

9. Diplôme obtenu	Spécialité/groupe	délivré par	année d'obtention

10. Je sollicite ma désignation à la/aux fonction(s) suivante(s). Indiquez-les dans l'ordre décroissant de vos préférences			
N°	Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge

11. Etant candidat temporaire, êtes-vous définitif dans une autre fonction ? OUI / NON

Si oui laquelle :

Dans quel établissement :

12. Liste des publications scientifiques :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Annexe B
Etat des services

Je soussigné(e)

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

déclare avoir presté au sein du Pouvoir organisateur (fondateur, y compris) les services ci-après :

Etablissement (dénomination complète)	Fonction exercée	Niveau dans lequel chaque fonction est exercée	à titre — temporaire — stagiaire — définitif	Nombre de jours

Les jours sont comptés du début à la fin de la période d'activité continue. Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes comportant moins d'un demi horaire est réduit de moitié.

Date :

Signature

(21086)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor het laboratorium voor Neuro- en Psychofysiologie van de Faculteit geneeskunde, zoeken wij een industrieel ingenieur (m/v), graad 7. Salarisschaal : 7.1.

Doel van de functie : het technisch ondersteunen van het internationaal top-laboratorium voor de bestudering van het visueel systeem in de hersenen.

Opdrachten :

Programmeren van visuele stimuli, al dan niet bewegend, op een geavanceerd Silicon Graphics Onyx werkstation.

Ontwerpen en implementeren van bijbehorende elektronische interfaces.

Profiel :

In het bezit zijn van een diploma van industrieel ingenieur, richting programmatie, electronica en/of grafische systemen.

Ervaring hebben met de diverse technische aspecten van bovenvermelde taken.

Wiskundig inzicht hebben in Computer Graphics en de algoritmes om 2D en 3D structuren weer te geven.

Kandidaten kunnen zowel zelfstandig als in team werken en zin hebben voor creativiteit.

Het betreft een tijdelijke tewerkstelling voor twee jaar, eventueel verlengbaar.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatiedossier.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de personeelsdienst ATP ter attentie van Monique Aelbrecht, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 13.

De selectieprocedure wordt gestart na 19 augustus 1997. (21089)

Haute Ecole libre de Bruxelles - Ilya Prigogine

La Haute Ecole libre de Bruxelles - Ilya Prigogine annonce la vacance, à partir du 15 septembre 1997 :

à l'INRACI :

de cours en photographie (temps plein);

de cours en cinématographie (temps plein);

d'un poste de bibliothécaire (temps plein);

à l'EOS :

de trois emplois 1/3 de maître de formation pratique en service social;

de cours en droit social (4 périodes/semaine);

de cours en sciences naturelles (4 périodes/semaine);

de cours en service social (5 périodes/semaine);

à l'ILB - KINE :

de cours de formation pratique (2 temps pleins);

de cours en psychologie (4 périodes/semaine);

de cours en nursing (3 périodes/semaine);

de cours en médecine (9 périodes/semaine);

à l'ILB - RELATIONS PUBLIQUES;

de cours en langues germaniques (14 périodes/semaine).

Les candidatures, accompagnées d'un *curriculum vitae*, doivent être adressées à :

pour l'INRACI :

M. le directeur de l'INRACI-HELB

avenue Victor Rousseau 75

1190 Bruxelles

pour l'EOS :

Mme la directrice de l'EOS-HELB

rue Brogniez 44

1070 Bruxelles

pour l'ILB :

M. le directeur de l'ILB-HELB

rue de Stassart 33

1050 Bruxelles.

(21090)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements
Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

Banqueroute – Bankbreuk

Tribunal de première instance de Verviers

Par jugement contradictoire du 3 juin 1997, le tribunal correctionnel de Verviers, 3^e chambre, a condamné :

Blaise, Ria Jeanne Marie Alphonsine, née à Bellevaux-Ligneuville le 9 août 1940, employé, divorcé, de nationalité belge, domiciliée à Stavelot, Lodomez 17, R.C. Verviers 54844, déclarée en faillite par jugement du tribunal de commerce de Verviers du 4 décembre 1995 :

1. à 6 mois d'emprisonnement avec un sursis simple de 2 ans et une amende de BEF 10 000 ou 15 jours d'emprisonnement subsidiaire, du chef de :

1° faux en écritures et usage;

2° banqueroute frauduleuse,

faits commis à Stavelot, Verviers ou ailleurs dans l'arrondissement ou le Royaume, du 1^{er} décembre 1995 au 13 février 1996.

2. aux frais liquidés à BEF 3 668, à BEF 2 000 à titre de contribution au Fonds spécial et à l'indemnité de BEF 1 000

a ordonné la publication du jugement de condamnation, aux frais de la condamnée, par extrait au *Moniteur belge*.

Ce jugement est passé en force de chose jugée.

Verviers, le 22 juillet 1997.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur du roi pour la publication.

Le greffier-chef de service, (signé) Raymond Magis. (21091)

Hof van beroep te Gent

Bij arrest van het Hof van beroep te Gent, zesde kamer, rechtdoende in correctionele zaken, de dato 16 juni 1997, op tegenspraak gewezen op beroep tegen het vonnis van de correctionele rechtbank te Brugge, van 27 september 1993 (Not. 1038/93) en op beroep tegen het vonnis van de correctionele rechtbank te Brugge, van 27 september 1993 op verzet tegen het verstekvonnis van 11 januari 1993 (Not. 1042/93) werd :

inzake :

Not. 1038/93 :

Lauwyck, Stefaan Peter, handelaar, geboren te Torhout op 11 juli 1968, wonende te Koekelare, Provinciebaan 5, verdacht van : te Koekelare, op 25 oktober 1989 : uitgifte cheques zonder dekking.

Not. 1042/93 :

1. Lauwyck, Stefaan Peter, varkenshandelaar, geboren te Torhout op 11 juli 1968, wonende te Koekelare, Provinciebaan 5.

2. Lauwyck, Peter Stefaan, handelaar (leurhandel), geboren te Torhout op 11 juli 1968, wonende te 8800 Roeselare, Diksmuidsesteenweg 648; verdacht van :

De eerste en de tweede :

Als zaakvoerder van de B.V.B.A. Vleesgroothandel Gebroeders Lauwyck, op bekentenis failliet verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oostende, de dato 21 februari 1990, waarbij de datum van staking van betaling werd vastgesteld op 21 augustus 1989, als daders :

A. zich schuldig te hebben gemaakt aan bedrieglijke bankbreuk :

I. 1.

2.

3.

II. 1. op 4 februari 1988

2. op 26 mei 1988

3. op 13 juli 1988

4. op 21 februari 1990

5. op 21 februari 1990

6. op 21 februari 1990

7. op 21 februari 1990

8. op 21 februari 1990

9. tussen april 1988 en 21 februari 1990;

B. zich schuldig te hebben gemaakt aan eenvoudige bankbreuk : minstens sinds 1 september 1989;

C. nagelaten te hebben een aan de aard en aan de omvang van de activiteit van hun onderneming aangepaste boekhouding te voeren en daartoe de bijzondere bepalingen in acht te nemen die daarvoor gelden : van 2 februari 1988 tot 21 februari 1990;

D. volgende jaarrekeningen niet te hebben neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel, binnen de 30 dagen na goedkeuring door de algemene vergadering : in casu de jaarrekening per 31 december 1988 : vanaf 12 juni 1989 tot 21 februari 1990 :

E. misbruik van vertrouwen : op 31 november 1989;

F. uitgifte cheques zonder dekking :

De eerste :

1. op 8 oktober 1989

2. op 3 november 1989

3. op 20 september 1989

4. op 4 november 1989

5. op 11 september 1989

6. op 11 september 1989

7. op 11 september 1989

8. in november 1989

9. in november 1989

10. op 10 oktober 1989

11. op 3 november 1989

12. op 30 september 1989

13. op 30 oktober 1989

De tweede :

14. op 12 oktober 1989

15. op 13 oktober 1989

16. op 15 oktober 1989

* de eerste (Lauwyck, Stefaan) verwezen wegens Not. 1038/93 + Not. 1042/93 : A, B, C, D, E, F1 tot en met F13 samen tot een gevangenisstraf van tien maanden met uitstel gedurende drie jaar voor acht maanden en een geldboete van vijfhonderd frank x 80 = 40 000 frank of drie maanden; tien frank x 200 = 2 000 frank (Fonds hulp aan slachtoffers opzettelijke gewelddaden);

* de tweede (Lauwyck, Peter) verwezen wegens A, B, C, D, E, F14 tot en met F16 samen tot een gevangenisstraf van tien maanden met uitstel gedurende drie jaar voor wat betreft acht maanden en een geldboete van vijfhonderd frank x 80 = 40 000 frank of drie maanden; tien frank x 200 = 2 000 frank (Fonds hulp aan slachtoffers opzettelijke gewelddaden),

werd de publicatie van onderhavig arrest bevolen bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*, op kosten van de veroordeelden.

Voor echt uittreksel afgeleverd aan de heer procureur-generaal tot inlassing in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor de hoofdgriffier : de griffier-hoofd van dienst, (get.) Dirk Bamps, griffier.

Pro Justitia

Tegen dit arrest werd er geen beroep in cassatie aangetekend.

Voor de griffier-hoofd van dienst, (get.) Dirk Bamps, griffier. (21092)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*
—

Justice de paix du canton d'Auderghem

—
Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem, du 4 juillet 1997, Mme Konings, Marthe, veuve, née à Ixelles le 17 avril 1909, domiciliée et résidant à 1170 Bruxelles, drève du Duc 58 (home La Futaie), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'une administratrice provisoire de ses biens, étant Mme Carine Arnauts, domiciliée à 1160 Bruxelles, chaussée de Wavre 1176.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Michel Van Laer. (6786)

—
Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

—
Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 10 juillet 1997 (suivant inscription d'office du 10 juillet 1997), le nommé Matheys, Gui, né à Etterbeek le 18 avril 1949, résidant actuellement au C.H.U.-Brugmann, place Van Gehuchten 4, à 1020 Bruxelles, domicilié à 1190 Forest, Eden City 9, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Daem, Nele, avocate, domiciliée à 1180 Bruxelles, avenue de Sumatra 41.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marcel Pauwels. (6787)

—
Justice de paix du canton de Florenville

—
Par ordonnance du juge de paix du canton de Florenville, en date du 14 juillet 1997, la nommée Bouillon, Ghislaine Marie-Louise, pensionnée, née à Hachy le 30 juillet 1937, domiciliée à Arlon (Fouches), route d'Arlon 71, mais résidant actuellement à Chiny (Jamoigne), Château du Faing, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de M. Arsène Schwinden, retraité, domicilié à 1428 Lillois, avenue du Forgeron 5.

Pour extrait conforme : le commis-greffier principal, (signé) Pascaline Gilson. (6788)

Justice de paix du premier canton de Mons

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons, en date du 15 juillet 1997, la nommée Olivier, Marianne, née à Tournai le 17 septembre 1958, célibataire, sans profession, résidant actuellement au home Saint-Alfred, sis à 7061 Casteau, chaussée de Bruxelles 184, étant domiciliée à 7321 Blaton, rue des Vieux Fours 23, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de son père : M. Olivier, Robert, pensionné, domicilié à 7321 Blaton, rue des Vieux Fours 23, les pouvoirs de l'administrateur étant limités à la période durant laquelle l'incapable aura une résidence ou un domicile effectif dans le ressort territorial de la justice de paix du premier canton de Mons.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean Bellemans. (6789)

Justice de paix du canton de Paliseul

Par ordonnance du juge de paix du canton de Paliseul, en date du 17 juillet 1997, la nommée Doffagne, Marianne, née à Paliseul le 23 janvier 1951, domiciliée à 6850 Paliseul, rue de Carlsbourg 1, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Doffagne, Jacqueline, institutrice, rue de Carlsbourg 1, 6850 Paliseul.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) M.C. Wauthier. (6790)

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, en date du 25 juin 1997, sur requête, déposée le 13 juin 1997, la nommée Hayen, Rita, née à Saint-Trond le 28 juillet 1951, célibataire, domiciliée à 4431 Loncin, rue Cornuchamps 12/4, mais résidant actuellement à 4000 Liège, rue Professeur Mahaim 84, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Françoise Diverse, avocat, dont l'étude est sise à 4000 Liège, rue Julien d'Andrimont 23-25/042.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Véronique Paquay. (6791)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, en date du 25 juin 1997, sur requête, déposée le 5 juin 1997, la nommée Grzelak, Helena, née à Pologne le 18 novembre 1923, veuve Olcha, domiciliée à 4601 Argenteau, Pré d'Awans 16, mais résidant actuellement à 4000 Liège, rue Saint-Nicolas 700, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Jeannine Grzelak, domiciliée à 4400 Flémalle, rue de la Vieille Fosse 145.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Véronique Paquay. (6792)

Justice de paix du premier canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Schaerbeek, en date du 9 juillet 1997, le nommé Aydogan, Rasit, né le 23 décembre 1964, domicilié et résidant actuellement à Schaerbeek, rue Van Dyck 63, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Van den Broeck, Anne-Marie, avocat, dont le cabinet est établi à 1030 Bruxelles, rue des Coteaux 27.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Antoine Vermeulen. (6793)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Schaerbeek, en date du 8 juillet 1997, la nommée Neefs, Louise, née à Watermael-Boitsfort le 14 janvier 1916, domiciliée et résidant actuellement à Schaerbeek, avenue L. Bertrand 36, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Vandenneuvel, John, avocat, dont le cabinet est établi à 1080 Bruxelles, rue de Rotterdam 44.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Antoine Vermeulen. (6794)

Justice de paix du canton de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies, en date du 9 juillet 1997, sur requête, déposée au greffe le 27 juin 1997, le nommé Christian Bavay, célibataire, né à Soignies le 13 mai 1975, domicilié à 7090 Braine-le-Comte, chemin de Feluy 104, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de sa mère Mme Beauduin, Marie-Rose, domiciliée à 7090 Braine-le-Comte, chemin de Feluy 104.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (6795)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies, en date du 15 juillet 1997, sur requête, déposée au greffe le 7 juillet 1997, la nommée Desloovere, Claire, veuve d'Albert Rousseau, née à Lombise le 10 octobre 1913, domiciliée à 7090 Braine-le-Comte, home Rey, rue de la Bienfaisance 12A, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Mme Agnès Piérard, avocate, dont le cabinet est sis à 7060 Soignies, chemin du Tour 36.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (6796)

Justice de paix du canton de Walcourt

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton de Walcourt, en date du 15 juillet 1997, le nommé Nicaise, Gérald, né le 20 octobre 1969, domicilié rue Grande 23, à Somzée, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Lefebvre, Paul, avocat, domicilié Grand-Place, à 5650 Walcourt.

Pour extrait certifié conforme : le commis-greffier adjoint délégué, (signé) Somville, M.-A. (6797)

Vrederegerecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van de heer plaatsvervangende vrederechter van het kanton Beringen, de heer Caers, Karel, verleend op 8 juli 1997, werd Mevr. Triempont, Marie-Louise, geboren te Brussel op 25 april 1958, verblijvende en gedomicilieerd te 3581 Beringen, Koolmijnlaan 290, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Joost Verheyen, advocaat, kantoorhoudende te 3580 Beringen, Brouwersstraat 2.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Brillouet, R. (6798)

Bij beschikking van de heer plaatsvervangende vrederechter van het kanton Beringen, de heer Caers, Karel, verleend op 8 juli 1997, werd de heer Meuris, Jozef, geboren te Herentals op 24 februari 1953, verblijvende en gedomicilieerd te 3581 Beringen, Koolmijnlaan 290, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Joost Verheyen, advocaat, kantoorhoudende te 3580 Beringen, Brouwersstraat 2.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Brillouet, R. (6799)

Vrederecht van het eerste kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 1 juli 1997, werd Thielemans, Elisabeth, gepensioneerde, geboren te Grimbergen op 1 augustus 1910, echtgenote van Charl Bulckens, wonende te 3070 Kortenberg, Leuvensesteenweg 408, verblijvende in het U.C. Sint-Jozef, v.z.w., Leuvensesteenweg 517, 3070 Kortenberg, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Beelen, Robert Louis Theodore, advocaat, geboren te Tienen op 28 april 1953, wonende te 3440 Zoutleeuw, Panisborne 3, met kantoor te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20A.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Jeannine Vandevenne. (6800)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 1 juli 1997, werd Bulckens, Charl Louis, gepensioneerde, geboren te Brunton Colling Bourne (Groot-Brittannië) op 14 september 1917, echtgenoot van Elisabeth Thielemans, wonende te 3070 Kortenberg, Leuvensesteenweg 408, verblijvende in het U.C. Sint-Jozef, v.z.w., Leuvensesteenweg 517, 3070 Kortenberg, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Beelen, Robert Louis Theodore, advocaat, geboren te Tienen op 28 april 1953, wonende te 3440 Zoutleeuw, Panisborne 3, met kantoor te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20A.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Jeannine Vandevenne. (6801)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 1 juli 1997, werd L'Abbé, Annick Brigitte Caroline, zonder beroep, geboren te Leuven op 15 februari 1969, wonende te 3020 Herent, Mechelsesteenweg 281, verblijvende Gasthuisberg, Herestraat 49, te 3000 Leuven, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Platteau, Christianne Maria, lerares, geboren te Herzele op 8 februari 1941, weduwe van Gerrit Karel L'Abbé, wonende te 3210 Linden, Merellaan 33.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Jeannine Vandevenne. (6802)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 1 juli 1997, werd Verstraete, Carl Willy Ria, zonder beroep, ongehuwd, geboren te Gent op 12 december 1964, wonende te 3000 Leuven, Vaartstraat 36/2, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Beelen, Robert Louis Theodore, advocaat, geboren te Tienen op 28 april 1953, wonende te 3440 Zoutleeuw, Panisborne 3, met kantoor te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20A.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Jeannine Vandevenne. (6803)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 1 juli 1997, werd Borbouse, Gilberte Jeanne Josephine, gepensioneerde, geboren te Tarcienne op 10 juli 1926, weduwe van de heer Emilius de Becker, wonende te 3070 Kortenberg, Brouwerijstraat 50/6, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Ervynck, Marie-Blanche, advocaat, geboren te Gent op 7 april 1949, gehuwd, wonende te 3020 Herent, Leuvenseweg 4, kantoorhoudend te 3000 Leuven, Koning Leopold I-straat 18.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Jeannine Vandevenne. (6804)

Vrederecht van het kanton Zomergem

Bij beschikking van de plaatsvervangende vrederechter van het kanton Zomergem, verleend op 11 juli 1997, werd:

1. Vyncke, Ferdinand, geboren op 20 augustus 1905, echtgenoot van:

2. Van Torre, Zulma, geboren op 7 juli 1908, samenwonende te 9880 Aalter, Urselweg 11,

beiden niet meer volledig in staat verklaard hun goederen te beheren en kregen beiden ingevolge artikel 488bis, c, § 1, van het Burgerlijk Wetboek toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, met de beperkte bevoegdheid de spaartegoeden en het onroerend goed gelegen te 9880 Aalter, Urselweg 11, te bewaren en te beheren, hun kleindochter: Hautekeete, Claudine, wonende te 9880 Aalter, Verbroederingslaan 8.

Voor eensluidend uittreksel: de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) L. Martens. (6805)

Avis rectificatif

Justice de paix du canton de Beauraing

Par ordonnance du juge de paix du canton de Beauraing, en date du 8 juillet 1997:

revu l'ordonnance rendue le 10 juin 1997, désignant M. Hardoin, Raymond, retraité, domicilié à 5541 Hastière-par-Dela, rue des Prés 147, en qualité d'administrateur provisoire des biens d'Op de Beeck, Maria, née à Malines le 3 septembre 1913, épouse d'Hardouin, Raymond, résidant actuellement à 5541 Hastière-par-Dela, rue des Prés 147, et y domiciliée;

attendu qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la susdite ordonnance, le nom patronymique de l'administrateur provisoire des biens désigné, étant « Hardouin » et non « Hardoin ».

Par ces motifs:

Procédons à la rectification du nom patronymique de l'administrateur provisoire des biens d'Op de Beeck, Maria, née à Malines le 3 septembre 1913, épouse d'Hardouin, Raymond, résidant à 5541 Hastière-par-Dela, rue des Prés 147, et y domiciliée, étant: Hardouin, Raymond et non Hardoin comme indiqué erronément dans l'ordonnance susvantee.

Pour extrait certifié conforme: le greffier-chef de greffe, (signé) F. Gaillard. (6811)

*Mainlevée d'administrateur provisoire
Opheffing voorlopig bewindvoerder*

Vrederecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van de heer plaatsvervangende vrederechter van het kanton Beringen, de heer Caers, Karel, verleend op 14 juli 1997, werd een einde gesteld aan de opdracht van Mevr. Vandebroek, Donja, advocaat, wonende te 3583 Beringen, Zwanenbergstraat 9, als voorlopig bewindvoerder aangesteld over Mevr. Aerts, Maria Rosalia, geboren te Heppen op 5 juli 1926, verblijvende en gedomicilieerd te 3945 Ham, rusthuis Coham, Meulenvan 16.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) Brillouet, R. (6806)

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 17 juli 1997, werd een einde gesteld aan de opdracht van Herssens, Marc, wonende te 9000 Gent, Recollettenlei 43, als voorlopig bewindvoerder over Nihoul, Emile, geboren te Jemeppe-sur-Meuse op 17 april 1922, verblijvende in home Helianthus, Brusselsesteenweg 255a, 9090 Melle, gedomicilieerd te 9820 Merelbeke, Meierij 75, overleden te Gent op 15 mei 1997.

Voor eensluidend afschrift: de hoofdgriffier, (get.)
R. Hantson. (6807)

Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de plaatsvervangende vrederechter van het kanton Lier, verleend op 17 juli 1997, wordt Heylen, Filip, geboren te Bree op 12 mei 1969, wonende te 3920 Lommel, Lepelstraat 31, doch verblijvende te 4621 JA Bergen op Zoom (Nederland), Wouwsestraatweg 22, opnieuw in staat zelf zijn goederen te beheren vanaf 31 augustus 1997, zodat de beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 18 juli 1995 (R.V. 4636-Rep.V. 3099; gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 27 juli 1995, blz. 20347, nr. 5948), waarbij Van Regemorter, Lea, met kantoor te 2530 Boechout, Heerbaan 12, aangesteld werd tot voorlopig bewindvoerder, ophoudt uitwerking te hebben op die datum.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) U. Van den Plas. (6808)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du canton de Ciney

Par ordonnance du 9 juillet 1997, prononcée par M. le juge de paix du canton de Ciney, siégeant en chambre du conseil, Me Muriel Pigeolet, avocate, à 5590 Ciney, rue du Commerce 8, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Gabrielle Alphonsine Marie Ghislaine Evrard, agricultrice, née à Miécrot le 7 novembre 1924, domiciliée à 5376 Miécrot, rue de la Fagne 25, en remplacement de son fils, M. Alex Goumet, qui avait été désigné en date du 27 février 1996.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) A. Hendrickx. (6809)

Vrederecht van het eerste kanton Leuven

Bij beschikking van de heer vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 1 juli 1997, werd een einde gesteld aan het mandaat van Beelen, Robert Louis Theodore, advocaat, geboren te Tienen op 28 april 1953, wonende te 3440 Zoutleeuw, Panisborne 3, met kantoor te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20A, als voorlopig bewindvoerder over Goorden, Joris, geboren te Heist-op-den-Berg op 3 september 1962, ongehuwd, wonende te 2220 Heist-op-den-Berg, Oudestraat 7, verblijvende in het U.C. Sint-Jozef, v.z.w., Leuvensesteenweg 517, te 3070 Kortenberg.

De beschermde persoon kreeg als nieuw voorlopig bewindvoerder toegevoegd: Goorden, Margaretha Maria Josepha, maatschappelijk werkster, geboren op 14 maart 1957, ongehuwd, wonende te 2220 Heist-op-den-Berg, Lostraat 53 A1.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Jeannine Vandevenne. (6810)

Publication prescrite par l'article 793
du Code civilBekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk WetboekAcceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Op zeventien juli negentienhonderd zevenennegentig;

Ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent;

Voor ons, Marc De Vriese, e.a. klerk-griffier van dezelfde rechtbank, is verschenen :

Mr. De Muer, Karin, advocaat, kantoorhoudende te 9900 Eeklo, Visstraat 20, handelend in de hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder, zij werd hiertoe aangesteld ingevolge de beschikking verleend op 28 april 1997 door de vrederechter van het kanton Eeklo, over de persoon en de goederen van :

Blomme, Joris, geboren op 16 augustus 1919, wonende en verblijvende in het R.V.T. Sint-Elisabeth, te 9900 Eeklo, Tieltsesteenweg 25.

De comparante verklaart ons, handelend in haar gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Blomme, Ernestina Elodia, geboren te Eeklo op 7 november 1911, in leven laatst wonende te 9900 Eeklo, Tieltsesteenweg 25, R.V.T. Sint-Elisabeth, en overleden te Eeklo op 14 december 1996.

Tot staving van haar verklaring heeft de comparante ons een afschrift vertoond van de beschikking gehouden op 9 juli 1997 onder het voorzitterschap van de heer Antoon De Grootte, vrederechter van het kanton Eeklo, waarbij zij gemachtigd werd om in naam van de voornoemde beschermde persoon de nalatenschap van wijlen Blomme, Ernestina Elodia te aanvaarden, onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Zij heeft ons tevens verklaard om in deze procedure, en bij toepassing van artikel 793 van het burgerlijk wetboek, woonplaats te kiezen te harer studie, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich bekend dienen te maken.

Waarvan akte, welke de comparante, na gedane lezing, met ons, e.a. klerk-griffier, heeft ondertekend. (Get.) K. De Muer; M. De Vriese.

Voor gelijkvormige uitvoerbare uitgifte afgeleverd aan Mr. De Muer.
De e.a. klerk-griffier, (get.) M. De Vriese. (21093)

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du dix-huit juillet mil neuf cent nonante-sept,

M. le notaire Jacques, Robert, de résidence à Ath, rue de la Bienfaisance 7, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire de :

M. Baudouin, Michel, domicilié à Chièvres (Grosage), rue des Juifs 47;

nommé à cette fonction par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Lens, en date du 3 septembre 1996.

a déclaré, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de Mme Berlemont, Huguette, en son vivant domiciliée à Ragnies, rue de la Roquette 16 et décédée à Lobbes, le trente et un janvier mil neuf cent nonante-six;

à ce dûment autorisé en vertu d'une ordonnance de M. le juge de paix du canton de Lens, en date du 5 décembre 1996.

Les créanciers et les légataires son invités à fair connaître leurs droits par avis recommandé dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Mme le notaire Anne Ruelle de résidence à 6530 Thuin, Grand Rue 70.

Charleroi, le 18 juillet 1997.

Le greffier adjoint principal, (signé) N. Docquier. (21094)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du dix-huit juillet mil neuf cent nonante-sept Me Scutenelle, Laurence, avocat à Gerpinnes, rue F. Bernard 10, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire de :

M. Ochao, Saïd, domicilié à Farciennes, rue du Vieux Saule 1, désignée à ces fonctions par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Châtelet, en date du 4 juillet 1996 à ce dûment autorisée par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Châtelet en date du 9 juillet 1997 a déclaré en langue française accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de M. Ochao, Lahcen, en son vivant domicilié à Farciennes et décédé à Farciennes le deux mai mil neuf cent nonante-sept.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Thiran, de résidence à Farciennes, rue Campinaire 26-28.

Charleroi, le 18 juillet 1997.

Le greffier-adjoint principal, (signé) N. Docquier. (21095)

Tribunal de première instance de Namur

L'an mil neuf cent nonante-sept, le dix-huit juillet à 14 h 30 m.

Au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant, nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu :

M. Santinelli, Sauro, domicilié à Namur, rue de la Pépinière 21, agissant personnellement.

Lequel comparant, a déclaré en langue française, agissant comme ci-dessus accepter, sous bénéfice d'inventaire, à la succession de Mme Dubois, Julia, domiciliée en son vivant à Gelbressée, rue Ernest Moëns 56 et décédée à Namur en date du quatre avril mil neuf cent nonante-sept, et ce en vertu de son testament en forme authentique reçu par le notaire Michel Kesteloot, à Namur, le deux septembre mil neuf cent quatre-vingt-deux.

Dont acte requis par le comparant qui après lecture signe avec, nous, Jacqueline Tholet, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Michel Kesteloot, rue de Bruxelles 102, 5000 Namur.

Namur, le 18 juillet 1997.

Le greffier, (signé) J. Tholet. (21096)

Tribunal de première instance de Huy

L'an 1997, le 22 juillet, au greffe du tribunal civil de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu Mme Guillaume, Marthe Ghislaine, née à Bertogne le 27 mai 1935, divorcée de Gérard, Jean, domiciliée à 4550 Nandrin, rue d'Esneux 1, agissant en qualité d'administratrice provisoire de sa fille, Gérard, Christine, née le 15 septembre 1961, domiciliée et demeurant à 4000 Liège, rue des Célestines 5, désignée en cette qualité par ordonnance de M. le juge de paix du deuxième canton de Liège, en date du 16 juillet 1997 et autorisée aux fins des présentes par cette même décision, dont copie restera annexée au présent acte.

Laquelle comparante, s'exprimant en langue française, a déclaré au nom de sa protégée, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de feu le père de celle-ci, M. Gérard, Jean, né à Ortho (Nisramont) le 3 août 1930, divorcé d'avec Guillaume, Marthe, domicilié en dernier lieu à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue du Château d'Eau 12, décédé à Saint-Georges-sur-Meuse le 28 juin 1996.

Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Christian Garsou, notaire à 4530 Villers-le-Bouillet, rue Le Marais 7.

Pour extrait conforme, le greffier, (signé) F. Morhet. (21097)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement en date du 22 juillet 1997, la chambre des vacations du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. D.W., négociante en champignons, dont le siège est à 7170 Fayt-lez-Manage, avenue Emile Herman 16; R.C. Charleroi 117174.

Le même jugement dispose comme suit :

Juge-commissaire : M. M. Balsat.

Curateur : Me Halbrechq, Jean, avocat à 6540 Lobbes, rue de l'Abbaye 26.

Date provisoire de cessation des paiements : 17 juillet 1997.

Déclarations de créances à déposer avant le 5 août 1997 au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avenue Général Michel, 6000 Charleroi.

Procès-verbal de vérification des créances : le 19 août 1997, à 8 h 30.

Débats sur contestations : le 3 septembre 1997, à 9 heures, chaque fois en l'auditoire du tribunal de commerce.

Huissier commis : Me Guy Depuis.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Halbrechq. (Pro deo) (21098)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite sur aveu

Par jugement du 18 juillet 1997, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de Thomsin, Didier Henri Armand, né à Liège le 17 février 1963, domicilié à 4877 Olne, rue du Village 75, R.C. Verviers 164435, pour l'activité de traiteur exercée à 4020 Liège, rue Grétry 56 A2, sous l'appellation « Les Délices de la Maison Restaurant ».

Juge-commissaire : M. Léonard Lesuisse.

Curateur : Me Brigitte Zimmerman, avocat à 4830 Limbourg (Dolhain), rue des Ecoles 14.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans le vingt jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 28 août 1997, à neuf heures trente.

Débats sur les contestations : le jeudi 11 septembre 1997, à neuf heures trente, en audience publique.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (21099)

Tribunal de commerce de Marche-en-Famenne

Par jugement du 15 juillet 1997, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne prononce, sur aveu, la faillite de M. Herbert, Patrick René Edmond Ghislain, né à Aye le 13 juin 1959, de nationalité belge, domicilié à 6900 On, place Capitaine Mostenne 24 (anciennement 40), R.C. Marche-en-Famenne 15267, pour l'entreprise de constructions de bâtiments, assujetti à la T.V.A. 691.276.933.

Juge-commissaire : G. Gaspar.

Curateur : J.P. Sevrain, avocat à Marche-en-Famenne, Antiémont 30.

Reporte à six mois l'époque de la cessation des paiements.

Il fixe au mardi 12 août 1997, à 10 heures en l'auditoire du tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, extension du palais de justice, rue V. Libert, audit Marche, la clôture du procès-verbal de vérification des créances et au lundi 1^{er} septembre 1997, à 14 h 30 m à l'audience du même tribunal les débats sur les contestations à naître de cette vérification.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.P. Sevrain.
(Pro deo) (21100)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 22 juli 1997 is Metropole B.V.B.A., Dendermondestraat 68, 2018 Antwerpen-1, drankgelegenheid, H.R. Antwerpen 265634, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Gerrits.

Curator : Mr. Haaren, Peter Benoitlaan 15, 2550 Kontich.

Datum der staking van betaling : 22 juli 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór : 11 augustus 1997.

De curator, Haaren. (21101)

Bij vonnis in datum van 22 juli 1997 is Verheecke, Rudy Petrus Camiel, geboren te Knokke op 11 april 1954, wonende te 2018 Antwerpen, Karel Oomsstraat 11, en handeldrijvende te 2600 Berchem, Kardinaal Mercierlei 94, onder de benaming Restaurant New Oase, H.R. Antwerpen 311292, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Gerrits.

Curator : Mr. Vercraeye, Stoopstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 22 juli 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór : 11 augustus 1997.

De curator, Vercraeye. (21102)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Belgische Immobiliënvennootschap van Antwerpen, in 't kort B.I.V.A., met zetel te 2000 Antwerpen, Frankrijklei 119, 1B, H.R. Antwerpen 275617.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris A. Van Gelder, zijn de schuldeisers, aangenomen op het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20, gerechtsgebouw, 2^e verdieping, ingang Stockmansstraat, op elf september negentienhonderd zeventienentig, te 9 u. 15 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening. Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde vennootschap indien deze een concordat na failliet wenst te bekomen.

De curatoren; P. Van Sant; P. Verstraeten. (21103)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Assem N.V., gevestigd te 2200 Herentals, Atealaan 3, H.R. Turnhout 58952, failliet verklaard in datum van 30 november 1993.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris, Van Roey, zijn de schuldeisers aangenomen in het passief van het faillissement opgeroepen in algemene vergadering, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 9 september 1997, te 10 uur in de voormiddag, om het verslag te horen van de curatoren over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Zij zullen er te beslissen hebben over de afrekening van het faillissement.

De curatoren, (get.) Mr. Devos, Diestseweg 155, 2440 Geel, en Mr. Vandecruys, Rozendaal 78, 2440 Geel. (21104)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Meubelfabriek J. Van Herck N.V., gevestigd te 2470 Retie, Biezenstraat 1, H.R. Turnhout 10595, failliet verklaard in datum van 8 februari 1994.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris, Van Roey, zijn de schuldeisers aangenomen in het passief van het faillissement opgeroepen in algemene vergadering, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 9 september 1997, te 10 uur in de voormiddag, om het verslag te horen van de curatoren over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening.

Zij zullen er te beslissen hebben over de afrekening van het faillissement.

De curatoren, (get.) Mr. Van Deun, steenweg op Turnhout 87/1, 2360 Oud-Turnhout, en Mr. Devos, advocaat te 2440 Geel, Diestseweg 155. (21105)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij bevel van de heer J. Haud'huyze, rechter-commissaris van het faillissement, worden de definitief en provisioneel aanvaarde schuldeisers in het passief van het faillissement van Jean Daenekindt, wonende te 8400 Oostende, Nieuwpoortsesteenweg 213, uitgenodigd op de concordataire vergadering die zal plaatsvinden in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, gerechtsgebouw, Canadaplein, te 8400 Oostende, op 11 augustus 1997, om 12 uur, om het verslag te aanhoren van de curator over de toestand van het faillissement en de reeds voltrokken pleegvormen.

De curator, (get.) Frank Batselaar. (21107)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, 2^e kamer, d.d. 15 juli 1997, werd in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. « Middenstandshuis van Bissegem », met zetel te 8501 Bissegem, Bissegemplaats 1, H.R. Kortrijk 113785.

Rechter-commissaris : de heer Jo Devoldere, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Kathleen Segers, advocaat te 8790 Waregem, F. Verhaeghestraat 5.

Staking der betalingen : zes maanden vóór faillissementsvonnis.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk vóór 4 augustus 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid der schuldvorderingen geschiedt op 27 augustus 1997, om 10 u. 15 m., en de debatten hieruit voortspruitende hebben plaats op 2 september 1997, om 9 u. 30 m., telkens ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burg. Nolfstraat 10A.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, (get.) Mr. Kathleen Segers. (21108)

Faillite rapportée – Intrekking faillissement

—

Bij arrest van 18 juni 1997 van de 8^e kamer van het hof van beroep van Brussel (1997/AR/1416) werd het vonnis van 3 september 1996 van de rechtbank van koophandel van Leuven waarbij de N.V. Cranes International, met zetel te Keerbergen, Bosduifweg 30, H.R. Brussel 537768 failliet werd verklaard, vernietigd.

Het hof van beroep zegt voor recht dat het ten name van de N.V. Cranes International, geopend faillissement opgeheven is.

De curator, (get.) M. Dewael. (21106)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

—

Par requête en date du 17 juin 1997, M. Gino Zanei, né à Vigalzano (Italie) le premier octobre 1928, et son épouse, Mme Yvonne Angèle Ghislaine Nimal, née à Thuin le 11 décembre 1932, demeurant et domiciliés ensemble à Anderlues, Route de Bascoup 139, demandent au tribunal de première instance de Charleroi d'homologuer l'acte du 13 juin 1997 reçu par le notaire Pierre Brahy de La Louvière contenant changement de régime matrimonial et adoption du régime de la communauté universelle.

Pour les requérants : le notaire, (signé) Pierre Brahy. (21109)

—

Bij verzoekschrift van tweeëntwintig juli negentienhonderd zevennegentig, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, werd door de heer Strauven, Johan Rita Emile, beambte, geboren te Sint-Truiden op zevententwintig juli negentienhonderd zeventig, en zijn echtgenote Mevr. Hinnisdaels, Petra, beambte, geboren te Sint-Truiden

op achttien februari negentienhonderd tweeënzeventig, samenwonende te Sint-Truiden, Hasseltsesteenweg 175, de homologatie verzocht van de akte houdende de wijziging van huwelijksvermogensstelsel, waarbij het wettelijk stelsel behouden blijft, doch overgegaan wordt tot inbreng van een onroerend goed gelegen te Nieuwerkerken.

Sint-Truiden, 23 juli 1997.

Namens de echtgenoten Strauven-Hinnisdaels, (get.) Alfred Vreven, notaris te Sint-Truiden. (21110)

—

Bij vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 5 juni 1997 werd de akte houdende wijziging huwelijksvoorwaarden gehomologeerd tussen de heer Naessens, christiaan Jan Romaan, accountant, geboren te Aalbeke op zeventien februari negentienhonderd vierenveertig en zijn echtgenote Mevr. Vanyzere, Nicole Clara, bestuurder van vennootschappen, geboren te Kuurne op vier februari negentienhonderd zesenvieftig, samenwonende te 8520 Kuurne, Bavikhoofsestraat 127, verleden voor notaris Dirk Van Haesebrouck, te Kortrijk, met standplaats Aalbeke, op 27 maart 1997.

Voor gelijkluidend uittreksel, namens de echtgenoten Naessens-Vanyzere, (get.) D. Van Haesebrouck, notaris. (21111)

Séparation de biens – Scheiding van goederen

—

Suivant jugement prononcé le 2 juillet 1997 par le tribunal de première instance de Neufchâteau, le régime matrimonial des époux Van Tendeloo, Johannan, sans profession, née le 24 mai 1951, domiciliée à Saint-Hubert, rue du Mont 64 et Baaths, Emile, commerçant, né à Genval le 9 mai 1936, domicilié rue du Mont 64, à Saint-Hubert est modifié, le tribunal ayant ordonné le régime de la séparation des biens.

(Signé) J.M. Laurent, avocat. (21112)